

Le journal DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

Vol. 04 | HIVER 2019 | 5.00 €

**GRAND DÉBAT
NATIONAL**

Comment participer
depuis l'étranger ?

HÔTELLERIE

Reportage à l'institut de
hautes études de Glion

**PROTECTION
SOCIALE**

Les offres de la
Caisse des Français
de l'étranger

DOSSIER SPÉCIAL

La Roumanie

Pays de tous les possibles

**NOS DESTINATIONS
AU BANC D'ESSAI**

Belgique vs Pays-Bas
Dubai vs Abou Dhabi
Japon vs Corée du Sud
Sénégal vs Côte d'Ivoire

RENDEZ-VOUS

10^e édition du salon
S'expatrier mode d'emploi

DÉCRYPTAGE

Les élections européennes



**FRANÇAIS
À L'ÉTRANGER
.FR**

BEL/LUX : 6.00 € - PORT CONTI : 6.50 €
CH : 9.00 FS - CANADA : 9.99 \$CAN - DOM : 6.50 €
TOM : 1050 XPF - MAR : 70 MAD - TUN : 7.10 DT

M 02525 - 4 - F : 5,00 € - RD





CRYSTAL FINANCE

Conseil patrimonial international

Clientèle privée & non-résidente

www.crystal-finance.com

Contactez-nous directement au :



+33 4 67 04 66 36

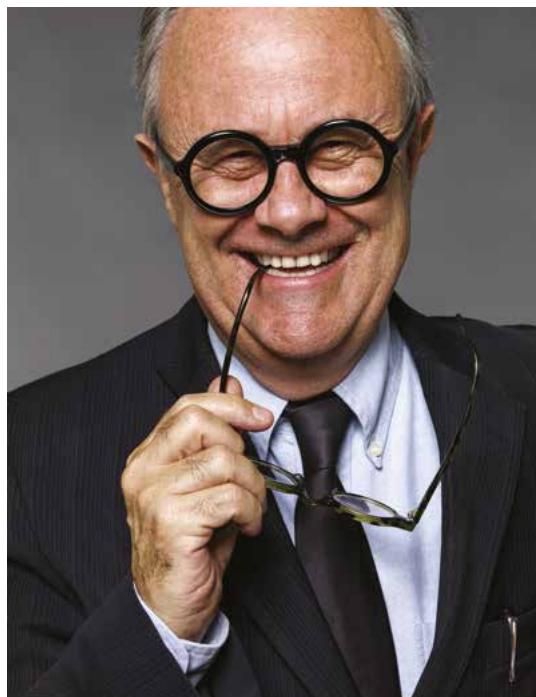
contact@groupe-crystal.com

ÉDITO

Idées reçues

Dans la somme des doléances que les Français sont invités à formuler pour alimenter le grand débat national, il importait que toutes les voix soient entendues. C'est donc à dessein que nous avons transmis, dès que fut prise la décision de cette consultation, une lettre au chef de l'Etat pour lui rappeler l'importance d'un dispositif qui permette aux Français de l'étranger de s'exprimer dans ce cadre, notamment par la mise à disposition de lieux permettant ces échanges. Notre initiative, associée à celle

des parlementaires et des conseillers consulaires, a été suivie d'effet. Vous pourrez d'ailleurs trouver sur notre site internet une mise à jour régulière des différents lieux où ces réunions auront lieu dans le monde. La participation des Français de l'étranger à ce grand débat est aussi l'occasion de battre en brèche une idée reçue selon laquelle nos compatriotes seraient indifférents aux affaires nationales dès lors qu'ils résident au-delà de nos frontières. Les associations comme l'ADFE, la Fiafe, l'UFE et tant d'autres dans lesquelles ils se retrouvent aux quatre coins du monde peuvent témoigner de leur attachement aux affaires du pays, et leurs attentes, que nous relayons dans ce jour-



© Stéphane de Bourgies

nal comme sur notre site, doivent nourrir la consultation nationale car elles concernent, faut-il le rappeler, plusieurs millions d'entre nous. Un autre point mérite d'être souligné, d'ordre économique celui-là. Il s'agit de l'activité précieuse du réseau des chambres de commerce et d'industrie françaises à l'international qui, sur le terrain, avec plus de 123 chambres implantées dans 92 pays, ancre la présence française sur des marchés où la concurrence fait rage. C'est le cas de la Roumanie que vous

découvrirez au cœur de ce numéro. Une destination qui, là aussi, mérite que l'on dépasse les idées reçues tant les opportunités qu'elle offre sont nombreuses. À retrouver également, votre rendez-vous habituel avec nos bancs d'essai qui passent 16 nouvelles destinations à la loupe. La vôtre s'y trouve peut-être... Enfin, ce numéro nous rappelle qu'un rendez-vous européen nous attend au printemps prochain. C'est également la question de notre destin – national et continental – qui sera posée ici. Nous y reviendrons dans notre prochaine édition.

Bonne lecture.

Jean-Pierre Pont

Retrouvez-nous sur sur notre site et abonnez-vous à notre newsletter gratuite :
www.francaisaetranger.fr

Le journal
DES FRANÇAIS
À L'ÉTRANGER

Français à l'étranger
est édité par TDME,
18, rue Henri-Barbusse,
75005 Paris.

SAS au capital de 1.000 €.
RCS Paris 798 269 726.
Numéro de commission
paritaire : 0520 | 93671.

Directeur de la publication :
Jean-Pierre Pont
jeanpierrepont@gmail.com
Tél. : 07.71.70.78.54.

Rédacteurs : Didier Bras,
Emmanuel Langlois,
Nathalie Laville, Jean-Pierre
Pont, Weena Truscelli.

Secrétariat de rédaction :
Didier Bras.

**Direction artistique
et maquette :**
Grand National Studio.

Photo de couverture :
© Augustin Lazaroiu.

Impression : CEE.

Retrouvez-nous
sur internet :
www.francaisaetranger.fr

 **FRANÇAIS
À L'ÉTRANGER
.FR**



12

© Jesus Sanz



27

© Augustin Lazarou



18

© Billion Photos



62

© Boland Horvath / Shutterstock.com

03 Edito

06 Français à l'étranger

Le grand débat national, l'appel aux Français d'Egypte, brèves...

10 Événement

Les Occitans s'exportent bien

12 Rendez-vous

Un salon sur mesure pour les futurs expatriés

14 Solidarité internationale

Jamais seul avec la Fiafe !

16 Education

Michel Deberre, directeur général de la Mission laïque

18 Protection sociale

Les offres de la Caisse des Français de l'étranger

22 Reportage

Hôtellerie : pourquoi les écoles suisses font la course en tête

27 Le grand dossier

La Roumanie, pays de tous les possibles

44 Banc d'essai

- Belgique vs Pays-Bas
- Dubaï vs Abou Dhabi
- Japon vs Corée du Sud
- Sénégal vs Côte d'Ivoire

60 Français du monde

La chronique de France Info

62 Décryptage

Les élections européennes, mode d'emploi

64 Tribune

Pierre-Yves Le Borgn'

Stage garanti avec le CEI

De 1 à 6 mois

1500 jeunes placés par an

1000 entreprises partenaires

Londres, Liverpool, Manchester,
Dublin, Cork et Edimbourg

30 domaines de stages

marketing, commerce international,
architecture, design, mode, tourisme,
informatique...

Placements en stage et emploi,
hébergements et cours en écoles
de langues

Pour nous contacter :

01 40 51 11 85

wts@cei4vents.com

www.cei-work-travel-study.com



ACTUS

Le grand débat national n'oublie pas les Français de l'étranger

La France s'est engagée dans un exercice jusqu'ici inédit avec l'organisation d'un grand débat national pour échanger sur des problématiques précises, notamment celles qui sont au cœur du conflit des gilets jaunes. Les Français de l'étranger pourront eux aussi y participer.

Sans doute un peu aidé par les élu.e.s (sénateurs, députés, conseillers consulaires) et par notre média (www.francaisletranger.fr), le Président Emmanuel Macron a mentionné ces millions d'expatriés qui ont choisi de vivre à l'étranger dans sa lettre aux Français. Le grand débat national dans lequel toutes et tous ont d'ores et déjà la possibilité de s'exprimer est également ouvert à ces compatriotes de la mobilité internationale. Bien sûr, cette expression sera quelque peu différente de celle des métropolitains. Déjà parce que les collectivités territoriales, très impliquées dans la démarche, font défaut à l'étranger où l'Etat n'est présent que dans les consulats et ambassades. Ensuite parce que les réseaux, pour bien constitués qu'ils soient, y sont forcément moins denses qu'en France. Pour autant, ils ne sont pas inexistantes, loin s'en faut.

Des réunions locales, mode d'emploi

Tout.e.s les élu.e.s sont des relais que l'on peut solliciter pour s'engager dans le débat : 11 députés, 12 sénateurs, 68 délégués consulaires et 443 conseillers consulaires. S'y ajoutent les réseaux de l'AEFE et des Missions laïques, des associations de Français organisées comme l'Union des Français de l'étranger (UFE), la Fédération nationale des anciens combattants résidant hors de France (ADFE), la Fédération nationale des anciens combattants résidant hors de France (Facs), la Fédération internationale des accueils français à francophones d'expatriés (Fiafe), les Alliances françaises... Sans oublier les associations présentes sur Facebook, sur des sites internet, d'autres encore de droit local. Et évidemment, chaque citoyen a le droit lui-même d'organiser un débat et peut demander l'aide des réseaux constitués pour l'aider à le concevoir et trouver une salle.



La lettre du Président de la République aux Français

Chères Françaises, chers Français, mes chers compatriotes,

Dans une période d'interrogations et d'incertitudes comme celle que nous traversons, nous devons nous rappeler qui nous sommes. La France n'est pas un pays comme les autres. Le sens des injustices y est plus vif qu'ailleurs. L'exigence d'équité et de solidarité y est plus forte.

Chez nous, ceux qui travaillent financent les pensions des retraités. Chez nous, un grand nombre de citoyens paie un impôt sur le revenu, parfois lourd, qui réduit les inégalités. Chez nous, l'éducation, la santé, la sécurité, la justice sont accessibles à tous indépendamment de la situation et de la fortune. Les aïeux de la vie, comme le chômage, peuvent être surmontés, grâce à l'effort partagé par tous. C'est pourquoi la France est, de toutes les nations, une des plus fraternelles et des plus égalitaires.

Lire la suite



Il faut savoir que ce débat est tout de même très cadré puisqu'il faudra déclarer sa réunion locale sur le site <https://granddebat.fr/>, suivre le kit qui lui est proposé pour l'accompagner, respecter une charte, restituer les échanges... Chaque rencontre devra s'intégrer dans l'un des quatre thèmes choisis par le gouvernement : fiscalité et dépenses publiques ; transition écologique ; organisation de l'État et des services publics ; démocratie et citoyenneté. Si jamais vous éprouvez quelque difficulté par exemple pour trouver un lieu où l'organiser, vous pourrez contacter la Mission du grand débat national (<https://granddebat.fr/>). Il vous sera aussi possible de filmer cette réunion sur la chaîne Youtube en inscrivant le #GrandDebat dans la description de la vidéo.

Une plateforme pour tous

Pour retrouver les débats qui ont lieu à côté de chez vous, il est possible de se connecter sur <https://granddebat.fr/events>. Là, en promenant votre souris

sur un planisphère, vous pourrez vérifier si une rencontre est organisée sur votre territoire. Vous pourrez aussi chercher l'information sur une liste, ce qui est parfois plus facile en cas de mauvaise connexion. Il vous sera aussi possible de connaître toutes les semaines les débats organisés en vous connectant sur notre site: www.francaisletranger.fr. Chacun.e peut aussi déposer une contribution écrite sur le site, à la condition qu'elle rentre dans l'une des quatre catégories choisies. Si l'on en croit le site, « toutes les contributions seront remontrées pour permettre une analyse approfondie à la fois quantitative et qualitative et ainsi nourrir une restitution placée sous le contrôle et la responsabilité de garants. Elles permettront de forger un nouveau pacte économique, social et environnemental et de structurer l'action du Gouvernement et du Parlement dans les prochains mois. »

Vous aussi, vous avez jusqu'au 15 mars pour contribuer, à votre façon, à ce débat, où que vous vous trouviez dans le monde. ♦

L'appel aux Français d'Égypte

Le *Journal des Français de l'étranger* était présent lors de la visite officielle du président de la République en Égypte du 27 au 29 janvier dernier. Un déplacement qui a permis au chef de l'Etat de faire le point sur les relations bilatérales entre les deux pays, d'évoquer la lutte antiterroriste et les crises dans la région, et de rencontrer la communauté française présente dans le pays. L'occasion de rappeler l'importance de cette présence française au pays des pharaons, mais également de faire le point sur l'actualité hexagonale en encourageant nos ressortissants à participer au grand débat national.

« Je compte sur vous ! » Au deuxième jour de sa visite, depuis le Caire, le président français Emmanuel Macron a exhorté les Français de l'étranger à participer au grand débat né de la « crise des gilets jaunes », en y apportant leurs regards « différents ». S'adressant à plusieurs centaines de Français rassemblés à l'ambassade de France, le chef de l'Etat a affirmé avoir « quelques idées » pour résoudre la crise qui a vu des manifestants descendre dans les rues depuis plusieurs semaines pour contester la politique sociale et fiscale du gouvernement, ajoutant que

cette période de remise en question pouvait aussi représenter une « formidable opportunité » pour réinventer le modèle français et européen, précisant toutefois vouloir forger ces idées « à l'échange ». « Et donc, de là où vous êtes, je compte sur vous pour (...) participer activement, comme tous les Français et les Françaises vivant à l'étranger, à ce grand débat », a-t-il ajouté. Dès demain (mardi 29/01, Ndlr), est organisé ici au Caire un de ces grands débats, allez-y activement, fortement, en apportant ce qui est votre regard (...), vous qui voyez le monde différemment et regardez la France depuis ici », a-t-il

poursuivi. « Délibérer pendant plusieurs mois n'a pas de précédent en France », a-t-il tenu à rappeler en la circonstance. Après un dîner avec son homologue égyptien Abdel Fattah al-Sissi et des responsables économiques, Emmanuel Macron a clos sa visite de trois jours le mardi 29 janvier en rencontrant les autorités coptes (chrétiennes) et musulmanes et en déjeunant avec des représentants de la société civile. Quelque 6000 Français sont enregistrés comme résidents en Égypte, essentiellement dans la ville du Caire. Plus de la moitié d'entre eux sont des binationaux. ♦



1 Le Président à la tribune, dans son allocution aux Français de l'étranger. 2 L'arrivée d'Emmanuel Macron au Caire, aux côtés de son homologue égyptien, Abdel Fattah al-Sissi. 3 Amélia Lakrafi, députée de la 10^e circonscription des Français établis hors de France (avec notre magazine en main) aux côtés de Beatrice Peyrelongue, Française résidente en Égypte. 4 La visite présidentielle a aussi permis la signature d'accords de partenariats, paraphés ici par Rémy Rioux (en bas à gauche), DG de l'Agence française de développement (AFD). 5 Regine Prato, élue de l'Assemblée des Français de l'étranger (AFE) et Hassan Behnam, DG de la Chambre de commerce française en Égypte (CCI-FE). 6 Le mardi 29 janvier, le lycée français du Caire accueillait des participants au grand débat en présence de la députée Amélia Lakrafi. De nombreux sujets ont été abordés, avec quelques tensions et beaucoup de passion...



Le Canada reste une terre d'accueil

Bonne nouvelle pour les candidats toujours nombreux à l'expatriation en Amérique du Nord : le Canada prévoit d'accueillir près d'un million d'immigrants pour les trois prochaines années. Rappelons que chaque année près de 30 000 Français en moyenne en font leur terre d'élection. Une politique migratoire qui répond au manque de main-d'œuvre du pays dans de nombreux secteurs, mais qui perpétue aussi une longue tradition de *melting-pot* culturel comme le soulignait récemment le ministre de l'Immigration des Réfugiés et de la Citoyenneté, M. Ahmed Hussen, lui-même d'origine somalienne : *« C'est grâce aux nouveaux arrivants que nous avons accueillis au cours de notre histoire que le Canada est devenu le pays fort et dynamique que nous aimons tous aujourd'hui »*, ajoutant toutefois que *« [notre] succès futur dépend de la nécessité de continuer à nous assurer qu'ils sont bien accueillis et bien intégrés »*. Pour favoriser l'intégration de ces nouveaux arrivants, l'IRCC – le bureau de l'immigration canadienne – s'est engagé à verser 5,6 millions de dollars. Si des postes sont toujours à pourvoir dans des secteurs « traditionnels » comme l'enseignement ou l'hôtellerie-restauration, l'État fédéral reste sélectif dans son choix des candidats et les profils très qualifiés (programmeur dans le secteur du jeu vidéo, directeur artistique, ingénieurs ou consultants spécialistes des nouvelles technologies...) – autrement dit des travailleurs susceptibles, grâce à leur formation et leurs compétences, d'avoir une « incidence positive » sur l'économie du pays – sont particulièrement recherchés.



Brexit : le portail qui répond à vos questions

Ce site récemment mis en place par le ministère de l'Économie, des Finances, de l'Action et des Comptes publics permet d'apporter des explications en lien avec les grandes questions que chacun peut se poser sur les conséquences pratiques du Brexit – droits sociaux, santé, travail, justice, etc. Il s'articule autour de quatre axes : «Le Brexit, c'est quoi?», «La préparation au Brexit»; «Si vous êtes un particulier»; «Si vous êtes une entreprise». Les réponses apportées sont en relation avec deux scénarios possibles : avec la ratification avant le 30 mars 2019 par les parlements britannique et européen d'un accord de retrait (ce qui permettra une période de transition pour ajuster les problèmes administratifs et autres), ou sans ratification au 30 mars 2019 d'un accord de retrait, ce qui signifierait la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne à cette date, sans période de transition. Dans la même démarche d'information, on peut saluer l'initiative de la CCI Paris-Ile-de-France qui a organisé fin janvier une journée d'accueil sur ce thème avec des experts de la Chambre, des Douanes et de la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, du travail et de l'emploi (Direccte).

• Pour en savoir plus : www.economie.gouv.fr/brexit

Un nouveau service Pôle emploi pour favoriser la mobilité internationale

Pôle Emploi a mis au point une collection particulière, « Demain je pars travailler », qui regroupe onze ateliers digitaux permettant de préparer un projet professionnel à l'étranger. Les candidats au départ peuvent ainsi bénéficier de conseils pratiques pour rédiger leur CV et lettres de motivation adaptés au marché du pays, mais aussi d'informations sur le marché du travail et les formalités administratives à suivre, ou



encore pour s'entraîner aux méthodes de recrutements pratiquées... Ces ateliers existent pour l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suisse, le Portugal, le Canada et Hong Kong.



International SOS protège vos collaborateurs dans le monde entier grâce à des solutions personnalisées de **gestion des risques santé et sécurité, des programmes de bien-être au travail** dans le but d'accompagner votre croissance et optimiser votre productivité.



PROTÉGER VOS COLLABORATEURS À L'INTERNATIONAL EST NOTRE PRIORITÉ



ÉVÈNEMENT

Les Occitans s'exportent bien

Créé en 2006 par Emmanuelle Darras, Racines Sud est le réseau des expatriés d'Occitanie. Un maillage solidaire présent sur les cinq continents, qui facilite l'intégration dans un nouveau pays d'accueil et qui prodigue conseils et accompagnement des entreprises régionales souhaitant s'implanter sur de nouveaux marchés. Chaque année, des événements sont organisés aux quatre coins du monde (Londres, Casablanca, New York, Shanghai, Dubaï...) pour fédérer et animer ce réseau unique qui, fin décembre, présentait son palmarès du 10^e Grand prix de l'Expatriation. Sept lauréats ont été distingués parmi les mille adhérents de Racines Sud. Le *Journal des Français à l'étranger* y était.



▲ Les lauréats et leurs parrains réunis pour la photo de famille occitane !



1



2



3



4



5



6

1 CATÉGORIE JEUNE EXPATRIÉ : Soraya El Massy, en poste chez Sopexa à Dubaï, ici représentée par sa mère (parrain : Pierre Deniset, PDG de Kaliop).
2 CATÉGORIE ENTREPRENEUR : Jérôme Ferrer, restaurateur à Montréal, propriétaire du restaurant Europea, représenté par Jean-Louis Scherrer et Elisabeth Crès, de l'école Vatel (parrain : Jean-Pierre Pont, directeur de la rédaction du Journal des Français à l'étranger). **3 CATÉGORIE SCIENTIFIQUE** : Jérémy Bouyer, en poste au Cirad à Vienne (parrain : Gilbert Ganivenq, président de Racines Sud). **4 CATÉGORIE COUP DE CŒUR** : Sophie Peresson, en poste à la Deutsche Bank à New York, représentée par Alexandra Connac (parrain : Isabelle Savary Crystal Finance) **5 CATÉGORIE AMBASSADEUR** : Robert Verdier Traffail Japan Group à Tokyo, représenté par son parrain Christophe Carniel PDG de Vogo Sport. **6 MENTIONS SPÉCIALES DU JURY** : Alexandra Connac Corphand à New York (parrain : Perla Danan, présidente Radio Aviva) et Marie-Hélène Dabat, en poste au Cirad à Bruxelles (parrain : Vincent Fabre-Rousseau, directeur régional du Cirad).



Avec les CCI Françaises à l'International,
accédez à une communauté d'affaires
de plus de **35.000 membres**
présente dans **90 pays**

www.ccifrance-international.org



#CCIFI
@cci_fr_inter

Les entreprises qui réussissent à l'international !

RENDEZ-VOUS

Un salon sur mesure pour les futurs expatriés

Vous avez un projet de départ à l'étranger déjà bien avancé ? Ou tout simplement l'idée vous trotte dans la tête depuis quelque temps ? Rendez-vous le 3 avril à la Cité universitaire de Paris (14^e arrondissement) pour la dixième édition du salon « S'expatrier, mode d'emploi ».



En accès libre et gratuit, ce rendez-vous unique en France est le seul salon qui réunit les acteurs spécialistes de l'expatriation et de la mobilité internationale. Il est ouvert à tous: étudiants, particuliers et entrepreneurs qui ont le projet de s'installer à l'étranger. Comment valoriser ses compétences et ses diplômes? Faire en sorte que sa couverture santé ne s'arrête pas à la frontière? Scolariser ses enfants? Déclarer ses revenus ou encore éviter de changer sans s'en apercevoir de régime matrimonial? Vous pourrez vous renseigner en direct sur toutes les démarches à réaliser avant de partir. De nombreux organismes seront présents pour vous répondre, comme la CFE (Caisse des Français de l'étranger), l'Assurance-retraite, le Cleiss (Centre des liaisons européennes et internationales de Sécurité sociale), la Direction des résidents à l'étranger et des services généraux, Malakoff Médéric Humanis (n° 1

en assurance collective prévoyance et santé), les Notaires de France, Pôle emploi et le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères pour qui il s'agit d'*« inciter vraiment les gens à se poser les bonnes questions sur leur projet. En fonction des réponses, on les oriente vers les organismes compétents, avec un vrai rôle de portail. »* Mondialisation oblige, les entreprises sont aujourd'hui souvent conduites à exercer directement ou indirectement une partie de leur activité en dehors du territoire. De plus en plus de personnes sont donc tentées par une expérience à l'étranger, d'autant que les soins de santé, la maternité ou la préparation de sa retraite peuvent désormais, grâce à la technologie, se vivre aussi sereinement que possible, même à 6 000 km de son pays. Le Quai d'Orsay met tout de même en garde les futurs expats sur les spécificités des législations locales: *« Beaucoup n'ont pas conscience que les règles sont différentes. Il arrive que des ressortissants français se fassent arrêter à l'étranger. »* Erasmus+ sera également présent au salon. Le célèbre programme d'échange permet aux étudiants d'effectuer une partie de leurs études dans un autre établissement européen, de trois mois minimum à un an maximum. Celui-ci garantit la reconnaissance du di-

plôme européen pour les licences, masters et doctorats.

Une seule appellation, plusieurs statuts

Certains sont détachés par leur entreprise en France et séjournent dans un pays étranger pour une durée déterminée, avant de rentrer en France ou de partir dans un nouveau pays. Les autres sont expatriés. Parmi ces derniers, ils sont de plus en plus nombreux à travailler sous contrat local. Ils s'installent parfois pour une longue durée dans ce pays de résidence. À la direction des Finances publiques, on les renseigne sur la fiscalité. *« Parfois, explique-t-on, les considérations liées à la fiscalité peuvent remettre en cause un projet d'expatriation. Certains réalisent par exemple en venant au salon que les revenus locatifs de biens immobiliers en France sont aussi impossibles quand on vit à l'étranger. »*

Les profils des candidats au départ sont variés, avec une forte proportion de jeunes, de plus en plus nombreux à souhaiter partir, avec deux motivations principales: poursuite des études ou première expérience professionnelle. La réussite d'une expatriation est essentiellement liée à la qualité de sa préparation. D'où l'importance de ce salon, au cours duquel les candidats au départ peuvent se renseigner sur toutes les démarches à réaliser avant de partir (impôts, retraite, démarches juridiques, protection sociale, emploi, etc.). Et il n'y a pas que les jeunes! Ces derniers années de nombreux retraités se sont installés au Portugal, en Espagne, au Maroc ou en Thaïlande pour gagner en pouvoir d'achat. En plus des stands des partenaires, où les visiteurs pourront être reçus individuellement afin d'aborder leur cas personnel, cette journée sera rythmée par treize conférences thématiques (Préparer sa retraite à l'étranger, y rechercher un emploi, la check-list de l'expatriation, s'expatrier en famille ou encore partir en PVT). Des témoignages d'expatriés permettront d'avoir une vision complète et pour préparer au mieux son départ. Entrepreneurs, salariés, conjoints, demandeurs d'emploi, étudiants, retraités... Ils étaient plus de 2 200 l'an dernier à pousser les portes du salon « S'expatrier, mode d'emploi ». Pourquoi pas vous? ♦

UNE RÈGLE D'OR : LA RÉUSSITE D'UNE EXPATRIATION EST ESSENTIELLEMENT LIÉE À LA QUALITÉ DE SA PRÉPARATION.

LE CANADA TOUJOURS PLÉBISCITÉ

La destination continue de faire des émules. Il faut dire que le pays à la feuille d'érable a une politique d'immigration très favorable, à condition de bien préparer son départ. Le Canada sera à nouveau en avril l'invité d'honneur du salon « S'expatrier, mode d'emploi ». Voilà un pays qui sait recevoir ! En trois ans, le Canada s'apprête à accueillir trois millions d'immigrants. Mais ne nous y trompons pas : cette politique migratoire vient pallier le vieillissement de la population canadienne ainsi que le manque de main d'œuvre du pays. Pour Ahmed Hussen, ministre canadien de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, lui-même né en Somalie, *« c'est grâce aux nouveaux arrivants que nous avons accueillis au cours de notre histoire que le Canada est devenu le pays fort et dynamique que nous aimons tous aujourd'hui, à condition qu'ils soient bien accueillis et bien intégrés »*. De nombreux secteurs cherchent à recruter à l'étranger les talents qu'ils ne trouvent pas sur place : enseignement, hôtellerie-restauration ou administration. Mais l'État fédéral n'en est pas moins extrêmement sélectif dans son choix des candidats. On recherche donc essentiellement des profils très qualifiés (programmeur dans les jeux vidéo, directeur artistique, ingénieurs ou consultants spécialistes des nouvelles technologies), autrement dit des travailleurs susceptibles, grâce à leur formation et leurs compétences, d'avoir une *« incidence positive »* sur l'économie du pays. Chaque année, près de 30 000 Français s'expatrient au Canada.

LES EXPATRIÉS : QUI SONT-ILS ? OÙ SONT-ILS ?

Avec 50,1% de femmes, la population française établie à l'étranger est légèrement moins féminisée que la population française métropolitaine qui compte 51,5% de femmes. La structure par âge est stable par rapport à l'année précédente. 34% des inscrits ont moins de 25 ans quand 51% ont entre 25 et 60 ans et 15% plus de 60 ans. Enfin, plus de 74% des Français inscrits sur les registres ont plus de 18 ans (et 15% plus de 60 ans). Parmi les pays cités par les jeunes qui envisagent de s'expatrier, sans surprise, le Canada arrive en tête (37%) devant les États-Unis (32%) et le Royaume-Uni (26%). Suivent la Suisse, le Royaume-Uni (même si le Brexit pourrait rebattre les cartes), la Belgique et l'Allemagne. En outre, on retrouve dans la liste des 13 pays comptant plus de 30 000 inscrits tous les grands voisins de la France, les pays aux forts liens historiques et culturels (Maroc, Algérie, Israël et Canada) et les deux premières économies du monde (Chine et États-Unis).

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Jamais seul avec la Fiafe !

Tout un symbole. Présente dans ses valeurs comme au centre de son acronyme, c'est la notion d'accueil qui prévaut au sein de la Fédération internationale des accueils français et francophones d'expatriés (Fiafe), un réseau associatif qui existe depuis trente-quatre ans. Vous partez bientôt ? Un Accueil Fiafe vous attend peut-être au cœur de votre nouvelle destination...



Partage de la galette des rois au sein des Accueils de Nimègue et La Haye (Pays-Bas), Grand-Bassam (Côte d'Ivoire), Dar Es Salaam (Tanzanie), Lausanne, Jakarta, Moscou, Singapour... Réunion du Club des entrepreneurs de l'Accueil de Hong Kong... Accueils de nouveaux arrivants à Reykjavik en Islande ou à Lagos au Nigeria... À l'image de cette liste évidemment non exhaustive des événements organisés en janvier 2019, il se passe toujours quelque chose dans les représentations de la Fédération internationale des accueils français et francophones d'expatriés. Le cadre ? Des rencontres entre Francophones expatriés dans les 150 associations (que l'on nomme donc ici des « Accueils ») présentes dans 90 pays du monde et attachées au respect de la charte de la Fiafe, à savoir une démarche apolitique, non confessionnelle et toujours gérée par des bénévoles. L'objectif ? Entretenir

un réseau social et amical constitué aujourd'hui de 10 000 bénévoles et 100 000 adhérents dans le monde, accéder à des échanges culturels, mais aussi tisser des liens avec les communautés locales afin de ne pas s'enfermer dans une bulle culturelle ou linguistique.

Des sources d'information précieuses

La force du réseau repose également sur le partage d'expériences entre les membres, en matière de vie quotidienne comme sur le plan professionnel. Bon nombre d'adhérents ont d'ailleurs pu trouver un emploi de cette façon, avant de devenir des conseillers avisés à leur tour ! Mais la Fiafe c'est aussi un site Internet qui permet d'accéder aux informations relatives à la vie et l'organisation de la Fédération, ses statuts, son actualité, la carte des Accueils dans le monde et de nombreux renseignements

▲ Le conseil d'administration de la Fiafe au grand complet, ici en novembre 2018, avec la présidente Corinne Levet assise au premier rang. Il est composé d'une équipe de six bénévoles basée à Paris, et de 15 Accueils élus pour trois ans.

pratiques, y compris en ce qui concerne la question parfois sensible du retour. Reste néanmoins un possible écueil, s'il n'existe pas encore d'Accueil dans votre nouvelle destination... Aucun souci, la Fiafe vous aide à en créer un. Et si vous êtes déjà membre d'une association dont le fonctionnement est semblable à celui d'un Accueil, vous pouvez également rejoindre la Fiafe pour bénéficier de l'impact de ce réseau. De fait, la conclusion s'impose, il serait dommage de rester seul quand on peut être bien accompagné... ♦

• Plus de renseignements : www.fiafe.org

CORINNE LEVET

«Profiter de l'expérience de ceux qui sont arrivés avant nous»

Entretien avec la dynamique présidente de la Fédération internationale des accueils français et francophones d'expatriés.

Selon vous, la volonté de se rapprocher et d'échanger avec ses compatriotes lorsqu'on s'installe à l'étranger est-elle une démarche qui se développe ou est-elle au contraire plutôt en berne?

Comme nous voyons le nombre de nos Accueils et celui de leurs adhérents augmenter, je pense que c'est une démarche toujours d'actualité ! Les expatriés ont envie de découvrir le pays où ils s'installent et de s'y adapter le plus rapidement possible. S'appuyer sur un réseau francophone est l'un des meilleurs moyens d'y parvenir. Cela permet de profiter de la familiarité rassurante de notre langue, et de l'expérience de ceux qui sont arrivés avant nous. Parmi les très nombreuses activités proposées (en français) par les Accueils de la Fiafe, les visites culturelles et les conférences sont partout les plus prisées.

Les sollicitations d'adhésion à la Fiafe sont-elles toujours le fait d'individus ou d'associations?

Notre réseau se développe depuis trente-cinq ans. Certaines associations existantes décident de rejoindre la Fiafe afin de bénéficier de la force de notre réseau ; récemment Bombay Accueil, Koweït Accueil & Hambourg Accueil. Quand des personnes ont connu un ou plusieurs de nos Accueils à l'étranger et arrivent dans une ville où il n'y en a pas encore, ils s'en désolent, nous contactent, et nous les accompagnons alors dans la création d'un nouvel Accueil; Toronto Accueil et Reykjavik Accueil, pour citer les derniers en date !

Arrive-t-il que des entreprises vous contactent pour faciliter l'installation de salariés détachés par exemple?

Notre Accueil d'Adelaïde a été créé en 2016 par une ancienne bénévole de celui de Sydney, à la suite de contacts avec le gouvernement d'Australie méridionale qui attendait des familles françaises et souhaitait les accueillir au mieux. C'est la seule fois où nous avons eu une telle demande, et là encore le succès de cette réalisation repose sur la volonté et le travail des bénévoles qui ont porté ce projet.

Y a-t-il des régions du monde où les démarches pour implanter des Accueils sont plus nombreuses?

Bien sûr, la situation diffère selon les zones géographiques, et les démarches sont propres à chaque pays. À ce jour, nous avons pu accompagner toutes les

créations d'Accueils qui nous ont été demandées, dans des délais très raisonnables et avec le soutien précieux des ambassades et des consulats.

Les situations sécuritaires influent-elles en ce sens?

Au vu du grand nombre de nos Accueils, il y en a certains qui continuent à fonctionner dans des contextes difficiles, et je rends d'ailleurs hommage aux équipes courageuses qui les animent !

Comment la Fiafe se positionne-t-elle par rapport à d'autres réseaux d'accueil des Français expatriés, comme l'Union des Français de l'étranger (UFE) par exemple?

Nous partageons avec l'UFE et Français du Monde la même envie d'accompagner nos compatriotes dans leur expatriation, et c'est une chance pour eux d'avoir autant de choix ! Nos réseaux sont, pour les Français de l'étranger, des ressources et des richesses qui s'ajoutent. La Fiafe est le réseau qui a accompagné mon expatriation, et c'est avec beaucoup de fierté que je représente aujourd'hui ses 10 000 bénévoles dont j'admire tous les jours l'engagement et l'enthousiasme!

Le journal DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

magazine • newsletter 7/7 • réseaux sociaux • emarketing

Leader sur l'information pour la mobilité internationale des Français : actualités et services

Abonnez-vous à notre newsletter gratuite : en cadeau, recevez un numéro gratuit du Journal des Français à l'étranger



FRANÇAIS À L'ÉTRANGER .FR



ÉDUCATION

La Mission laïque française, au service de l'enseignement français depuis plus de 115 ans

Directeur général de la Mission laïque, Jean-Christophe Deberre, fait le point sur ce réseau de 109 établissements d'enseignement français à l'étranger scolarisant plus de 60 000 élèves dans 38 pays.

Pensez-vous possible aujourd'hui la diffusion de l'enseignement français à travers le monde ?

Nous savons que les contraintes de l'Etat sont importantes : de moins en moins de personnels peuvent ou souhaitent être détachés, les coûts de ces détachements sont d'ailleurs élevés ! Il nous semble qu'il est désormais nécessaire de former des enseignants dans les pays mêmes. Le corps professoral à l'étranger sera sans doute composé à l'avenir de jeunes Français en mobilité pour quelques années, de personnels recrutés sur place, des personnes qui se reconvertissent, des personnels nationaux... S'il est nécessaire de garder les compétences des détachés, il faut bien comprendre que le savoir-faire français se développera avec les locaux. Car certaines destinations ont beaucoup de mal à recruter, en particulier dans les pays du Golfe, pourtant demandeurs.

Comment le système d'enseignement français pourra-t-il se développer dans les années à venir à l'international ?

Dans le contexte général, il est possible qu'on ne connaisse pas les mêmes taux d'expansion rapides de la demande que dans le passé récent car nous avons de la concurrence ! Il arrive aussi que nos compatriotes souhaitent scolariser leurs enfants dans les écoles du pays où ils vivent, considérant que c'est même une chance (comme aux Etats-Unis), il faut donc envisager l'enseignement du français comme un complément pour que ces enfants conservent le lien avec la France. Il faut aussi trouver des solutions moins chères car dans certaines parties du monde les enfants ne sont pas scolarisés dans des écoles françaises car elles sont trop onéreuses ; nous devons leur proposer des solutions plus abordables, novatrices.



▲ Jean-Christophe Deberre.

Quelles sont les pistes de travail que la Mission laïque envisage pour répondre aux demandes des familles françaises à l'étranger ?

Nos objectifs sont de développer la langue et la culture française au travers de l'éducation. Les établissements dans lesquels nous dispensons nos cours ne sont qu'un des moyens utilisés pour répondre à cet objectif. Nous réfléchissons à davantage de coopération, notamment avec des écoles nationales. Nous pensons qu'il faut une réelle diversité de l'offre. Par exemple, au Maroc, où s'exprime une forte demande, nous avons ouvert des écoles françaises dans le sud du pays. Mais ça n'est pas suffisant. Il y a une vraie

attente dans certaines régions dont les besoins ne sont pas satisfaits. Nous avons donc réfléchi, dans un esprit de coopération avec l'Université internationale de Rabat, à la création de lycées sur programme national et en région qui soient à des coûts plus abordables. Ainsi, ces établissements fonctionneront avec des programmes marocains, auront des filières internationales avec trois langues en apprentissage, et des contenus hybrides qui prendront aux deux systèmes d'éducation en place... Ils doivent voir le jour dès 2020. Ces opérations permettent d'ailleurs à l'enseignement français de venir renforcer un système éducatif national qui souhaite être plus performant. ♦



CRYSTAL MOBILITY

Assurances santé et prévoyance internationales

Clientèle expatriée

www.crystal-mobility.com



Contactez-nous directement au :



+33 1 42 56 16 41

relation@crystal-mobility.com

PROTECTION SOCIALE

La Caisse des Français de l'Étranger : incontournable !

Partir à l'étranger, cela ne s'improvise pas. Que l'on soit jeune ou retraité, salarié, indépendant, étudiant ou sans activité, seul ou en famille, la vie à l'étranger nécessite de garantir sa protection sociale. Il existe une caisse de Sécurité sociale spécifiquement dédiée aux besoins des Français expatriés : la Caisse des Français de l'étranger (CFE).



© Billion Photos

Les Français ont la chance d'avoir un excellent système de protection sociale. Seulement, quand ils choisissent de partir s'installer à l'étranger, ils perdent tout ou partie de ces bénéfices. Il leur faut donc s'organiser et tout planifier pour continuer à disposer d'une couverture santé, retraite...

La CFE est au service des expatriés depuis 40 ans: c'est d'ailleurs sa vocation exclusive ! Son objectif est d'offrir à ces Français la même protection sociale qu'en

France. En 2017, elle protégeait plus de 200 000 personnes dans le monde entier. Aujourd'hui, la CFE a développé une gamme de produit pour la couverture santé des expatriés, et aussi de nombreux conseils via son nouveau site internet (www.cfe.fr) : les spécificités médicales de tous les pays du monde (les vaccinations obligatoires, les pathologies sur le territoire, les contacts d'urgence, les coordonnées de médecins...), des guides d'information pour les salariés et les

entreprises, des conseils santé... Placée sous tutelle des ministères en charge de la Sécurité sociale et du Budget, la CFE est un organisme de Sécurité sociale de droit privé chargé d'une mission de service public. Cette Caisse assure la continuité des droits avec le système français de Sécurité sociale. À leur retour en France, la CFE assure la couverture santé de ses adhérents, le temps de leur réintégration dans le système français, pour ceux qui ne le réintègrent pas immédiatement.



© Billion Photos

CONNAÎTRE VOS CONDITIONS D'ADHÉSION

- **Pour l'assurance maladie-maternité/accidents du travail et maladies professionnelles**
 - Être français et résider à l'étranger.
 - Être ressortissant d'un pays appartenant à l'Espace Économique Européen (EEE) ou la Suisse et être expatrié en dehors de ces pays.
 - Les autres étrangers, hors de leur propre pays et salariés d'une entreprise mandataire ayant affilié son personnel à la CFE (expatriés en dehors de leur pays d'origine).
 - Pour bénéficier de l'assurance accidents du travail-maladies professionnelles il faut exercer une activité salariée à l'étranger.

- **Pour l'assurance vieillesse**
 - Pas de condition de nationalité.
 - Avoir relevé d'un régime français d'assurance maladie obligatoire pendant au moins 5 ans, à quelque titre que ce soit, cette durée pouvant être discontinuée.
 - Ou avoir cotisé 6 mois à l'assurance vieillesse obligatoire avant le départ de France
 - Ou être chargé de famille.
 - Exercer une activité salariée à l'étranger.

MondExpatSanté **L'assurance de base**

Que ce soit pour conserver une assurance santé, retraite ou risques professionnels à l'étranger, c'est possible grâce à la CFE. Cette dernière assure les expatriés sans questionnaire de santé, quel que soit leur âge, leur statut ou leur pays de résidence. Elle protège ses adhérents pendant leur expatriation, partout dans le monde, y compris en France. C'est l'unique acteur sur le marché de l'assurance qui permette de travailler à l'étranger tout en continuant à cotiser pour sa retraite en France. Il existe plusieurs assurances, chacune correspondant aux besoins spécifiques des expatriés. À partir de 71 €/mois, MondExpatSanté couvre tous les frais de santé des expatriés de plus de 30 ans qui vivent et travaillent à l'étranger et de leurs ayants droit partout dans le monde, y compris en France. Cette offre a été conçue pour ceux qui souhaitent s'expatrier ou qui le sont déjà et qui sont âgés de plus de 30 ans mais pas encore retraité. Où que l'on

se trouve, la couverture fonctionne. Si l'assuré se fait soigner en France, la CFE rembourse selon les mêmes principes que l'Assurance-maladie (www.ameli.fr) et permet le tiers payant dans les hôpitaux publics et privés. S'il se font soigner à l'étranger, la CFE rembourse les frais de santé et ceux des ayants droit sur la base des coûts constatés en France et des taux de prise en charge appliqués par l'Assurance-maladie. Comme en France, le taux de remboursement varie selon les soins pratiqués. Il est possible d'ajouter à cette offre un pack particulier à partir de 11 €/mois, qui propose des options indemnités journalières, invalidité, capital décès, en cas de congé maternité, arrêt de travail, incapacité ou décès. MondExpatSanté permet aussi de réintégrer immédiatement le régime de la Sécurité sociale lors d'un retour définitif en France sans délai de carence. Et en cas de retour non définitif de moins de six mois, la CFE couvre aussi les dépenses de santé réalisées en France. En outre, avec son budget d'action sanitaire et sociale, la CFE peut apporter à ses assurés un soutien financier en cas de besoin.



© wavebreakmedia

CONTINUER À COTISER À L'ASSURANCE RETRAITE

Pour ne pas perdre ses annuités à l'étranger, il est possible de continuer à cotiser au régime général comme si l'assuré était en France. Si l'on travaille à l'étranger sans cotiser aux régimes de retraite obligatoires français, il faut repousser son départ à la retraite pour obtenir une pension à taux plein. La CFE est le seul acteur sur le marché de l'assurance qui donne aux expatriés la possibilité de travailler à l'étranger sans impact négatif sur leur retraite. Grâce à cette assurance retraite, on cotise comme en France et les cotisations sont reversées à l'Assurance Retraite qui se charge de mettre à jour le compte individuel retraite de l'assuré. Cette offre est faite pour les salariés expatriés à l'étranger qui ne souhaitent perdre aucune annuité dans le calcul de leur pension de retraite ou encore les inactifs, chargés de famille et qui ont été affiliés à un régime obligatoire de Sécurité sociale français pendant au moins six mois avant leur expatriation et n'ont pas repris d'activité à l'étranger. Pour ce qui concerne la retraite complémentaire, la CFE propose le pack Expat CFE Humanis qui permet de cotiser à l'étranger dans les mêmes conditions qu'en France.

RetraitExpatSanté **Pour les seniors**

RetraitExpatSanté couvre tous les frais de santé des retraités expatriés. Les retraités d'un régime de Sécurité sociale français sont couverts ainsi que leurs ayants droit mineurs pour effectuer leurs soins en France par le régime obligatoire de base français. RetraitExpatSanté couvre donc uniquement les Français lorsqu'ils se font soigner à l'étranger. Les remboursements se basent sur les coûts de santé constatés en France et à des taux de prise en charge appliqués par l'Assurance maladie. Tout comme en France, le taux de remboursement varie selon les soins pratiqués. Les garanties proposées sont les mêmes que celles des autres offres.

JeunExpatSanté **Pour les moins de 30 ans**

Cette offre est faite pour les jeunes âgés de moins de 30 ans déjà expatriés ou qui souhaitent partir. Jusqu'à présent disponible à l'adhésion pour les personnes seules, les familles peuvent désormais bénéficier de cette offre au tarif avantageux. JeunExpatSanté prend en charge les frais liés aux consultations chez un médecin généraliste, les médicaments, les analyses, l'hospitalisation, la maternité, les soins dentaires, le transport d'urgence, les vaccins... Comme pour MondExpatSanté, les frais sont remboursés où que l'on se trouve dans le monde, y compris en France lors de séjours de moins de six mois. En option, il est aussi possible de cotiser au pack 3-en-1 qui s'adresse aux personnes exerçant une activité salariée à l'étranger. Cette garantie permet de percevoir des indemnités journalières en cas d'accident du travail ou de congé maternité.



© Evgeny Atamanenko

FrancExpatsanté Pour des soins prodigués en France

Cette couverture prend en charge tous les frais de santé des expatriés et de leurs ayants droit réalisés en France lors de courts ou longs séjours.

Si les expatriés ont déjà une couverture locale dans le pays où ils sont installés et s'ils reviennent régulièrement en France se faire soigner, par nécessité ou par choix, il existe une formule qui répond à leurs besoins. Avec l'assurance FrancExpatsanté, la CFE rembourse tous

les frais de santé engagés en France pour l'assuré ou ses ayants droit, selon les mêmes règles que celles de la Sécurité sociale. Et ce, qu'il s'agisse de frais liés à la maladie, la maternité ou l'hospitalisation. De plus, le tiers payant est possible auprès des établissements hospitaliers.

Ainsi, il est possible de programmer ses soins dans le cadre des projets de retour en France.

Enfin, la CFE permet la continuité de ses droits aussi en matière de retraite si l'on vit à l'étranger, qu'on y travaille ou pas. Ainsi, celles et ceux qui ont choisi de suivre leurs conjoints ne seront pas non plus pénalisés. La CFE a toujours des solutions pour toute la famille !

À QUELLE DATE POUVEZ-VOUS PRÉTENDRE AVOIR DROIT À VOS PRESTATIONS ?

• Pour l'assurance maladie-maternité :

Les droits sont ouverts à compter de la date d'effet de l'adhésion si la demande a été présentée dans les trois mois suivant la date d'expatriation. À défaut :

- carence de 3 mois de 30 à 45 ans,
- carence de 6 mois au-delà de 45 ans,
- pas de carence pour les moins de 30 ans.

• Pour l'assurance accidents du travail et maladies professionnelles : Droits ouverts à compter de la date d'effet de l'adhésion.

LES REMBOURSEMENTS PRÉVUS POUR MONDEXPATSANTÉ, JEUNEXPATSANTÉ ET RETRAITEXPATSANTÉ

Prenons l'exemple d'une consultation chez un médecin généraliste qui est prise en charge à hauteur de 17,50 €, chez un spécialiste à hauteur de 70% des coûts français, et les dépassements d'honoraires restent à la charge de l'assuré. La plupart des actes obligatoires lors d'une grossesse sont aussi pris en charge à 100% (sur la base de tarifs français), les frais d'optique à hauteur de 60% des tarifs conventionnés français...

UNE CAISSE TOUT NOUVELLEMENT RÉFORMÉE

Cette assurance volontaire a dû rendre son fonctionnement plus performant : afin d'améliorer la qualité des prestations envers ses adhérents, de les simplifier et de présenter une plus grande attractivité pour les personnes de moins de 45 ans, la réforme votée par le Parlement a permis de créer des tarifs en fonction de l'âge de l'assuré et non plus de son revenu. Huit tranches d'âge, autant de mesures qui permettront de répondre encore mieux aux besoins des Français à l'étranger.

REPORTAGE

Hôtellerie : pourquoi les écoles suisses font la course en tête

C'est bien l'art de la table à la française que l'Unesco a classé à son patrimoine culturel immatériel, mais pourtant c'est en Suisse, de l'autre côté du Léman, que se bousculent les étudiants étrangers. Les écoles d'hôtellerie ont changé. Elles forment désormais de futurs managers aux « soft skills », ces compétences douces, ce savoir-être qui feront toute la différence. Reportage au cœur de cette université d'études supérieures, l'Institut de hautes études de Glion.



Cet après-midi-là, la discussion s'anime autour de la disposition des verres sur la table du repas. Deux camps s'affrontent : les partisans d'« en biais » contre ceux d'« en ligne ». Chantal Wittmann tranche au bout d'un quart d'heure et force mesures : les trois verres seront installés... en biais en haut à droite de chaque assiette. L'Alsacienne sait de quoi elle parle. Elle est l'une des deux seules femmes au monde à avoir été couronnée en tant que meilleure ouvrière de France dans les arts de la table. Elle enseigne aujourd'hui à l'Institut de hautes études de Glion, sis sur la commune de Montreux, en Suisse. « Certes, on mange de plus en plus rapidement, vingt minutes par repas en moyenne, regrette-t-elle, mais il existe toujours le repas plaisir où l'on prend son temps, où l'on s'installe durant deux à trois heures à table. Dès lors, la mise en place, la symétrie ont leur importance. Il faut proposer une table accueillante qui invite à s'asseoir. »

Bien sûr, les élèves de Glion ne vont pas passer des mois à apprendre comment dresser une table, l'assiette à un centimètre du bord, mais ils toucheront au moins du doigt le sujet. « Ils vont passer dans tous les services, détaille Mme Wittmann, également directrice du restaurant gastronomique et d'application Le Bellevue (lire encadré ci-contre). C'est très important qu'ils aient de bonnes bases pour être de bons managers. Ça fait partie de leur culture : pour diriger les équipes il faut savoir de quoi on parle. Eux aussi joueront ponctuellement les clients en venant dîner pour vivre cette émotion. » Bienvenue dans l'univers feutré du luxe. Ici, des étudiants issus du monde entier vont bénéficier durant trois ans et demi d'un enseignement hors norme, dont deux stages de six mois. En dernière année, ils choisiront entre trois spécialités : management des marques de luxe, développement hôtelier ou finance et management événementiel international. Le master comprend deux semestres supplémentaires + un stage de six mois. « En France, les écoles hôtelières forment de très bons maîtres d'hôtel, cuisiniers ou pâtisseries, alors qu'en Suisse ce sont vraiment des écoles de management », explique Mme Wittmann. Des compétences étayées par ces fameux « soft skills », cette combinaison de compétences interpersonnelles, sociales, de communication et de traits de personnalité.

Professionnels prêts à l'emploi

La Suisse est réputée pour son chocolat et ses montres, mais aussi pour ses écoles hôtelières. Elles sont considérées comme les meilleures au monde et attirent toujours plus d'étudiants étrangers. L'Institut de hautes études de Glion joue aussi dans la cour des grands. Mais qu'on ne s'y trompe pas : les étudiants viennent ici se former avant tout au commerce et au management. Nous sommes bien dans une université supérieure et pas dans une école de cuisine ! Les diplômés de Glion se destinent à être directeurs de palace ou responsables financiers. Tous passeront entre les mains de Fabien Foare, originaire

de Grenoble, lui aussi meilleur ouvrier de France, à la fois chef et enseignant : « Le fait de les immerger pendant plusieurs mois dès le départ dans nos cinq restaurants permet de cibler chaque restauration en fonction du type de clientèle, quelle prestation on va fournir au client et quelle expérience il vient chercher. » Ici, tous les cours sont assurés en anglais. Côté pratique, le cursus académique de l'école s'inscrit dans le modèle « dual » suisse d'éducation, combinant vingt-quatre semaines de pratique en cuisine, service et accueil et plusieurs semestres en management hôtelier. Les cours s'étalent sur sept semestres dont deux en stage. Tous les programmes s'attachent



LE BELLEVUE : UN BALCON SUR LE LAC LÉMAN

Le restaurant gastronomique de l'Institut Glion n'a pas volé son nom. Depuis sa terrasse sur les hauteurs de Montreux, le regard embrasse un panorama à 180°, du lac au pied de l'école jusqu'aux dents du Midi, les premiers sommets des Alpes en fond d'écran. L'établissement n'a ouvert que 26 février 2018 et pourtant il a déjà décroché un 15/20 au guide Gault & Millau, du jamais vu ! Ici, la cuisine et l'esprit sont internationaux et chaleureux, sur fond d'atmosphère Belle Époque. Dominique Toulousy, l'ancien chef deux-étoiles des Jardins de l'Opéra à Toulouse et meilleur ouvrier de France, est au piano. Cumulant les distinctions, le Français, passionné par son métier et la transmission de savoir aux nouvelles générations, signe au Bellevue, avec les étudiants de Glion, une cuisine gastronomique, raffinée et moderne. Y sont proposées trois formules : Business lunch, menu Émotion (quatre plats) et menu Signature (six plats). Dans l'assiette, son expertise s'impose comme une évidence. Raviole de foie gras à la truffe noire ; noix de Saint-Jacques étuvée ou risotto de fregola sarda au jus de betterave ; pluma de porc ibérique laquée au poivre de cassis en passant par des topinambours vanillés et citron confit. L'investissement consenti pour faire du lieu ce qu'il est aujourd'hui a été conséquent : plusieurs millions d'euros. Le chantier a notamment permis de réaménager le site historique de l'ancien Grand hôtel Bellevue datant de la fin du XIX^e siècle. Le restaurant propose plusieurs espaces – lounge bar, cocktail – pour permettre aux élèves de mettre en pratique leurs savoir-faire. À travers cette enseigne, l'école veut montrer qu'elle ne se résume pas à un campus au décor enchanteur. Comme l'école hôtelière de Lausanne qui a réussi à faire de son restaurant une adresse prisée, Glion cherche à renforcer sa pédagogie des arts pratiques et à développer ici un concept à part : un restaurant d'application haut de gamme géré par les élèves. Le Bellevue vise maintenant une première étoile au guide Michelin en février prochain !



▲ Chantal Wittmann, directrice du restaurant Le Bellevue.



▲ Fabien Foare, meilleur ouvrier de France.

également à développer les aptitudes analytiques, à comprendre les théories de gestion contemporaines ainsi que leur application pratique.

Son objectif est clair : « *S'assurer que nos programmes soient à la pointe de l'industrie de luxe et de l'hospitality* », explique Georgette Davey, directrice générale de Glion Institute of Higher Education – après avoir notamment dirigé son campus londonien. Or, en la matière, les savoirs pratiques et l'excellence sont plus que jamais requis, pour disposer de professionnels parfaitement opérationnels dès la fin de leurs études, y compris dans des secteurs exigeants, dont le luxe qui emploie une grande partie des diplômés, qu'il s'agisse de la vente de détail en magasin, des boutiques hôtels, de l'industrie des croisières ou encore des banques.

Apprentissage hybride

« *Dans le domaine du luxe, le concept traditionnel qui consiste à simplement répondre aux attentes des clients ne suffit plus. Désormais, il faut pouvoir anticiper les désirs ou les besoins, et savoir personnaliser le service* », assure Mme Davey. Pour ce faire, empathie, capacité à la résolu-

tion de problèmes, innovation, créativité sont indispensables... Autrement dit, ces *soft skills* qui s'acquièrent tout au long de la scolarité, mais aussi et surtout lors des expériences pratiques. La spécialité dédiée au management des marques de luxe prévoit, elle, le développement d'un cas pratique, projet spécifique développé en partenariat avec une marque. Les étudiants reçoivent aussi une bonne dose de culture générale, comme avec

ICI, ON AFFICHE SANS COMPLEXE UN TAUX D'EMPLOYABILITÉ DE 100%, AVEC EN MOYENNE TROIS À QUATRE OFFRES D'EMPLOI PAR ÉTUDIANT À LA SORTIE...

Fabien Maine, vice-meilleur sommelier suisse 2018, 32 ans, né entre Lyon et Saint-Étienne : « *Nous leur apportons la connaissance du vin, des cépages; la Suisse en compte une grande diversité que nous voulons mettre en avant. Nous souhaitons aussi leur ouvrir l'esprit sur les vins du monde, les tendances actuelles, les vignerons, les grands noms.* »

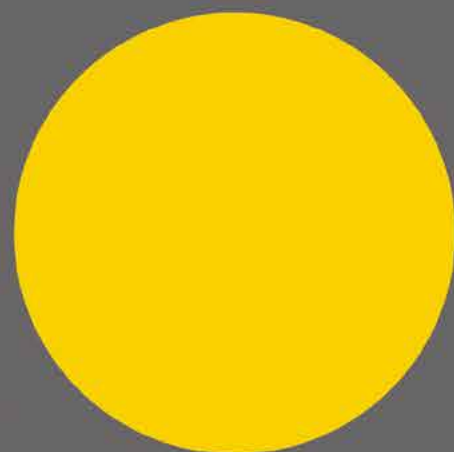
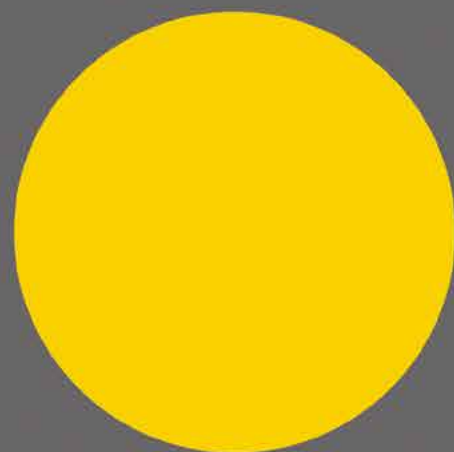
Aujourd'hui l'information est de plus en plus acquise en amont, avant d'être travaillée concrètement en cours, selon les principes du *blended learning* (apprentissage hybride, ndr) facilité par les nouvelles technologies. « *Par le passé, la répétition était la clé*, expose Mme Davey. *Avec cette génération Z, c'est le pourquoi qui est essentiel, la question du sens, c'est*

l'esprit de Glion. » Plus de 500 diplômés sortent chaque année de l'école. « *Ils viennent des quatre coins du monde et repartent aux quatre coins du monde*, détaille Benoît-Étienne Domenget, directeur général du groupe Sommet Education. *Notre réseau d'anciens maille le globe (14 000 associations dans 132 pays), du jeune diplômé au poste à responsabilité. L'internationalisation est présente à tous les niveaux, y compris dans l'équipe enseignante, les stages et les emplois qu'ils vont trouver par la suite.* »

Yoga contre le stress

L'Institut Glion revendique un héritage de soixante ans d'histoire et un réseau de 25 000 *alumni* (anciens élèves), incroyable vivier d'offres d'emploi. « *Le modèle suisse accorde une grande importance à l'équilibre entre la théorie et la pratique, assure M. Domenget. Dans nos établissements, une formation à un bachelier dure trois ans et demi, trois semestres sont dédiés à une expérience pratique. La Suisse a été pionnière dans la proposition de ce modèle, reconnu pour sa qualité.* » À Montreux, les élèves viennent donc aussi plancher sur leur développement personnel. « *Il y a des cours comme le théâtre, l'expression corporelle, la musique pour développer le sens de l'écoute, la prise de parole en public*, énumère Christophe Gulli, Bourguignon originaire du petit village de Toulon-sur-Arroux, et enseignant à Glion. *On leur apprend la présentation, la*

franceinfo
deux points
ouvrez l'info



franceinfo:
radio . web . tv canal 27

REPORTAGE

communication, comment gérer son stress. Ils ont aussi des cours de méditation et de yoga ou sur l'empathie. L'idée, c'est de prendre en confiance en soi.» Ici, l'étudiant doit aussi prendre du plaisir à se former, et plus tard à travailler. Benoît Carcenat, meilleur ouvrier de France 2015 et ancien sous-chef de cuisine de Benoît Violier à l'Hôtel de Ville de Crissier, ne dit pas autre chose, lui qui officie en tant que conseiller culinaire: «Même s'ils sont appelés à éplucher des carottes, il ne faut jamais perdre de vue la dimension managériale. Ils doivent apprendre à rationaliser le temps et l'espace. Quand ils géreront un établissement et plusieurs dizaines d'équipiers, ils devront savoir ce qu'il se passe dans les coulisses de leur hôtel ou restaurant.»

Service personnalisé

Ces jeunes filles (54%) et garçons (46%) ont entre 17 et 20 ans, et sont encore en plein développement éducatif. Ils viennent en majorité d'Europe (54%), d'Asie-Pacifique (32%), d'Afrique et du Moyen-Orient (6%) et des États-Unis (6%). Tous sont internes au moins la semaine. En plus de Montreux, l'école dispose d'un autre campus en Suisse, à Bulle, en plus de celui de Londres. Il accueille environ 1 500 étudiants à l'année (dont 300 en master). «Nous cherchons à personnaliser le service et non plus à appliquer des codes et des règles que nous souhaitons d'ailleurs casser pour mettre en avant tout le potentiel de chaque étudiant», conclut M. Gulli. Un autre point important mérite d'être souligné, l'école distribue, à discrétion, quelques bourses chaque année, mais surtout elle a noué avec la BNP Paribas un accord pour des prêts à 0,8% que l'étudiant ne commence à rembourser que deux ans après sa graduation ! Vous hésitez encore ? L'Institut Glion est accrédité par la New England Association of Schools and Colleges (NEASC) et est classé parmi les cinq meilleurs établissements d'enseignement supérieur au monde sur le critère de leur bonne réputation auprès des employeurs pour le management hôtelier (QS World University Rankings 2017). Ici, on affiche sans complexe un taux d'employabilité de 100%, avec en moyenne trois à quatre offres d'emploi par étudiant à la sortie... ♦

• Pour plus d'informations :
Véronique Martinet : directrice des admissions. Tél. : +33 (0)7 76 75 68 96.
veronique.martinet@sommet-educatif.com



▲ Valentin Trémaud.



▲ William Roux.

L'HÔTELLERIE MÈNE À TOUT...

La formation complète que reçoivent les étudiants de l'Institut de hautes études de Glion leur permet d'accéder à des compétences transférables dans de nombreux domaines, en particulier ceux de l'univers du luxe.

Valentin Trémaud est sorti diplômé de l'Institut Glion en 2013. Il est chargé aujourd'hui de recevoir la clientèle VIP de l'horloger Roger Dubuis (filiale du groupe de luxe Richemont depuis 2008) à Genève, ces riches clients d'Asie ou du Moyen-Orient à qui il propose des visites d'exception au cœur de la manufacture, au plus près des ouvriers. Le parcours donne à voir tous les postes : de la découpe de la platine à la métrologie en passant par le polissage. Créés en 1995, les modèles Roger Dubuis reçoivent seulement cinq ans plus tard le Poinçon de Genève, certification ultime garantissant la qualité des montres. La marque est alors la plus jeune à recevoir cette distinction. « Glion, c'est une école de la vie, témoigne Valentin, né à Sanary-sur-Mer, dans le Var, ce qu'on y apprend, c'est à quelle typologie de clients on aura affaire et la façon de s'adresser à une clientèle internationale du luxe qui n'a pas forcément votre manière de communiquer. Il y a une centaine de nationalités sur le campus, ça me donne une ouverture d'esprit essentielle aujourd'hui

dans mon travail. » Les fameuses montres sont fabriquées dans un luxueux bâtiment équipé des machines les plus perfectionnées : c'est là que les équipes travaillent à la conception des innovations techniques.

S'adapter à tous les scénarios

C'est sur le tarmac, au bord des pistes de l'aéroport de Genève-Cointrin, au pied des hangars de Tag Aviation, que l'on retrouve William Roux. Le jeune Français né en Picardie est lui sorti diplômé de Glion en 2010. Il a d'abord travaillé à La Réserve, le célèbre 5-étoiles de Genève avant de développer une chaîne de restauration rapide puis de rejoindre le secteur de l'aérien. Tag Aviation, géant lémanique des jets d'affaires, a fêté en 2016 ses cinquante ans. La société opère une cinquantaine d'appareils en Europe et autant en Asie. À Genève, elle emploie 436 salariés, c'est plus que l'aéroport lui-même ! William Roux est responsable du suivi du portefeuille clients. Il est chargé à ce titre de la gestion des avions pour leurs riches propriétaires et de défendre leurs intérêts. William Roux explique qu'il a appris à Glion « l'adaptation à n'importe quel scénario, à différentes ambiances et cultures, à un nouveau milieu qu'on ne connaît pas. On va vers les autres. Les cours nous servent dans la vie en général, comme à gérer le stress en management. »



LE GRAND DOSSIER

La Roumanie, pays de tous les possibles

Depuis le 1^{er} janvier dernier et jusqu'à fin juin 2019, la Roumanie assure la présidence du Conseil de l'Union européenne, l'une des trois grandes institutions de l'UE avec le Parlement et la Commission européenne. L'occasion de découvrir à travers ce dossier un pays qui, loin des clichés trop souvent éculés, offre de réelles opportunités en termes de qualité de vie comme sur le plan économique. Bon nombre de Français ne s'y sont pas trompés.

DOSSIER ROUMANIE

Comme en témoigne la Saison culturelle France-Roumanie lancée depuis le 27 novembre dernier (*lire p. 30*), la Roumanie entretient un lien particulier avec la langue française. En effet, conquis pendant l'Antiquité par les Romains, le roumain est une langue latine, ce qui facilite son apprentissage par les Français.

La Roumanie est une terre de contrastes

Des Carpates à la mer Noire, la Roumanie cache des trésors que les Français installés dans le pays découvrent petit à petit. Les rives du delta du Danube (classé réserve de la biosphère par l'Unesco) montrent un pays rural avec ses villages de pêcheurs, les monastères séculaires et les églises fortifiées rappellent les invasions ottomanes. Les villes médiévales comme Sighisoara témoignent de la richesse patrimoniale du pays, quand la Transylvanie et son château de Bran nous font entrer dans la légende de Dracula... Quant aux rives de la mer Noire, dotées de nombreuses stations balnéaires et qui s'enorgueillissent d'hôtels rénovés, elles démontrent à quel point la Roumanie a su se moderniser pour accueillir notamment de nouveaux touristes.

La Roumanie moderne

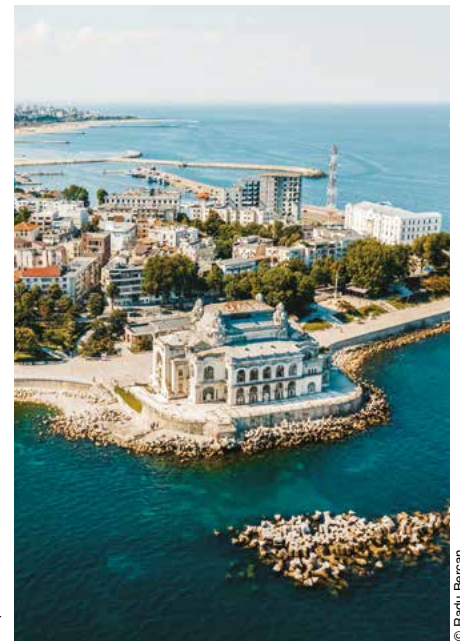
Depuis que le régime de Nicolae Ceaușescu est tombé en 1989, le pays s'est métamorphosé. Il s'est doté d'une constitution qui fait de lui une République parlementaire avec un Président élu pour cinq ans, un Premier ministre chef du gouvernement, une chambre des députés et une chambre du sénat élues pour quatre ans. En 1991, le pays est entré dans l'économie de marché, rompant en cela avec le communisme, et est depuis 2007 membre de l'Union européenne. Son Président, Klaus Iohannis, de centre-droit, issu de la minorité allemande du pays, est en fonction depuis 2014. Ce protestant (dans un pays à 90% orthodoxe) est un réformateur qui a dû lutter contre la corruption endémique dans le pays ; il a affronté plusieurs graves crises politiques aux côtés de sa nouvelle Première ministre Viorica Dăncilă (une eurodéputée membre du Parti social-démocrate). Depuis le 1^{er} janvier 2019, la Roumanie préside le Conseil de l'Europe. Au sein de l'Union européenne, ses priorités seront notamment de renforcer la compétitivité en réduisant les écarts de développement, de favoriser la connectivité et la numérisation en stimulant l'esprit d'entreprise, de consolider la politique industrielle européenne...



▲ Bucarest.



▲ Château de Bran, près de Brașov (Transylvanie).



▲ Constanta, au bord de la mer Noire.

Où investir ?

Après la chute de Nicolae Ceaușescu, les grandes entreprises du CAC 40 sont arrivées dans le pays, drainant dans leur sillage bon nombre de PME, notamment des entreprises sous-traitantes. L'automobile reste le principal secteur de l'économie, avec notamment Renault et Dacia. En ce qui concerne l'énergie, la Roumanie occupe la cinquième place en Europe en matière de production de gaz et de pétrole, elle a aussi une centrale nucléaire à Cernavoda et des centrales hydroélectriques et thermiques. Le principal problème du pays reste ses infrastructures souvent ob-

solètes, donc peu performantes. Le secteur des nouvelles technologies occupe une place de plus en plus importante dans l'économie du pays : son marché des logiciels et des services informatiques y occupe une place centrale.

La France est maintenant au cinquième rang des investisseurs en Roumanie. On dénombre 3 000 entreprises françaises implantées en Roumanie, représentant quelque 120 000 emplois directs et 17 milliards de chiffre d'affaires cumulés ! Ce sont dans l'industrie, les services et le commerce que l'on retrouve la plupart des sociétés françaises, celui des NTIC

étant en nette progression. Pour les soutenir, la Chambre de commerce et d'industrie française en Roumanie (CCIFER) a lancé le French Hub qui encourage et accompagne l'entrepreneuriat en Roumanie. Il permet par exemple à celles et ceux qui souhaitent s'installer dans le pays de présenter leur business plan à des entrepreneurs déjà expérimentés qui donneront leur avis. Il y a aussi des workshops, une boîte à outils...

Par ailleurs, la Roumanie reste attractive car elle offre une déduction supplémentaire de l'impôt sur les sociétés pour les activités de R&D, une exemption de l'impôt sur les sociétés pour le profit réinvesti dans des équipements technologiques, des ordinateurs..., sur les revenus pour les personnes créant des logiciels, des facilités fiscales pour les embauches de demandeurs d'emploi. Notons qu'il existe un taux unique d'impôt sur le revenu : 10%. En ce qui concerne l'installation des ressortissants européens dans le pays, elle est facilitée grâce à une carte de résidence délivrée automatiquement pour ceux qui résident plus de cinq ans dans le pays. ♦

DANA GRUIA DUFAUT

« Il y a encore de la place sur le marché roumain »

Dana Gruia Dufaut est une avocate franco-roumaine inscrite aux Barreaux de Paris et de Bucarest, spécialisée en droit des investissements étrangers, droit international privé, droit commercial, droit immobilier, fusions-acquisitions et marchés publics. Elle a fondé son cabinet à Bucarest où elle conseille de nombreuses sociétés étrangères lorsqu'elles s'installent sur le marché roumain.

« La Roumanie continue de connaître une croissance exceptionnelle, entre 4 et 6% par an. Le pays est dynamique, on doit être optimiste, d'autant qu'il reste encore beaucoup de choses à faire dans ce deuxième marché des pays de l'Est. Les PME françaises peuvent trouver leur place ici, mais elles doivent bien préparer leur projet, car le retour sur investissement est parfois un peu long, entre deux et cinq ans. Elles doivent donc être patientes, privilégier l'installation de Français qui connaissent bien leur entreprise, en passant par exemple par les V.I.E., prévoir des budgets pour les allers et retours fréquents entre nos deux pays, bien choisir la région où elles s'installent... Car ici, les infrastructures, notamment en ce qui concerne les transports, ne suivent pas toujours. Il faut donc s'installer dans des bassins d'activités reconnus, même si parfois il existe des tensions sur la main-d'œuvre dans ces régions. C'est vrai que la Roumanie a vu ses jeunes quitter le pays, elle recrute donc beaucoup de personnels étrangers qui doivent être expérimentés, bien formés dans les écoles de commerce ou d'ingénieurs françaises... Ils peuvent connaître ici un développement de carrière exceptionnel. J'encourage vivement les Français à venir s'installer en Roumanie, le pays est agréable, les gens charmants, la communauté française accueillante. Et les niveaux de salaire sont plus intéressants, tout comme la qualité de vie qu'ils permettent d'obtenir ! »



▲ Dana Gruia Dufaut.

CAROLE SOULAGNES

Un lycée français qui rayonne

Le lycée français de Bucarest porte le nom d'Ana de Noailles (1876-1933), une poétesse française qui fut la première femme à devenir commandeur de la Légion d'honneur. Sa proviseure, Carole Soulagnes, nous explique les raisons de l'engouement de son établissement auprès des familles, françaises ou non, qui vivent à Bucarest.

Pouvez-vous présenter votre lycée ?

Le lycée français Anna-de-Noailles accueille 1 110 élèves (45% de Français, dont 10% de bi-nationaux, 45% de Roumains et 10% d'autres nationalités). Les familles françaises sont pour beaucoup des familles expatriées de courte durée. Quant aux familles roumaines, elles ont souvent fait le choix du lycée français qu'elles préfèrent au système roumain qu'elles rejettent. Elles recherchent une école dans laquelle les enfants acquièrent un bon esprit critique, développent l'argumentation, la dissertation, l'expression des points de vue, la résolution de problèmes, travaillent avec une pédagogie de projet. Elles se sentent plus proches du système français que du système anglo-saxon. C'est aussi l'école internationale la plus grande de Bucarest à un coût raisonnable.

On salue «l'amitié franco-roumaine». De quoi s'agit-il exactement ?

Je pense qu'elle trouve son origine au début du XX^e siècle à travers l'histoire – rappelons que la France a aidé à la création de la Grande Roumanie en 1918 – et les relations intellectuelles fortes à Bucarest et à Paris – Brancusi et Cioran à Paris ; Paul Morand, ambassadeur de France à Bucarest, puis Roland Barthes, directeur de l'Institut français de Roumanie... La Roumanie est globalement très francophone et francophile, même si l'anglais domine chez les moins de 40 ans. On perçoit une sympathie systématique des Roumains envers les Français.

Quels sont les attraits de la Roumanie pour un expatrié français ?

Un expatrié français en famille est forcément heureux à Bucarest ! Il vit



▲ Carole Soulagnes.

dans une capitale à taille humaine, très verte – elle est en effet dotée de nombreux parcs – avec des possibilités d'activités culturelles, sportives, d'offres de restaurant. Son pouvoir d'achat lui offre de nombreuses possibilités d'activités, de tourisme, et il peut trouver des personnes pour assurer des services en termes de garde d'enfants, d'entretien de son domicile, etc. Sa famille évolue dans un environnement extrêmement sûr. Ce sentiment de sécurité permet en outre de donner de l'autonomie aux adolescents. Le pays est magnifique à découvrir, et offre des relations authentiques avec les gens. La mer et la montagne sont à deux heures de Bucarest; les expatriés aiment aussi pousser jusqu'en Bulgarie pour quelques jours de vacances...

FRANCE-ROUMANIE

Une Saison exceptionnelle

Le top départ de la Saison France-Roumanie, initiée par l'Institut français, a été donné le 27 novembre dernier. Des centaines d'événements vont se dérouler sur les territoires français et roumain jusqu'en juillet 2019, mettant en avant des projets culturels originaux.

La Roumanie est le premier pays européen à accueillir une Saison, avec un programme chargé puisque ce sont plus de 400 événements culturels labellisés qui se dérouleront jusqu'en juillet en France et jusqu'à l'automne en Roumanie. Les acteurs sont nombreux et variés: des musées, des salles de concert, de théâtre ou de cinéma, des salons, des lycées... Petit tour d'horizon non exhaustif.

• 27 novembre 2018 à juillet 2019

La grande Carriole franco-roumaine : découverte de la gastronomie roumaine dans un espace qui se déplace sur toutes les manifestations culturelles de la Saison.

• Janvier à avril 2019

Semaphore Festival. Une tournée de DJ français et roumains. La programmation mettra en lumière un ensemble ambitieux de projets en développement tels que Karpov Not Kasparov, Dual Shaman, Casual Gabberz, l'équipe de Boukan Records dans divers lieux incontournables de la scène électronique en France et en Roumanie.

• 15 janvier au 7 avril 2019

Carte blanche à Mircea Cantor avec « Vânătorul de imagini » (« Chasseur d'images ») au musée de la Chasse et de la Nature à Paris. L'artiste invite ses amis peintres et dessinateurs issus de l'École de Cluj-Napoca à occuper le musée avec leurs œuvres qui expriment un lien entre l'humanité et l'animalité au sein des collections permanentes.

• 18 janvier 2019 au 5 mars 2019

« Singulières icônes roumaines. De l'ignorance à l'éloge », basilique de Fourvière à Lyon. Le musée de Fourvière accueille une trentaine d'icônes roumaines sous verre et sur bois des XVII^e et XIX^e siècles issues de la collection du Musée national d'art de Roumanie. Réalisées par des paysans, ces œuvres sont aujourd'hui réhabilitées.

• 25 janvier au 3 février 2019

Festival Premiers Plans, à Angers. L'édition 2019 rendra hommage au réalisateur Corneliu Porumboiu qui aura carte blanche et viendra à Angers présenter ses films et rencontrer le public.

• 2 février au 27 avril 2019

Peintures de Răzvan Boar, Passerelle-Centre d'art contemporain à Brest. Răzvan Boar présente des peintures monumentales, des dessins sur papier, des collages et des éléments sculpturaux colorés, générant un dialogue entre matières, lignes et sensations.

• 14 février au 28 avril 2019

« La Brique, The Brick, Cărămidă », La Kunsthalle Mulhouse. À partir d'une sélection d'œuvres issues de la collection d'Ovidiu Șandor, de la seconde moitié du XX^e siècle à nos jours, cette exposition présente des œuvres de Constantin Brâncuși, André Cadere, Ana Lupaș...

• 15 au 17 février 2019

Week-end en Roumanie, à la Cité du vin à Bordeaux. Le vin roumain sera à l'honneur dans la capitale gastronomique du Sud-Ouest avec une soirée déguisée pour

déguster mets et vins, la projection d'un film documentaire sur la viticulture roumaine, une table-ronde sur les enjeux économiques des vins roumains, une dégustation privilégiée de grands vins des Carpates.

• Jusqu'au 7 janvier 2019

« Une saison roumaine au Centre Pompidou » : rétrospective Isidore Isou. Une exposition est consacrée à l'icône poète, peintre, cinéaste et dramaturge Isidore Isou (1925-2007).

• 19 au 23 mars 2019

Une Semaine roumaine, avec L'Harmattan à Paris. L'éditeur propose de faire découvrir des auteurs franco-roumains et d'échanger sur la richesse de ces deux cultures.

• 23 au 30 mars 2019

« Snow Fest », festival de sport et musique aux 2-Alpes. Près de 20 DJ roumains participeront à cette 9^e édition : CTC, Dirty Shirt & Transylvanian Folk-Core Orchestra, Eyedrops, Golan, Moonlight Breakfast, Omul cu șobolani, Robin and the Backstabbers, Satellites, Ska-nk, The Case, The Kryptonite Sparks, Tourrette Roulette, Yellow...

L'INSTITUT FRANÇAIS, AVEC MICHEL MONSAURET

Michel Monsauret est coordinateur des Alliances françaises de Roumanie et travaille sur la Saison France-Roumanie au sein de l'Institut français. « L'Institut français est l'opérateur de l'action culturelle extérieure de la France. Il a quatre antennes en Roumanie, à Bucarest, Cluj, Iași et Timișoara. Dans ces réseaux d'influence française, sont inclus les quatre Alliances françaises, qui participeront aussi à notre Saison. Ainsi, à Constanta, se déroulera le Printemps roumain de la BD francophone. À Brașov, nous allons tenir les assises de la langue française quand Ploiești accueillera des conférences universitaires. Les Saisons valorisent tous les aspects qui peuvent faire l'objet d'une coopération bilatérale, voire multilatérale. Quant à l'ambassade, elle est au cœur du dispositif. Autour de madame l'ambassadrice, tous les agents sont mobilisés pour assurer les rôles de représentation, la logistique, la gestion financière... La Saison franco-roumaine est très dynamique. Nous avons par exemple le projet "C'est ma ville" : il a pour objectif de permettre à des collégiens français et roumains de se rencontrer virtuellement et d'en apprendre plus sur la vie et la ville de leurs homologues. Ce sont pour l'heure quelque 5 000 élèves et plus de 200 établissements qui sont inscrits, et ce n'est pas fini ! Deux commissaires généraux assurent la coordination : Jean-Jacques Garnier pour la partie française et Andrei Tarnea pour la partie roumaine. Ils travaillent à la mise en place des projets depuis plus d'un an, avec des partenaires différents qui deviendront, pour certains, des partenaires avec lesquels nous noueront des relations pérennes. Il faut savoir que la Saison permet un véritable coup de projecteur sur un pays et, en l'occurrence, la Roumanie a un énorme potentiel, loin des clichés que l'on peut avoir sur le pays ! »

• 28 au 31 mars 2019

Festival Quais du Polar à Lyon. Un projet d'écriture collaborative entre deux jeunes auteurs, l'un roumain et l'autre français, aboutira à la publication d'un roman-série dans les deux pays, alternant les épisodes écrits par l'un et l'autre. Des auteurs roumains interviendront aussi lors de conférences et projections de films.

• 1^{er} avril au 25 juin 2019

Dans ::: Danse. Asociația Secția de Coreografie din România (Choreodép) et le Centre chorégraphique national d'Orléans sont au cœur de ce projet avec une rencontre autour de deux spectacles : «Democracy» de Maud Le Pladec et «Protest» de Sandra Mavhima dont la phase finale de résidence sera accueillie à Orléans.

• 2 au 7 avril 2019

Spectacles «OMG» et «Artists Talk», à Lyon. Les représentations auront lieu au Théâtre du Point du Jour.

• 3 au 7 avril 2019

Mirage Festival, 7^e édition à Lyon. C'est un parcours unique d'exposition et de soirées de performances et concerts liées au numérique.

• 4 avril au 23 juin 2019

« **Persona [România]** », MuCem à Marseille. L'exposition Persona [România] questionne les notions d'identités à travers le masque, les arts et les traditions populaires roumains.

• 5 au 7 avril 2019

« **Bucarest nouvelle vague** », La Halle Tropicisme à Montpellier. La scène de Bucarest mise à l'honneur, sous le prisme du cinéma, de la musique et de l'art culinaire, à travers des projections, concerts, brunchs thématiques et banquets performés.



• 17 avril au 29 juillet 2019

« **Tissus liturgiques de tradition byzantine de Roumanie** », musée du Louvre à Paris. L'exposition met en valeur les collections roumaines de broderies de tradition byzantine, autour de la « Bannière de Saint-Georges ».

• 9 mai 2019

Focus « Roumanie » dans les établissements scolaires français. Le Ministère incite à découvrir la Roumanie à travers des disciplines telles que la littérature, l'histoire-géographie, les sciences, les arts plastiques ou la musique. ♦

LA CCIFER

Le partenaire incontournable

Avec 2 300 entreprises à capitaux majoritairement français, la France représente la troisième source d'investissements étrangers directs et indirects en Roumanie, après l'Allemagne et l'Autriche. Cette présence doit beaucoup au travail des quinze membres permanents de la Chambre de commerce et d'industrie française en Roumanie (CCIFER) qui soutiennent l'implantation et le développement des entreprises françaises.



© frank_peters

En pleine saison France-Roumanie (jusqu'en juillet 2019), les sociétés françaises trouvent en Roumanie un relais de croissance sur un marché émergent de proximité au sein de l'Union européenne ; nombreuses sont ces entreprises tricolores à y avoir réalisé ces trois dernières années une croissance à deux chiffres, portée par un rattrapage rapide du pouvoir d'achat et de la consommation. D'autres avaient choisi de longue date la Roumanie pour y sourcer une partie de leur valeur ajoutée, dans les activités manufacturières ou de services, afin de renforcer leur compétitivité globale.

Car réaliser des affaires en Roumanie est facile pour un Français. Il y a à la fois une proximité géographique (2h50 en avion depuis Paris), linguistique (le roumain est une langue latine) et culturelle (les liens avec la France sont très anciens). Les Roumains sont globalement multilingues et multiculturels, résolument ouverts, et leur culture laisse une place importante à l'oral et au relationnel. La langue française permet d'avoir des collaborateurs plus fidèles, liés à une culture de l'entreprise et pas uniquement à une opportunité de carrière, et prêts à des mobilités internationales, en particulier en France. La CCIFER souhaite ainsi contribuer à

renforcer les filières francophones d'enseignement – on en compte plus de 100 en Roumanie – afin de permettre aux entreprises tricolores de recruter des talents.

En Roumanie, tous les secteurs sont représentés : de l'industrie à l'aéronautique en passant par les nouvelles technologies, l'agriculture et l'agritech, la santé, la grande distribution et les services.

On dénombre 36 entreprises du CAC40 installées en Roumanie dans les secteurs de l'automobile, de la banque & assurance, des télécoms, de l'informatique, de la distribution, de l'industrie pharmaceutique, ainsi que de l'énergie.

À l'heure du plein-emploi

La Roumanie a également attiré beaucoup d'entrepreneurs français qui investissent leurs ressources personnelles et s'y installent durablement. Ils apportent avec eux une culture de l'entrepreneuriat, une expérience et un souffle nouveau.

« Nos groupes de travail nous permettent de mettre en évidence le savoir-faire des entreprises membres à travers des projets vitrine, détaille François Coste, président de la CCIFER (lire ci-contre). Le plus récent, la caravane de la Mobilité du futur, un cycle de cinq conférences dans des villes différentes, a introduit la vision européenne pour la

réduction des émissions de gaz à effet de serre et les bonnes pratiques d'une dizaine d'entreprises membres. » Cette dynamique reflète l'évolution de l'économie locale. Car le pays manque de main-d'œuvre en raison d'une faible démographie qui a débuté dans les années 1990 et du départ massif de Roumains vers l'étranger (plus de quatre millions ont quitté le pays depuis la chute de Ceaușescu, ndlr).

La Roumanie est aujourd'hui en position de plein-emploi. D'ici à 2021, il manquera un million de personnes pour faire face à la croissance des entreprises, selon la Coalition pour le développement de la Roumanie, plateforme réunissant 25 organisations professionnelles. En 2018, 81% des employeurs roumains déclaraient éprouver des difficultés à trouver du personnel, selon une étude réalisée par Manpower. La Roumanie est le deuxième pays au monde où cette difficulté à recruter est la plus forte après le Japon (source : Romania Insider).

Pour la Roumanie, les bénéfices du partenariat économique avec la France sont clairs : apport de capital et de savoir-faire, gouvernance, consolidations sectorielles autour d'acteurs viables, contribution à l'internationalisation de l'économie roumaine et à sa montée en gamme. ♦

TROIS QUESTIONS À...

François Coste, président de la CCIFER

En Roumanie depuis 2012, François Coste bénéficie de trente-quatre ans d'expérience professionnelle caractérisée par une grande mobilité géographique (France, Norvège, Nigeria, Chine, Japon, États-Unis, Espagne, Roumanie) et fonctionnelle (CFO, Distribution, IT, RH, COO, CEO), chez Michelin, AXA et Groupama. Il a intégré le conseil d'administration de la CCIFER dès 2013.

Comment la Chambre de commerce française en Roumanie aide-t-elle les entreprises tricolores ?

Les missions de la CCIFER sont la création de nouvelles opportunités pour ses membres, le développement des entreprises à travers des services à valeur ajoutée comme l'accompagnement de 50 entreprises de France dans l'exploration des opportunités en Roumanie ou un Executive Management Programme (ExMP) avec ESCP Europe depuis six ans. En vingt-deux ans, la CCIFER a accompagné plus de mille entreprises dans leur développement en Roumanie. Nous avons aidé à l'implantation de plusieurs filiales en leur offrant des outils de prise de décision sur leur implantation territoriale, le dimensionnement de leur *business plan* (étude de marché) ou l'accès à des bassins d'emploi. Nous avons eu l'occasion de travailler en 2018 pour 40 nouveaux projets de développement en Roumanie.

La CCIFER héberge les entrepreneurs dans la phase initiale de leur projet ; notre centre d'affaires a ainsi accueilli ces projets d'entreprises qui y ont trouvé une structure clé en main pour y installer un commercial ou un responsable pays. En s'appuyant sur le réseau de nos membres, nous offrons aux entreprises françaises des informations de terrain, du savoir-faire sectoriel et de l'expertise technique pour vendre ou créer une structure en Roumanie.

Quels sont les atouts de la Roumanie ?

Dans un pays francophone et franco-philie comme la Roumanie, les entreprises françaises se sont trouvées, dès le départ, dans une relation d'ouverture et de confiance. La tradition dans plusieurs métiers industriels et la compétitivité de certains secteurs comme l'industrie, l'informatique et les services sont des signaux positifs qui attirent une PME française à la recherche d'un premier marché à l'international. La Roumanie offre une infrastructure télécom haut débit parmi les plus performantes en Europe. Représentant actuellement



▲ François Coste.

© Sorin Stana

environ 6% du PIB, les nouvelles technologies ont vocation d'arriver à presque 10% dans les années qui viennent. Les investisseurs étrangers sont très présents dans ce secteur, les entreprises françaises s'y sont positionnées récemment – nous y comptons environ une centaine d'acteurs français. Les grands investisseurs tricolores soutiennent l'innovation, en contribuant activement à l'émergence et à l'accompagnement des start-up roumaines, que ce soit dans les services, l'énergie ou le développement durable.

Quels sont vos projets ?

Nous avons une stratégie sur trois ans. Le dialogue public est le premier axe, afin de consolider et défendre la voix des entreprises dans un contexte politico-économique en évolution. Nous y travaillons avec d'autres chambres

bilatérales et associations professionnelles pour représenter la voix de l'ensemble de l'économie roumaine dans ces consultations. Nous sommes également engagés à soutenir l'entrepreneuriat ; nous proposons déjà des services de mentoring et d'orientation

de nouveaux projets, nous réfléchissons à aller plus loin afin de permettre aux entrepreneurs de s'appuyer pleinement sur les ressources de notre communauté. L'éducation est également un axe important et

nous travaillons à la carte des compétences de demain: comment les identifier, comment aider les établissements éducatifs à les intégrer rapidement, comment aider les jeunes à s'orienter dans leur vie professionnelle et à arriver mieux préparés sur le marché du travail. La CCIFER s'implique particulièrement dans le développement de la formation professionnelle en alternance.

**« NOUS AVONS
ACCOMPAGNÉ PLUS
DE 1 000 ENTREPRISES
EN 22 ANS. »
FRANÇOIS COSTE**

SUCCESS STORY

Après le Maroc, Telus International mise sur la Roumanie

Encore plus que l'Afrique du Nord, l'ancien pays communiste, bastion francophile comme le Maroc, s'impose aujourd'hui comme la nouvelle *outsourcing valley* en Europe, la vallée de la sous-traitance. C'est au cœur de Bucarest que Telus, numéro 1 des télécoms au Canada, vient d'ouvrir son nouveau centre de contacts, un espace de 5 300 m².

« La Roumanie est vraiment devenue une alternative à l'Afrique du Nord, habituellement perçue comme la destination traditionnelle de l'externalisation par les donneurs d'ordre français, affirme Grégoire Vigroux, directeur marketing Europe chez Telus International, leader des centres de contacts en Europe de l'Est. Notre secteur enregistre une croissance fulgurante de 15 à 20% par an en moyenne, à la fois en termes d'effectifs et de chiffre d'affaires. » Il a généré l'an dernier 4 milliards d'euros de chiffre d'affaires et employé cette année 125 000 personnes. Selon une étude du cabinet américain A.T. Kearney, la Roumanie devance désormais le Maroc en termes d'attractivité pour ce qui concerne la

sous-traitance. Même si la main-d'œuvre y est un peu plus chère, l'environnement des affaires (stabilité politique et économique du pays) place la Roumanie un cran devant le royaume chérifien.

Plus de 300 000 diplômés arrivent sur le marché du travail chaque année, en particulier issus des filières linguistiques et informatiques. La plupart sont bilingues ou trilingues. « La main-d'œuvre roumaine est qualifiée. La culture professionnelle est basée sur l'éthique. Les jeunes sont dynamiques et ambitieux : ils souhaitent faire carrière au sein de grands groupes comme Telus », conclut M. Vigroux. Il faut dire que tous les leaders mondiaux, comme Hewlett Packard, Oracle, Genpact ou Microsoft, se sont implantés en Roumanie au cours de ces dix dernières années. Ils emploient au total plus de 50 000 personnes, majoritairement du personnel dont le niveau d'études est de bac+3 à bac+5. Selon KPMG, près de 40% du personnel de ces entreprises parle le français. « La proximité



▲ Grégoire Vigroux

**« PARLER FRANÇAIS
CONSTITUE ICI, PLUS QUE
JAMAIS, UN VÉRITABLE
ATOUT POUR TROUVER
DU TRAVAIL. »
GRÉGOIRE VIGROUX**

culturelle entre les Français et Roumains est forte. Les langues sont proches, précise Grégoire Vigroux. L'adaptation se fait donc naturellement. La vie est facile. Les Roumains sont un peuple hospitalier et chaleureux. »

2 300 entreprises françaises

C'est pour ces raisons que la Roumanie s'est imposée peu à peu comme le pôle d'excellence dans la relation clients multilingue, une sorte d'« outsourcing valley » européenne. Grégoire Vigroux a créé sa première société de centres d'appels en 2007, avec huit collaborateurs à l'époque !

Elle compte aujourd'hui 5 000 salariés dans la région, dont 1500 en Roumanie. Le Français a aussi entrepris une carrière de *business angel* (investisseur) dans une dizaine d'entreprises en Roumanie et selon quatre axes : médias, immobilier, blockchain (transmission d'informations sécurisée sur Internet) et développement durable. « Après les grands groupes pionniers qui ont structuré la présence économique française en Roumanie, détaille M. Vigroux, les PME sont de plus en plus nombreuses dans des secteurs extrêmement variés. Parler français constitue ici, plus que jamais, un véritable atout pour trouver du travail. » Selon la chambre de commerce franco-roumaine, les quelque 2300 entreprises tricolores

présentes aujourd'hui en Roumanie emploient à elles seules 100 000 personnes, dont la moitié dans la sous-traitance.

« Les investissements étrangers représentent près de la moitié du produit intérieur brut du pays, détaille M. Vigroux. La présence économique française est très forte, portée par de grandes entreprises du CAC 40, telles que Renault-Dacia, Orange et la Société Générale. La Roumanie est souvent choisie comme premier pays d'implantation dans la région. Comme un premier bastion, avant de s'étendre à des pays limitrophes, tels que l'Ukraine, la Bulgarie et la Hongrie. » La première société du pays est le groupe Renault avec Dacia. Autre atout : le pays dispose de la deuxième vitesse de connexion internet la plus rapide en Europe. L'infrastructure télécom est également de très haut niveau. ♦

Lui écrire :

gregoire.vigroux@telusinternational.com

SUCCESS STORY

Vauban trace son sillon

De nombreuses PME fournissant des services de développement informatique ont été créées par des Français en Roumanie, à l'image de Vauban, qui propose à ses clients des services clés en main et sur mesure, grâce aux réseaux numériques roumains qui figurent parmi les meilleurs au monde.

« Quand j'ai créé Vauban, je voyais la Roumanie comme un futur leader Internet », déclarait David Coyne, PDG et principal investisseur de la société, il y a peu à Bucarest Hebdo. Fondée en 2007, l'entreprise fournit du conseil et des services informatiques professionnels IT (technologies de l'information, nldr). Avec plus de 100 clients, 450 consultants, une croissance de 30% par an et deux bureaux à Bucarest et Pitesti, Vauban est aujourd'hui incontournable dans le pays. Ses clients sont les principaux groupes privés tels que les opérateurs télécoms, les sociétés financières et de services en général. La société s'est diversifiée. Depuis 2012, elle a élargi son offre au secteur manufacturier. Vauban propose à ses clients à la fois une assistance technique et fonctionnelle pour réaliser leurs projets ou leurs missions. « Nous sommes partenaires des deux plus grandes sociétés françaises de logiciels informatiques avec lesquelles nous investissons en Roumanie pour les déployer localement et les aider à mettre en place des centres de support et de consulting », détaille M. Coyne, 45 ans, doublement diplômé d'une licence en génétique et ingénieur business School à l'EM Lyon. La société propose aussi un «Service Delivery Center», des solutions à distance pour des services type support, développement applicatif, maintenance, production, infrastructure et réseau. « La Roumanie est en avance en matière de services IT et d'informatique, disposant d'une main-d'œuvre très qualifiée et motivée pour avancer sur des projets, argumente David Coyne. Le pays est devenu un exportateur de services IT et d'applications logicielles sur toute l'Europe et même au-delà. Les réseaux internet ont un débit parmi les plus forts

plusieurs secteurs d'activités. La société a aussi noué des partenariats avec des éditeurs de logiciels leaders. Elle propose des offres de services complètes à des prix corrects, une équipe internationale composée de talents techniques et fonctionnels qui sont difficiles à associer dans de nombreux pays, une capacité d'engagement pour réaliser le projet et à s'adapter à l'organisation et à la taille de ses clients. Vauban travaille enfin avec les standards les plus élevés à la fois organisationnels et méthodologiques. Depuis 2014, la société est labellisée ISO 27001 (sécurité de l'information pour l'accessibilité, la confidentialité et l'intégrité des systèmes d'informations et de leurs données). Elle a aussi décroché la certification qualité ISO 9001. Vauban a été repris récemment par une grande entreprise technologique européenne, GFI. Désormais PDG du groupe, le rôle de David Coyne est de le développer dans toute la région. « J'ai toujours été attiré par la Roumanie, témoigne-



▲ David Coyne

« LA ROUMANIE EST EN AVANCE EN MATIÈRE DE SERVICES IT ET D'INFORMATIQUE, AVEC UNE MAIN-D'ŒUVRE TRÈS QUALIFIÉE. »
DAVID COYNE

mondialement ce qui permet de fournir des services à distance partout sur la planète. »

Un pays qui va de l'avant

Le département Vauban Applications développe, lui, des solutions digitales pour

t-il. Je m'y sens bien. C'est un pays disposant de montagnes et d'un littoral, une nature parmi les plus belles d'Europe, avec une population qui souhaite avancer et où on se sent en sécurité. Il y a beaucoup à faire. » En accord avec GFI, le Français a récemment fondé «Easydo» qui reprend la partie innovation et transformation digitale de Vauban en proposant des solutions logicielles dédiées et des services en mode 24/7. Elle fournit entre autres à ses clients des prestations autour des logiciels auto-édités ou partenaires, une expertise sur les projets de robotisation, de production et de logistique, ainsi que des activités de sécurité informatique. ♦

Lui écrire : david.coyne@vauban.ro

SUCCESS STORY

Airbus et la Roumanie : un demi-siècle d'aventure commune

Un bail. Airbus est présent en Roumanie depuis 1972. Le constructeur européen d'avions et d'hélicoptères s'est développé jusqu'à créer tout un écosystème lié à l'aéronautique en Transylvanie.

Leur destin commun a débuté lorsque Aérospatiale (*l'une des trois sociétés à l'origine du consortium européen, ndlr*) a confié au groupe local IAR (Industry Aerospace Romanian) la fabrication, sous licence, de 365 hélicoptères Alouette 3 et Puma. L'avionneur revendique donc un rôle majeur dans le développement de l'industrie aéronautique dans le pays. En 2002 était ensuite créée à Brasov, en Transylvanie, Airbus Helicopters Romania, grâce à une joint-venture (coentreprise) avec IAR. C'est aujourd'hui un centre de service client moderne spécialisé dans la réparation et la modernisation d'hélicoptères moyens-lourds. « *Nous connaissons beaucoup de succès avec en moyenne 75 % de notre chiffre d'affaires sur des contrats à l'export, détaille Serge Durand, directeur général d'Airbus en Roumanie. En 2016, nous avons renouvelé une campagne de coopération avec les fournisseurs aéronautiques locaux en vue de développer notre chaîne d'approvisionnement dans le pays, en particulier au sein du cluster aéronautique de Brasov.* » Airbus a ainsi contribué à la création de l'association roumaine pour l'industrie d'hélicoptères (ARIE) avec des groupes majeurs comme IAR, Aerofina, Aerotech, Comoti et le Français Turboméca. L'idée était de sauvegarder cette industrie stratégique pour le pays. Airbus a aussi ouvert à Brasov « Premium Aero-tec », une filiale à 100% de l'industriel européen et qui fabrique des pièces et sous-ensemble d'avions, sans oublier le bureau d'étude d'ingénieurs de Bucarest qui travaille pour Airbus Defence & Space, l'une des trois filiales du groupe, spécialisée dans les avions militaires, les drones, les missiles et les lanceurs spatiaux et satellites artificiels. Serge Durand ajoute que « *160 armées dans le monde font confiance à nos hélicoptères dans le monde, y compris la Roumanie qui opère des Alouette et des Puma depuis les années 70. Le IAR-H215M correspond parfaitement aux besoins de renouvellement de la flotte roumaine d'hélicoptères d'appareils multirôles car il est le successeur naturel du Puma.* »



▲ Serge Durand

**« NOUS AVONS
RENOUVELÉ UNE
CAMPAGNE DE
COOPÉRATION AVEC
LES FOURNISSEURS
AÉRONAUTIQUES
LOCAUX. »
SERGE DURAND**

Formation des futurs collaborateurs

Airbus emploie 1300 salariés en Roumanie, auxquels s'ajoutent 5 000 emplois indirects. Lors des cinq dernières années, le groupe a généré plus de 500 millions d'euros en Roumanie et a acheté et investi pour plus de 150 millions d'euros dans le pays. « *La Roumanie fait partie de l'Union européenne et de l'Otan, et bénéficie d'une croissance économique stable ces dernières années, explique M. Durand. Les investissements étrangers (IDE) continuent donc et des sociétés internationales majeures y sont implantées. Grâce à la longue tradition industrielle du pays, elles bénéficient d'une main d'œuvre qualifiée.* » Arlésien de nais-

sance. Ingénieur INSA (Lyon) - spécialité mécanique-dynamique - complété par un diplôme de sémiologie (Aix-en-Provence) puis de management (Genève), le Français a passé 36 ans dans l'industrie hélicoptères, de la conception et la mise en service du Tigre ou du Super Puma, en passant par la communication, le marketing et les ventes internationales, plus récemment cinq ans au Mexique, et déjà plus de quatre ans en Roumanie pour diriger les activités d'Airbus Helicopters dans ces zones. La formation des futurs collaborateurs n'est pas en reste: Airbus a relancé, avec le soutien des ministères de l'Éducation roumain et français, des qualifications niveau bac et bac+2 pour des techniciens d'hélicoptères. Plusieurs classes ont été ouvertes à Bucarest et au collège Transylvania de Brasov depuis 2016. « *Les étudiants profitent de l'aide d'Airbus sous forme de programmes spécifiques, d'outils et de stages pratiques dans nos usines* », précise M. Durand. Airbus envoie également régulièrement ses employés pour des formations récurrentes en France ou en Allemagne afin de s'assurer que les dernières normes de l'industrie soient appliquées. ♦

SUCCESS STORY

Une implantation réussie pour AccorHotels

Alors qu'il n'était connu il y a trois ans qu'à travers le Pullman et le Novotel de Bucarest, Accor possède aujourd'hui 11 hôtels dans le pays grâce à son partenariat avec le groupe Orbis, leader en Europe de l'Est. Et ce n'est qu'un début. Neuf nouvelles ouvertures sont annoncées.



A bien y regarder, Ibis, Ibis Styles et les Mercure (milieu de gamme), sont les enseignes les plus populaires en Roumanie. «*Ce sont des marques fortes*, résume Emeline Sykora-Wintrebert, manager générale de la zone Europe du Sud-Est pour Orbis et AccorHotels, *elles garantissent un standard de qualité et en même temps donnent une image de flexibilité aux investisseurs en terme de design et d'inspiration avec la culture et l'héritage locaux. Ces éléments sont décisifs pour nos partenaires en Roumanie.*» Près de 600 personnes travaillent pour le groupe Accor – Orbis dans le pays. Ici, 90% des directeurs d'hôtels (dont 70% de directrices!) sont issus de recrutement interne, et roumains ! «*Nous avons dernièrement investi beaucoup d'énergie et de temps pour introduire une nouvelle culture de travail*, précise Mme Sykora-Wintrebert: *plus d'authenticité dans les relations entre les équipes, d'agilité, d'indépendance et d'ouverture d'esprit. Tout ceci se ressent dans notre relation avec les clients, ce qui influence ensuite directement nos résultats.*» Accor offre aussi à ses collaborateurs une politique de mobilité hors pair, non seulement entre les différentes marques présentes en Roumanie mais aussi au sein de la région Europe du Sud-Est et même au-delà, avec un éventail de programmes favorisant le développement des talents.

La clientèle loisirs se développe

Accor a neuf projets d'ouverture dans ses cartons, dont trois cette année : l'Ibis Styles Bucarest aéroport (85 chambres), le Mercure Sibiu aéroport (85 chambres) et le Mercure Ti-



▲ Emeline Sykora-Wintrebert © DR

misoara (60 chambres). La plupart de ces projets sont des contrats de gestion ou franchise. Car la Roumanie est un pays où le pouvoir d'achat ne cesse de croître, à la fois à Bucarest et dans les villes secondaires. Depuis 2015, la croissance n'est jamais descendue en dessous de +4% par an, avec un taux de chômage de 3% dans le pays et résiduel dans les grandes villes. «*C'est un élément primordial pour nous*, relève Mme Sykora-Wintrebert. *Nous avons constaté un fort développement de la clientèle loisir (second marché d'Accor après la clientèle business et corporate, ndr), en particulier dans la capitale. Cela contribue à améliorer sensiblement le taux d'occupation de nos hôtels de Bucarest durant les week-ends et les mois d'été.*» Le segment du tourisme affiche en Roumanie une croissance moyenne annuelle de plus de +5% depuis 2010. ♦

ENVIRONNEMENT ET SOLIDARITÉ : ACCOR PASSE À L'ACTION

Depuis plusieurs années, le groupe est engagé dans un projet de reforestation en Transylvanie où le problème inquiète les communautés locales. Le projet concerne une zone où de larges pans de terre ont été laissés à l'abandon, entraînant érosion et dégradation des sols. Accor a ainsi lancé en 2017 le programme « Plant for the planet » en partenariat avec les ONG Pur Projet et Mihai Eminescu Trust. La plantation du deux millionième arbre a même donné lieu à une visite du président roumain Klaus Iohannis. Accor met d'ailleurs les clients de ses hôtels à contribution : «*Nous les invitons par exemple à réutiliser leurs serviettes de toilette*, détaille Mme Sykora-Wintrebert, *générant ainsi des économies d'énergie, d'eau et de blanchisserie, réinvesties à hauteur de 50% dans ces projets de reforestation.*» Autour du monde, l'initiative a déjà permis de planter 5 millions d'arbres.

FRUITS ET LÉGUMES BIO

Le groupe est également très engagé dans la réduction de déchets et la lutte contre le gaspillage, alimentaire en particulier. Depuis deux ans, le Novotel Bucarest et les hôtels Ibis en Roumanie ont ainsi mis en place un programme éducatif et de sensibilisation qui porte aujourd'hui ses fruits. Accor travaille également avec une ONG près de Bucarest, « Bio & Co », qui fournit ses restaurants en fruits et légumes bio. L'association emploie des personnes marginalisées qui, grâce à ce projet, sont réinsérées dans le marché du travail. La ferme bio collecte aussi les déchets organiques des hôtels. C'est l'une des premières initiatives d'économie en circuit court que le groupe a mis en place dans la région.

SUCCESS STORY

Un laboratoire 5G pour Orange

Le secteur des télécoms représente le deuxième contributeur à la hausse de la croissance du pays. L'opérateur a donc naturellement réalisé en Roumanie son premier test européen pour la mise au point de la future norme dans les mobiles.

L'histoire d'Orange en Roumanie a débuté il y a plus de vingt ans, en 1997, sous le nom MobilRom, à une époque où on ne parlait encore ni de données ni de fibre ! Depuis 2004, l'opérateur français est devenu le leader du marché de la téléphonie dans le pays. Il y a deux ans, Orange lançait Orange Fab Romania, son accélérateur de start-up. Les équipes sélectionnées bénéficient d'un accès à différentes technologies et API (*interface de programmation, ndlr*) afin de pouvoir améliorer leur produit, et d'un accès au réseau de distribution d'Orange pour développer leurs activités. L'opérateur a même créé tout un écosystème dédié à l'innovation autour de la ville intelligente (*smart city*) d'Alba Iulia en Transylvanie. « Nous avons été les pionniers non seulement de la technologie, mais également de l'expérience client », affirme non sans fierté Liudmila Climoc, directrice générale Orange Roumanie. L'opérateur a aussi ouvert son premier magasin intelligent et franchi le pas du domaine des services financiers en lançant Orange Money. Le géant français est aussi l'un des principaux partenaires financiers de la Roumanie, avec plus de 3,2 milliards d'euros investis au cours des vingt dernières années, contribuant de manière significative au développement économique du pays.

Un réseau solide

Le géant français emploie 3 500 salariés en Roumanie. « Les Roumains sont des passionnés de technologie et les premiers utilisateurs de nouvelles technologies », observe Mme Climoc. C'est un pays où les innovations sont toujours reçues avec un grand intérêt. De plus, l'utilisation exponentielle des données mobiles, qui double chaque année, est un véritable vecteur de croissance. C'est un avantage considérable, étant don-



▲ Liudmila Climoc

**« LES ROUMAINS SONT DES PASSIONNÉS DE TECHNOLOGIE ET EN SONT LES PREMIERS UTILISATEURS. »
LIUDMILA CLIMOC**

né que la connectivité ininterrompue est le dénominateur commun du développement de nouveaux secteurs d'activité et des initiatives de transformation numérique de la société. » Ce contexte jette les bases de la transformation de la Roumanie en un important pôle informatique de l'Europe. Car un réseau solide est le pilier des nouvelles technologies offrant de nombreux avantages aux clients. L'an dernier, aux côtés de ses clients et de ses partenaires

commerciaux Samsung et Cisco, Orange a donc testé pour la première fois en Europe une technologie d'accès sans fil fixe 5G avec des clients dans le comté de Cluj-Napoca. « Il s'agit d'une avancée décisive et d'une occasion de mieux comprendre le comportement de la technologie dans les conditions de la vie réelle », détaille Mme Climoc, – les difficultés pouvant survenir lors de la mise en œuvre de nouvelles technologies – et les avantages qu'elle peut apporter à nos clients résidentiels ou commerciaux. »

Service amélioré

Quinze abonnés ont ainsi été sélectionnés pour essayer en avant-première la nouvelle technologie depuis leur foyers. La technologie élimine en effet la nécessité d'installer des câbles – un bénéfice décisif pour les zones historiques et résidentielles où existent des restrictions quant à l'installation d'une fibre optique. Selon Yves Martin, directeur du marketing d'Orange Roumanie, les résultats montrent même que le système a fonctionné « mieux que prévu » par rapport aux tests en laboratoire. Les consommateurs rapportent en particulier un niveau de service amélioré par rapport aux connexions large bande disponibles. Les initiatives en matière d'éducation constituent un autre objectif d'Orange Romania, qui a développé et soutenu des programmes destinés à de nombreux types de publics (étudiants de premier cycle et adultes). « En investissant dans l'éducation, nous investissons dans les futurs partenaires commerciaux, les futurs spécialistes du secteur, les futurs employés, les futurs clients », détaille Mme Climoc. Nous allons continuer à le faire et à investir dans des programmes et des projets de mentorat prenant en charge la transformation numérique. » ♦

SUCCESS STORY

Dacia, la pépite locale de Renault

L'usine de Pitesti, au nord de Bucarest, a pris une place centrale dans la stratégie du constructeur français dans la production de véhicules à bas coûts. En vingt ans, le groupe a investi près de trois milliards d'euros en Roumanie. La marque au losange a créé un nouveau segment de marché et s'y est imposé. Malgré la crise... ou grâce à elle.



▲ Christophe Dridi

Par temps clair, on aperçoit parfois les sommets enneigés des Carpates. Bienvenue à Pitesti, le fief de Dacia, à une centaine de kilomètres au nord-ouest de Bucarest. Renault est présent en Roumanie depuis les années 70, lorsque Dacia, entreprise d'État, achète les licences pour fabriquer les Renault 8 et 12. L'histoire commence vraiment en juillet 1999 avec le rachat de l'usine de Pitesti par la marque au losange. Un plan social fait alors passer le personnel de 35 000 à 18 000 et Renault monte à 51% du capital de Dacia. « En vingt ans, nous avons investi ici 2,5 milliards d'euros », souligne Christophe Dridi, nouveau directeur général du groupe Renault en Roumanie. *C'est le seul pays, en dehors de la France, où nous avons développé l'ensemble de nos activités et un fort tissu de fournisseurs et de sous-traitants. Renault représente aujourd'hui 3% du PIB de la Roumanie.* L'usine de Pitesti, immense bâtiment aux hautes façades blanches, est devenu le temple mondial du low-cost. C'est là que sont fabriqués les modèles que les Européens de l'Ouest

« AU DÉBUT, LES MEMBRES DE L'ÉQUIPE LOW-COST ÉTAIENT DES PARIAS. AUJOURD'HUI CE SONT DES STARS. »

CHRISTOPHE DRIDI

s'arrachent. L'an dernier, plus de 314 000 Dacia – trois fois plus qu'en 2004 – sont sorties de ces chaînes d'assemblage. « Une voiture toutes les 54 secondes », se félicite M. Dridi. Cette production est destinée à 93% à l'exportation. Ici, tout le monde connaît au moins quelqu'un qui travaille chez Dacia. Le Roumain est bricoleur de nature, et à Pitesti depuis un demi-siècle on bricole la voiture. Cocuta Tomescu, 42 ans, entrée à l'usine en 2006, sur la chaîne, se dit « fière du succès en Europe car c'est la preuve que nous fabriquons des voitures de qualité. Alors que la Roumanie souffre, chez Dacia, nous avons un salaire et un avenir. » Même fierté affichée par M. Dridi : « Au début, les

membres de l'équipe low-cost étaient des parias, personne en interne ne croyait au projet. Aujourd'hui, ce sont des stars dont l'expérience est recherchée. »

Plate-forme logistique mondiale

L'usine historique de Dacia profite ainsi à fond du succès du nouveau Duster, lancé début 2018. Pour son dernier modèle, le constructeur a choisi de s'appuyer sur ses bases roumaines : non seulement le véhicule est intégralement produit à Pitesti, mais il a aussi été développé par les ingénieurs basés au centre de design de Bucarest, et au centre technique de Titu, à mi-chemin entre les deux. « Nous avons démarré avec un groupe de 200 personnes de Renault, rodées au savoir-faire des ingénieurs maison et tout à fait capables d'optimiser des voitures, se souvient Gérard Détourbet, pilote du low cost chez Renault. Ensuite, nous avons intégré des Roumains, formés comme des salariés de Renault. » A peine 1% d'expatriés travaillent sur le site de Pitesti, qui accueille aussi une usine de pièces mécaniques d'où sortent chaque année plus de 500 000 moteurs et boîtes de vitesses, ainsi qu'une plate-forme logistique. Car la Roumanie s'est également affirmée comme un fournisseur de composants pour les autres usines du groupe. Certes, l'automatisation est présente ici. Sur la ligne de production des moteurs, une petite dizaine de robots ont fait leur apparition. Ils prennent en charge des étapes pénibles comme les phases de vissage. Mais au total, la production à Pitesti reste très manuelle. Car avec un salaire moyen roumain aux alentours de 500 euros, le coût de la main-d'œuvre reste bien inférieur à celui que l'on retrouve en France, rendant la robotisation moins nécessaire. Avec sa force de frappe de 2 800 employés (parmi 16 700 collaborateurs au total), Renault Roumanie est d'ailleurs le plus gros centre d'ingénierie du groupe en dehors de la France. ♦

SUCCESS STORY

Total étend son offre commerciale

Présent dans le pays depuis bientôt quinze ans grâce à une « joint-venture » avec le roumain Lustic, le groupe français couvre des domaines d'activité aussi variés que la production de lubrifiants, de graisses et de fluides spéciaux, ou le bitume.

La réalité de la Roumanie est méconnue à l'étranger mais une fois que l'on est ici on comprend immédiatement le potentiel de ce marché. « Un bon niveau de connaissance des langues étrangères, de bonnes compétences techniques en certains domaines sont des atouts pour les investissements dans ce pays, concède Marco Pannunzio, directeur de Total Roumanie depuis fin 2016. Bien sûr on doit faire avec une bureaucratie qui pourrait être améliorée ; des infrastructures faibles qui ne permettent pas d'avoir une vision claire pour l'avenir. Ce dernier désavantage représente toutefois le plus grand défi pour les investisseurs parce que c'est là que se trouve le plus grand potentiel de ce pays. »

Total Roumanie propose ainsi une gamme complète de services et de solutions dédiées à un large éventail de domaines : voitures et motos, agriculture, transports poids lourds, travaux publics, industrie, transport maritime, aéronautique... La société affiche une capacité de production annuelle de 30 000 tonnes de lubrifiants environ, dont elle exporte la moitié dans les pays voisins. Au fil des années, Total a investi en Roumanie autour de 100 millions de RON (21 millions d'euros). « Notre groupe cherche toujours de s'adapter à ce que le marché des prochaines décennies demandera, témoigne M. Pannunzio, en utilisant de nouvelles énergies et en identifiant des matériaux innovants pour nos produits. Total profite pleinement de la croissance économique de l'Europe orientale. À côté de ces marchés déjà consolidés, on essaie toujours de compléter notre gamme d'offre pour répondre à un marché qui demande de plus en plus spécialités plutôt que commodités. »

Les concurrents s'éloignent

Le groupe mène également en Roumanie des actions sociétales dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la solidarité. Quelque 1 260 personnes travaillent pour Total en Roumanie. « Nous poursuivons et augmentons nos investissements dans les



▲ Marco Pannunzio

© Hana Steffani Photography

« NOTRE POLITIQUE RH EST BASÉE SUR LA DIVERSITÉ DES ORIGINES, DE FORMATION ET DE CULTURE. »
MARCO PANNUNZIO

ressources humaines, détaille M. Pannunzio. Notre politique RH est basée sur la diversité des origines, de formation et de culture ; une source certaine d'enrichissement qui nous aide à mieux prévoir les tendances et changements du monde global. » Marco Pannunzio, Italien âgé de 55 ans, a rejoint le groupe Total en 1985. Il a occupé divers postes, notamment en tant que directeur des ventes au détail au Royaume-Uni, directeur des ventes commerciales en Italie ou encore président et chef de la direction de Totalgaz et Bitumec. Avant de rejoindre l'équipe roumaine, il était directeur général de Central Europe Hub, gérant les activités de marketing et ses filiales de Total en République tchèque, en Slovaquie et en Hongrie. Total dispose également en Roumanie d'un ré-

seau de près de quinze stations-service AS24 destiné aux transporteurs routiers. Pour M. Pannunzio, la raison de la réussite du groupe français est son approche particulière envers le client : « Tous nos concurrents s'éloignent du marché local et cèdent leurs compétences aux distributeurs locaux. Mais pour nous, la relation avec le client est primordiale. Nous connaissons une augmentation de notre part du marché aussi en raison de l'acquisition de nouveaux clients, décus par l'approche de grandes entreprises dans le secteur. »

Le géant pétrolier détient également une usine de lubrifiants à Brasov (Transylvanie). Sa production est destinée au marché local et à l'export vers les pays du sud-est de l'Europe et de la CEI (Communauté des États indépendants). Mais Total ne se limite pas à investir dans le business en Roumanie : en 2017, le groupe a ainsi ouvert à Bucarest un centre de services partagés pour toutes les activités comptables des filiales européennes, américaines et de l'Afrique francophone. Une organisation qui lorsqu'elle sera complète comptera plus de 400 personnes. ♦

TÉMOIGNAGES

La Roumanie vue par des Français

Ils vivent en Roumanie, et comme l'expérience du terrain n'a pas d'égal, ils nous la font partager !



© Radu Bercean / Shutterstock.com

MARC-PASCAL HUOT

« J'adore travailler ici, mais ce n'est pas toujours simple d'y vivre »

Entrepreneur chevronné, Marc-Pascal Huot, Normand d'origine, vit depuis près de trente ans en Roumanie. Il est le fondateur d'Eastrategies, un cabinet conseil spécialisé sur les pays de l'Est.

« J'avais 23 ans quand je suis arrivé en Roumanie où je devais ouvrir des duty free pour une entreprise suisse. C'était en 1990, j'ai rapidement vu toutes les possibilités que le pays offrait et je commençais à avoir mon propre réseau. J'ai donc décidé d'ouvrir ma propre entre-

prise d'import-export. J'ai géré plusieurs entreprises, j'ai travaillé dans l'emballage, dans l'export de chaussures, l'injection de plastique et, depuis 2007, je suis dans la découpe laser. En parallèle, je mène une activité de consulting car il faut aider les entreprises à s'installer dans le pays, les aider à régler leurs problèmes. Si j'avais un conseil à donner aux PME qui viennent s'installer, c'est d'être organisé ! En fait, il faut faire exactement comme on l'aurait fait en France : analyser le marché, s'associer avec des personnes compétentes, grossir progressivement, connaître la loi... Et ne pas hésiter à profiter des aides gouvernementales : l'Etat donne jusqu'à 200 000 euros à certaines PME, mais pour cela il faut axer son business sur le marché roumain. Les Roumains adorent les produits français, c'est un gros marché très consommateur. Il faut juste savoir prendre le temps. »
S'il est heureux d'avoir fait sa carrière professionnelle en Roumanie,



© DR

Marc-Pascal Huot souhaite aujourd'hui revenir plus souvent en France : « Je ressens une hausse du sentiment populiste qui n'est pas toujours pro-étranger, des mouvements conservateurs, la vie n'est pas toujours très facile ici... Je pense m'organiser pour passer plus de temps les week-ends en France ! »

BENOÎT MAYRAND

« La liberté d'entreprendre est très forte en Roumanie »

Envoyé par sa société pour l'implanter en Roumanie, Benoît Mayrand a fait sa vie dans le pays. En vingt-sept ans, il a tour à tour été conseiller du commerce extérieur de la France de 2003 à 2006, administrateur de la Chambre de commerce France-Roumanie de 2000 à 2006, administrateur puis président de l'Union des Français de l'étranger en Roumanie de 2006 à 2015. Il est aujourd'hui conseiller consulaire.

« Je suis venu il y a vingt-sept ans en Roumanie, envoyé par une entreprise spécialisée dans le secteur agricole, l'irrigation plus exactement. J'ai ensuite changé d'activité et créé un cabinet de recrutement il y a quinze ans. Mon objectif est de permettre à des

entreprises étrangères ou roumaines de recruter des managers commerciaux et des personnels d'encadrement. Nous recrutons beaucoup de profils internationaux, mais depuis quelques années nous allons aussi vers des profils nouveaux : des Roumains qui ont eu une expérience à l'étranger et qui reviennent aujourd'hui dans leur pays natal.

Les atouts du pays sont nombreux, l'un d'entre eux est notamment d'assurer une grande sécurité aux personnes. Malgré les lourdeurs administratives, l'absence de stabilité fiscale, la liberté d'entreprendre est forte. Les métiers liés à l'informatique ainsi qu'au développement sont toujours recherchés dans un pays qui possède l'un des plus rapides débits au monde. Ubisoft est implanté à Bucarest, il y a énormément d'activités liées aux jeux vidéo.

J'ai été président de l'Union des Français de l'étranger (UFE) pendant sept ans et mon engagement associatif important m'a conduit à candidater au poste de conseiller consulaire. Ma mission en tant que conseiller est d'être un relais entre les Français présents sur le territoire et les autorités françaises. Je conseille ainsi beaucoup d'étudiants car il faut savoir que nous



avons une très importante communauté d'étudiants français en médecine, vétérinaire et dentaire, plus de 3 000 ! Je suis aussi élu sur la Moldavie, où je conseille pas mal de retraités à qui l'on doit expliquer les spécificités du pays qui n'est pas intégré à l'Union européenne.

En conclusion, je conseillerais à n'importe quel jeune de s'installer ici car les opportunités sont nombreuses, et si les rémunérations sont moins élevées qu'en France, le niveau de vie est bien plus bas ; en conséquence, il est possible d'avoir une excellente qualité de vie ! »

CHRISTIAN LEMAÎTRE

« La Roumanie est un marché avide de consommation »

Christian Lemaître s'est installé en Roumanie en 2006 et, après avoir été vice-président de la représentation locale de l'Union des Français de l'étranger durant plusieurs années, il est aujourd'hui conseiller consulaire.

« Je suis venu un mois en mission à Bucarest en tant qu'expert télécom et informatique en novembre 1996 et j'y ai trouvé... l'amour ! C'est en accord ma femme roumaine que nous avons choisi de nous installer dans son pays d'origine où le potentiel économique paraissait immense et où la qualité de vie nous paraissait meilleure.

La Roumanie est un fantastique pays d'accueil. C'est un vaste marché très consommateur de biens français. Cependant la technocratie et une administration assez

tatillonne surprennent les entrepreneurs, sans pour autant que ces difficultés ne les empêchent d'avancer dans leurs projets. Depuis quelques années l'environnement économique et politique change et génère des difficultés nouvelles à affronter pour les entrepreneurs comme l'instabilité du système fiscal, législatif et du code du travail, mais aussi les pressions sur les salaires et le manque de main-d'œuvre lié à l'importance des départs à l'étranger des talents très éduqués, notamment en informatique. Mais on recherche aussi de la main-d'œuvre dans les domaines de la restauration, de l'agriculture et de la construction...

Il est aussi difficile de trouver des managers sachant décider, contrôler et organiser. C'est pour cela que de nombreux entrepreneurs français ont, comme moi, créé des sociétés de conseil en management et d'accompagnement d'entreprises. Les Français sont très investis dans l'informatique et l'outsourcing (BPO, call centers) ou encore le secteur agricole. En tant que conseiller consulaire, je suis sollicité sur des sujets très divers : l'enregistrement au registre consulaire et sur



la liste électorale, les bourses scolaires, la santé et les aides sociales, l'information et l'inscription en université de médecine et dentaire de Cluj et Iasi, la recherche d'emploi en Roumanie, les sujets concernant les retraités, les entrepreneurs en situation difficile... Parce que nous avons nous aussi une expérience professionnelle dans le pays, nous sommes des élus proches du terrain. Parce que le futur de notre pays se joue aussi (surtout ?) là. Il est à espérer que la future réforme de nos institutions conservera ce format d'élus. »



Faites carrière chez TELUS International !

En 2019, nous recrutons **300 francophones** à **Bucarest**.

Envoyez-nous votre CV - telusro.com

telusinternational.com

 **TELUS**[®] International

BANC D'ESSAI

Belgique **VS** Pays-Bas

Ces deux pays ont en commun de faire partie du Benelux (avec le Luxembourg), de parler pour partie la même langue, le néerlandais (le français étant aussi parlé en Belgique), et d'être une monarchie constitutionnelle. Mais les Français préfèrent de loin la Belgique qui en attire six fois plus que les Pays-Bas...



Bruxelles

Amsterdam

Gouvernance

Belgique

• **La crise politique que traverse la Belgique n'en finit pas!** Après être restée plusieurs mois sans gouvernement en 2010, rebelote fin 2018 avec la démission de son Premier ministre, Charles Michel. La coalition orange-bleue au pouvoir (qui regroupe les partis libéraux et chrétiens/humanistes) poursuit donc sa gestion des « affaires courantes » jusqu'au mois d'avril et la dissolution des chambres en vue des élections du mois de mai. La Belgique est un Etat fédéral complexe qui regroupe trois régions économiquement autonomes (Wallonie, Flandre et Bruxelles-Capitale) et trois communautés linguistiques (francophone, néerlandophone et germanophone).

Pays-Bas

• **Les Pays-Bas sont à la fois une démocratie parlementaire et une monarchie constitutionnelle.** Il aura fallu sept mois après les élections législatives pour que le Premier ministre réélu, Mark Rutte, parvienne à constituer un nouveau gouvernement, en octobre 2018, composé du parti libéral VVD, du parti de gauche libérale D66 et des partis chrétiens: la CDA et ChristenUnie. La coalition dispose d'une majorité très courte, d'un seul siège, au Parlement de La Haye. Dans un environnement politique aussi compliqué, il est peu probable que des réformes d'importance soient entreprises.

• **La Belgique a été classée à la 29^e place de l'enquête d'Expat Insider 2018.** Le pays ne figure pas parmi les mieux notés en ce qui concerne par exemple la facilité d'installation, mais il l'est bien mieux en ce qui concerne la sécurité de l'emploi (21^e), les perspectives de carrière (15^e), la qualité de la vie de famille (8^e) ou encore la qualité de l'éducation (12^e). En clair, la Belgique est une destination prisée des familles, d'ailleurs ces dernières plébiscitent les modes de garde des enfants. En ce qui concerne l'attrait financier, si le pays se situe, par exemple, loin du Luxembourg, il reste l'un des premiers pays d'Europe si l'on suit ce critère.

Quant à l'enquête *Better Life* de l'OCDE, elle rappelle que le revenu disponible moyen par habitant est proche de la moyenne de l'OCDE, mais le patrimoine financier net des ménages est l'un des plus élevés de la zone.

• **La libre circulation n'est pas un vain mot pour les ressortissants de l'Union européenne: il est donc facile pour un Français de s'installer en Belgique.** En revanche, si vous vous installez et restez plus de trois mois, vous devrez vous présenter auprès de la commune de votre lieu de résidence pour y déposer une demande d'attestation d'enregistrement, muni notamment d'une pièce d'identité valide. Le titre délivré est valable cinq ans au maximum. Il permet aussi d'obtenir un numéro national qui est utilisé par les administrations publiques, des organismes publics ou privés, les notaires... Après cinq ans de séjour ininterrompu en Belgique, vous pourrez faire une demande pour obtenir un visa de résident permanent.

• **Les études prévoient une embellie sur le plan de l'emploi dans les années à venir.** Ainsi, le nombre d'emplois augmenterait surtout dans les branches d'activités industrielles et dans le secteur de la construction. Aujourd'hui, 70,1% des 20 à 64ans exercent un emploi. Ce taux n'avait jamais été atteint en Belgique. Et il augmente dans les catégories les plus précaires, à savoir les plus de 55 ans et les jeunes. Le taux d'emploi des ressortissants de l'Union européenne est assez élevé (72,2%), en particulier à Bruxelles (76,9%), ce qui s'explique par le fait que cette population est souvent très diplômée.

Le taux de chômage continue de diminuer et passe pour la première sous les 6%, en particulier dans les régions de Wallonie et de Flandre, qui enregistre les meilleurs résultats.

Pour trouver un emploi, il est possible de consulter ces sites : www.leforem.be - www.actiris.be - www.vdab.be www.adg.be

• **Ce petit pays est réputé pour son management horizontal, un rapport à la hiérarchie égalitaire, ce qui compte très certainement pour beaucoup dans le sentiment de bien-être que les Néerlandais affichent.** Les Pays-Bas obtiennent de bons résultats dans de nombreux indicateurs mis en évidence par l'enquête de l'OCDE *Better Life*. Le pays se positionne au premier rang dans le domaine de l'équilibre vie professionnelle-vie privée et au-dessus de la moyenne dans les dimensions des revenus et du patrimoine, de l'emploi et des salaires, du logement, de l'éducation et des compétences, de la satisfaction à l'égard de la vie, des liens sociaux, de la qualité de l'environnement, de la sécurité, de l'engagement civique et de la santé. En revanche, ici, le revenu moyen disponible ajusté net des ménages par habitant est de 28 783 USD par an, soit moins que la moyenne de 30 563 USD dans les pays de l'OCDE.

• **Ni visa ni passeport ne sont demandés aux ressortissants français.** Si vous souhaitez rester aux Pays-Bas plus de trois mois, en tant que ressortissants de l'Union européenne vous n'avez pas besoin de visa ni de permis de travail, mais vous devez toutefois vous inscrire auprès du Service néerlandais d'immigration et de naturalisation. Tout nouvel arrivant dans une grande ville doit également s'inscrire à la mairie de son lieu de résidence et il reçoit un numéro BSN (*Burgerservicenummer*) lui permettant d'ouvrir un compte en banque, d'acheter une voiture, etc.

• **Les Européens peuvent travailler librement aux Pays-Bas, à condition de s'inscrire auprès de la Police des étrangers et de disposer d'un permis de résidence.** Pour trouver un emploi, il est essentiel d'avoir fait de bonnes études et de posséder de bonnes compétences. D'ailleurs, les tests Pisa pour ce qui est de la compréhension de l'écrit, des mathématiques et des sciences présentent ici l'un de taux les plus élevés de l'OCDE. Les Pays-Bas ont un marché du travail très flexible. Plus d'un tiers de la main-d'œuvre travaille sur une base flexible (comme avec les contrats « zéro heure »), un quart avec un contrat d'intérim ou temporaire. Si le taux de chômage est l'un des plus bas d'Europe, à 3,7%, la situation de plein-emploi du pays cache cependant le fait qu'ici de nombreuses personnes travaillent à temps partiel.

Pour trouver un emploi, vous pouvez consulter ces sites : www.werk.nl - www.aveniremploi.nl - www.cfci.nl <https://undutchables.nl> - www.abroad-experience.com <https://bluelynx.com>

Qualité de vie

Facilités d'installation

Le marché de l'emploi

Belgique

• Comme partout en Europe, certaines entreprises sont confrontées à des difficultés de recrutement pour certaines professions. Chaque région publie une liste des métiers où l'on peine à recruter. La Wallonie a des difficultés à trouver des analystes business et informatique, des chauffeurs de poids lourds ou des chefs de chantier, des infirmiers, des opticiens et des pharmaciens... À Bruxelles, on manque de médecins, de puéricultrices, d'infirmiers, d'enseignants, de techniciens (en électronique, de laboratoire, des énergies...) ou encore d'ingénieurs, quand en région flamande on manque aussi de managers, de commerciaux ou de comptables. Les métiers d'avenir se trouvent aussi bien dans le bâtiment, comme chef de chantier, que dans les TIC avec des analystes ou des développeurs informatiques, des chefs de projet, des IT *security experts*, ou encore des technico-commerciaux...

• La Belgique se situe au carrefour des principaux marchés européens et ses infrastructures sont de qualité, notamment en matière de transport, logistique et télécommunications, et sa main-d'œuvre est qualifiée... autant de raisons pour un entrepreneur de s'installer en Belgique : 4 485 établissements français y sont ainsi présents. Les secteurs du commerce (1 719 établissements), notamment liés à l'automobile, de l'assurance (887) et de l'industrie manufacturière (272) sont les plus représentés. En tant qu'Européen, vous avez le droit de créer votre propre entreprise, une filiale ou une succursale ici. Les aides accordées dépendent de la société, du secteur et de la région choisie. Pour en savoir plus sur ces aides, contactez la Chambre française de commerce. Avec la déduction pour les intérêts notionnels, l'imposition des premiers apports financiers est quasi nulle. L'investisseur qui opte pour un investissement par ses fonds propres peut aussi bénéficier d'un droit d'enregistrement à taux zéro. Une fois installée, l'entreprise peut aussi bénéficier d'une exonération sur les plus-values des parts et actions qu'elle réalise. La Belgique est 45^e dans le classement *Doing Business* 2019.

• Le français étant l'une des langues officielles de la Belgique, les Français sont attirés par les universités et les écoles belges, d'autant plus que le pays est réputé pour proposer des cursus moins sélectifs qu'en France dans certaines disciplines (vétérinaire, kiné, orthophoniste...). Pour intégrer l'université, il faut avoir un bac (l'équivalent de « l'abitur » belge). Un étudiant doit pouvoir démontrer qu'il dispose d'une autonomie financière pour couvrir ses soins de santé, ses frais de séjour et d'études, en disposant au minimum de 654 €/mois.

Pays-Bas

• D'ici à la fin 2019, il est prévu que le nombre d'emplois augmente d'environ 50 000 unités dans le secteur des soins et du bien-être, et de 35 000 unités dans celui de la construction. Le développement durable est aussi un des secteurs clés en devenir et des opportunités existent dans l'agroalimentaire (deuxième exportateur mondial), les biotechs et la santé, les technologies de pointe, l'industrie chimique, les industries créatives, l'eau et l'énergie. Les technologies de l'information et de la communication sont également en fort développement. Par ailleurs, le télétravail est ici de plus en plus utilisé. Le e-commerce est aussi très développé aux Pays-Bas. En 2016, 95% de la population utilisait Internet. Avec le vieillissement de la population, des opportunités se créent dans l'assistance aux personnes vulnérables, la télémédecine ou l'aide technologique.

• L'économie néerlandaise est parmi les plus ouvertes au monde. L'environnement fiscal pour les sociétés internationales y est très attractif, en grande partie grâce au taux d'imposition sur les sociétés, à un niveau inférieur à celui de la moyenne de l'UE (21% contre 23%). Malgré le coût élevé d'une main-d'œuvre souvent qualifiée, les Pays-Bas étaient classés 36^e en 2018 dans la liste des pays où il est aisé de faire des affaires, selon le classement *Doing Business*. Les investissements étrangers vont plus particulièrement vers les activités de finance et d'assurance, le secteur manufacturier, le commerce de gros et de détail, l'immobilier, l'information et la communication. La région de Randstad (conurbation réunissant les villes d'Utrecht, Amsterdam, La Haye et Rotterdam) est la zone la plus attractive du pays, notamment en raison de son emplacement stratégique (près de l'aéroport Schiphol d'Amsterdam et du port de Rotterdam). Pour obtenir des informations sur les aides possibles à l'implantation, vous pouvez consulter l'Agence néerlandaise pour l'investissement étranger et l'Agence néerlandaise pour le commerce extérieur. Le club Adefi vous aidera aussi dans votre développement.

• Il est important de maîtriser *a minima* l'anglais pour pouvoir s'inscrire dans une faculté néerlandaise. Les Pays-Bas sont d'ailleurs la première nation non-anglophone à proposer autant de formations en anglais. Une fois inscrit, l'étudiant français se voit délivrer une carte de séjour étudiant portant une mention lui interdisant de bénéficier du denier public. Certaines facs accueillent jusqu'à 36% d'étudiants en provenance d'autres pays. La plupart de ces universités exigent un examen d'entrée ou l'obtention d'un diplôme d'enseignement secondaire.

Belgique

• Si vous vous installez en Wallonie, vous pourrez vous servir d'un logiciel en ligne qui donne un montant de loyer indicatif pour la zone et le type de logement recherchés (http://lampspw.wallonie.be/dgo4/site_grilleloyers/) À Bruxelles, vous pouvez aussi rechercher le juste prix sur : <https://loyers.brussels/>. Ici, les prix sont beaucoup moins élevés qu'à Paris. Ainsi, un petit 3-pièces se loue aux alentours de 550 €, comme à Namur. En revanche, les prix à l'achat n'ont cessé d'augmenter pour les maisons (+3,2% cette année). En 2018, le prix moyen d'une villa était de 362 913 euros et celui d'un appartement de 226 901 euros.

Pour consulter des offres :

www.immoweb.be/fr - www.vlan.be - www.quefaire.be

• Si vous travaillez en Belgique, vous serez couvert par le régime de protection sociale. Attention, la santé est gérée différemment selon les régions. Tout travailleur est obligé de s'affilier à une mutuelle avec un délai de carence obligatoire de six mois. Les résidents français doivent s'inscrire à une Mutualité ou à la Caisse auxiliaire d'assurance-maladie invalidité (CAAMI). L'assurance complémentaire permet de meilleurs remboursements en ce qui concerne les soins hospitaliers, les aides et soins à domicile... Le système de santé belge se positionne à la 4^e place européenne, selon le rapport de l'entreprise suédoise Health Consumer Powerhouse.

• Ici, pas d'impôt sur la fortune, l'impôt qui est perçu sur les revenus issus de placements financiers est moins élevé qu'en France, pas de taxe sur les plus-values des ventes des actions... La Wallonie a aussi mis en place un régime de taxation permettant la transmission des parts d'une entreprise par voie de succession ou donation soumise à un taux de 0% (sous conditions). Les travailleurs expatriés temporaire sont soumis à un régime fiscal spécial: seuls le revenu perçu pour les activités exercées en Belgique est imposable. En outre, les cadres étrangers peuvent bénéficier d'un grand nombre de frais remboursés par l'employeur, et non imposables. Mais attention: au-delà de 34 330 €, 50% du revenu est taxé.

• Le coût de la vie est un peu moins élevé en Belgique, mais pour les retraités moyens la fiscalité n'est guère attractive. Concernant les démarches administratives, vous devrez transférer vos droits à l'Assurance-maladie afin de bénéficier de la prise en charge des soins selon les règles du régime belge, en remplissant avant votre départ le formulaire E 121/S1 auprès de votre caisse de retraite.

Pays-Bas

• Il y a une vraie pression sur le marché de l'immobilier, ce qui implique des prix de logements à la location assez élevés. Mais il est plus intéressant d'acheter que de louer si l'on reste assez longtemps dans le pays, les prix à l'achat étant eux moins élevés qu'en France. Cependant, pour accéder à la propriété d'un bien immobilier, il faut vivre dans le pays depuis au moins six mois. Amsterdam est beaucoup plus chère que les autres villes du pays. Ici, en fonction des quartiers, vous pourrez louer un 80 m² à 1 800 €/mois ou une maison de 100 m² pour 1 100 €/mois.

Pour consulter des offres :

www.nvm.nl - www.funda.nl - www.pararius.com/english
www.huurwoningen.nl/in/den-haag

• Si vous vous installez aux Pays-Bas, vous devrez souscrire à une complémentaire santé «*de zorgverzekering*» : vous aurez quatre mois pour y souscrire dès lors que vous aurez obtenu tous les papiers nécessaires à votre installation sur le territoire. Adhérer au plan d'assurance national est automatique pour tout résident dans le pays, mais cette assurance couvre les frais médicaux courants aux personnes dont les revenus ne dépassent pas un certain seuil. Pour consulter un spécialiste, vous devrez passer d'abord par son médecin de famille («*huisarts*»). Les Pays-Bas occupent le premier rang du rapport 2018 de l'ONG Health Consumer Powerhouse.

• Le barème d'impôt sur le revenu aux Pays-Bas est le suivant : première tranche de 0 à 19 982 € : 36,55%. De 19 983 à 67 072 € : 42%. Plus de 67 073 € : 52%. Les expatriés aux compétences rares sur le marché local peuvent prétendre à une exemption de taxe de 30% de leur salaire (à la condition de toucher un salaire d'au moins 28 350 € net pour les moins de 30 ans et 37 296 € net pour les autres). Pour cela, il faut que l'employeur effectue une requête auprès des autorités fiscales dans les quatre mois suivant le début de l'activité. Par ailleurs, la majorité de vos plus-values n'est pas imposable. L'Etat considère que le patrimoine des ménages rapporte, et il est taxé à environ 1,2%. Mais c'est le seul impôt qui pèse sur lui.

• Passer sa retraite aux Pays-Bas n'a pas réellement d'intérêt d'un point de vue purement économique pour celles et ceux qui ont passé leur vie professionnelle ailleurs. En effet, le coût de la vie est ici globalement plus élevé qu'en France, et les avantages fiscaux sur les plus-values sont insuffisamment attractifs.

Accès
au logement

Accès
à la santé

Fiscalité

Passer
sa retraite

BANC D'ESSAI

Dubaï VS Abou Dhabi

Ces deux émirats font partie des Emirats arabes unis, un pays qui offre l'un des niveaux de revenu par habitant les plus élevés au monde. La communauté française est ici la troisième plus importante du Moyen-Orient (avec plus de 22 000 ressortissants), les deux tiers des Français étant installés à Dubaï, réputé plus tolérant.



Dubaï

© P&F



Abou Dhabi

© P&F

Gouvernance

Dubaï

• **Dubaï est le deuxième plus grand émirat de la Fédération.** Situé sur le golfe Persique, il est connu pour ses projets touristiques gigantesques et luxueux. Dubaï est aussi l'émirat qui constitue la plateforme commerciale des Emirats grâce à ses infrastructures aéroportuaires et portuaires. Cette monarchie héréditaire est gouvernée par l'émir actuel, Mohammed ben Rachid Al Maktoum qui est aussi vice-président, Premier ministre et ministre de la Défense des Émirats arabes unis. Ici, comme ailleurs dans les E.A.U., les habitants n'ont aucun droit politique et un contrôle fort s'exerce sur la liberté d'expression. Pour autant, à Dubaï, les femmes sont un peu plus libres que dans les autres Emirats, la loi y est moins strictement respectée, cet émirat est moins conservateur, plus ouvert.

Abou Dhabi

• **Abou Dhabi est le plus grand émirat de la fédération (80,5% de sa superficie), situé au sud et à l'ouest, avec un littoral de plus de 700 km et quelque 200 îles.** C'est là que se trouve la capitale de l'E.A.U. Abou Dhabi concentre 90% des réserves pétrolières des Emirats, et 8% des réserves mondiales, ce qui permet à ses ressortissants de bénéficier de l'un des plus hauts revenus du monde par habitant. Le monarque qui règne d'une main de fer sur cet émirat est Khalifa ben Zayed Al Nahyane, qui est aussi président des E.A.U. depuis 2004. Ici, le droit de vote n'existe pas, et un rapport de l'ONU a noté un durcissement de la censure, des violations répétées des droits de l'Homme. À Abou Dhabi, les femmes sont aussi très discriminées. Les Emirats sont par ailleurs fortement impliqués dans la guerre au Yémen.

• **Connu pour ses salaires élevés, Dubaï a cependant vu la situation évoluer: ses récentes difficultés ont fait chuter la moyenne des salaires, passant de 45 000 \$ à 37 000 \$ en à peine cinq ans!** Néanmoins, l'enquête d'HSBC d'Expat Explorer Survey 2018 positionne les Emirats arabes unis à la 10^e place des destinations les plus opportunes pour s'expatrier (selon des critères économiques et de qualité de vie globale). La principale raison qui pousse les Occidentaux à s'expatrier ici est la volonté de voir croître leurs gains et de pouvoir économiser. Cela malgré le fait que Dubaï soit l'une des villes les plus chères du monde, 26^e selon le classement Mercer, qui classe cependant la ville comme étant celle où il fait le meilleur vivre au Moyen-Orient et en Afrique (74^e place au classement global). Dubaï apparaît souvent dans les études comme une ville offrant les meilleurs cadres de vie professionnelle et privée. On y recense d'ailleurs de nombreux événements culturels, artistiques et sportifs.

• **La première des choses est d'obtenir un permis de résidence qui est délivré par le département de l'immigration (Direction générale de naturalisation et de résidence) sur présentation d'un certain nombre de justificatifs (diplômes, livret de famille, inscription scolaire, etc.) pour une durée de trois ans renouvelable.** Il est illégal de travailler à Dubaï avec un visa touristique. En revanche, il est possible de le transformer en visa de travail. Vous devez trouver un sponsor, et votre employeur devra ensuite postuler pour que vous obteniez ce visa. Un sponsor peut être un employeur, un membre de la famille proche, un habitant de Dubaï, ou vous-même à la condition d'investir dans l'Emirat (en achetant par exemple un bien immobilier ou en créant une entreprise).

• **Attention, ici, si les emplois sont bien rémunérés, il faut beaucoup travailler!** Il n'est pas rare d'avoir des contrats de 49 heures par semaine et de devoir travailler parfois plus de 60 heures! En outre, la concurrence est cosmopolite et fort diplômée. Les Français sont surtout installés à Dubaï et travaillent principalement dans les métiers liés à l'extraction des hydrocarbures, l'industrie et le tourisme.

Quelques sites pour trouver un emploi :

www.Dubaijobs.net

www.goDubai.com/citylife/empagencies.asp

• **À Abou Dhabi, moins tolérante que Dubaï, il n'est pas rare que les expatriés souffrent de solitude.** Autre point négatif, l'implication militaire d'Abou Dhabi au Yémen, ce qui impacte négativement l'image de l'émirat sur le plan économique comme en termes d'attractivité des affaires. Abou Dhabi est aussi désormais l'une des villes les plus chères du monde, 40^e selon le classement Mercer, et à la 77^e place pour ce qui concerne la qualité de vie des expatriés. En revanche, Abou Dhabi affiche un fort taux de sécurité, ce qui permet aux expatriés de ne pas craindre le vol ou les arnaques en tout genre. Et comme ailleurs dans les Emirats, il est très facile de manger « à l'occidentale » en fréquentant les supermarchés français (comme Carrefour). L'émirat compte deux écoles françaises (primaire, collège et lycée). Et s'ils sont moins nombreux qu'à Dubaï, il existe néanmoins des événements culturels et sportifs que l'on peut retrouver sur le site de Time Out (www.timeoutabudhabi.com).

• **Les permis de travail sont délivrés par le ministère des Ressources humaines et de l'Émiration (MoHRE).** C'est votre employeur qui en fait la demande. Ce permis est valide deux mois à partir de la date d'émission. Une fois sur place, votre employeur se chargera de toutes les formalités: examens médicaux, délivrance de la carte d'identité, de la carte de travail et du permis de résidence et de travail. Le permis de résidence et de travail est établi par la Direction générale de résidence et des Affaires étrangères (GDRFA) de l'Emirat.

• **Dans cet émirat, il n'est pas rare que l'on privilégie l'emploi des locaux quand c'est possible.** Ce marché de l'emploi est très concurrentiel, il est essentiel de parler anglais et d'être très diplômé. Abou Dhabi est la principale place financière et pétrolière de la région, des secteurs qui recrutent traditionnellement. Les Français sur place travaillent en priorité en tant qu'enseignant, dans l'hôtellerie, dans le luxe.

Vous pouvez consulter ces sites pour trouver des offres :

<https://jobs.abudhabi.ae/en/>

www.bayt.com/fr/uae/

Qualité de vie

Facilités d'installation

Le marché de l'emploi

Les bons plans emploi

Dubai

- L'émirat de Dubai offre de réelles opportunités aux jeunes Français, en particulier ceux qui parlent arabe, français et anglais.

Dubai possède, avec sa plateforme commerciale, des infrastructures portuaires et aéroportuaires de premier plan qui sont autant d'opportunités d'emploi. L'Exposition universelle de 2020 devrait encore plus doper les activités liées au BTP et aux transports (par exemple, le réseau métropolitain de Dubai s'étend). En tant que Français, vous avez un atout majeur à jouer dans les secteurs de la restauration et de l'hôtellerie, dans l'industrie lourde, les énergies renouvelables et les nouvelles technologies.

Environnement des affaires

- À la 11^e place du classement général Doing Business qui mesure la facilité à réaliser des affaires, les Emirats arabes unis sont les mieux classés des pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord.

En tant qu'étranger, vous avez trois possibilités pour le lancement de votre entreprise à Dubai: la société offshore (sans pouvoir ouvrir de bureaux), la société free-zone (exonération de taxes sur les bénéfices et les plus-values, sans retenue à la source sur les dividendes distribués), la société locale (mais 51% du capital doit être détenu par un Emirati).

Dans les zones franches (Dubai International Financial Centre, Jebel Ali Free Zone, Dubai Media City), les sociétés peuvent être détenues à 100% par des capitaux étrangers, aucun impôt n'est prélevé, et aucun seuil sur le rapatriement des capitaux n'existe.

Les + Étudiants

- Les étudiants doivent obtenir un visa relatif à ce statut. Cela suppose d'être parrainé par une institution universitaire ou d'enseignement reconnue par le ministère émirien de l'Enseignement supérieur. Les études ont un coût: environ 10 000 \$/an. Pour étudier à Dubai, les expatriés doivent être en possession d'un visa d'études. Pour l'obtenir, ils doivent se rapprocher de leur futur établissement de formation et demander un parrainage de cette université. L'Université américaine (*American University*) y prodigue ses cours, exclusivement en anglais.

Abou Dhabi

- Abou Dhabi mise sur l'investissement dans les énergies alternatives, notamment dans un parc de centrales nucléaires et les énergies renouvelables (avec Masdar, la *smart city*, notamment). L'émirat joue également la carte de la culture, avec sa copie du musée du Louvre et la future copie du musée Guggenheim sur la même île de Saadiyat et ses investissements (pour plus d'un milliard). À noter également, les investissements consentis dans l'industrie cinématographique et les médias, à l'image de «Twofor54», cette zone franche consacrée aux médias depuis 2008, le pendant de Dubai Media City, créée en 2001.

- Abou Dhabi se caractérise par l'absence de contrôle des changes, un secteur bancaire fiable, une bonne position géostratégique, une main-d'œuvre bon marché...

Dans une démarche de création, le plus simple est d'installer son entreprise dans l'une des cinq zones franches de l'émirat : Abu Dhabi Global Market (finance), Abu Dhabi Airports Company (logistique), Kizad (industriel), Masdar City (technologies vertes), Twofour54 (médias et communication). Les avantages sont nombreux: exonération de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur le revenu, rapatriement complet des bénéfices, règles et règlements indépendants, exemption des droits de douane.

À noter que le fonds de la CCIF Abou Dhabi encourage les entrepreneurs français sur cet émirat avec une aide remboursable.

- Là aussi, les étudiants doivent obtenir un visa d'étudiant qui exige qu'ils soient parrainés par une institution universitaire ou d'enseignement reconnue par le ministère émirien de l'Enseignement supérieur pour un coût identique à Dubai, environ 10 000 \$/an.

L'université Paris-Sorbonne s'est implantée à Abou Dhabi. Tout au long de l'année, des enseignants venus de Paris viennent y prodiguer un enseignement intensif. C'est la seule université francophone du Golfe et elle attire de nombreux étudiants du Moyen-Orient.



• **Les loyers ont plutôt tendance à baisser actuellement, mais le problème est plutôt de devoir payer une année de loyer avant d'emménager, une condition souvent exigée par les propriétaires si vous ne passez pas par votre entreprise.** La presque totalité des immeubles de Dubaï proposent des services tels qu'une piscine, un court de squash, ou encore une salle de gym... Pour trouver un logement dans les *compound* (quartiers pour étrangers) vous devrez passer par un agent immobilier.

Pour trouver un logement :
<https://Dubai.dubizzle.com/>

• **Les établissements de santé de l'Emirat sont ultramodernes avec cliniques, hôpitaux publics et privés et centres de santé.** Pour y accéder, vous devrez être titulaire d'une carte de santé qui vous sera remise au moment de votre arrivée aux Emirats. Tous les ressortissants étrangers vivant à Dubaï sont tenus de souscrire une assurance santé minimale en passant par l'autorité pour la santé de Dubaï (DHA). Cette assurance-maladie couvre les soins d'urgence et les visites chez le généraliste, les examens médicaux, les médicaments...

• **Une première dans le Golfe: les Emirats ont introduit une TVA à 5% en 2018.** Cela permettra au pays de diversifier ses revenus. Les contribuables ne paient aucun impôt, sur le revenu comme sur les sociétés. Une convention fiscale a été signée entre les Emirats arabes unis et la France.

• **Dubaï attire les retraités les plus fortunés puisqu'ils seront exemptés de l'impôt sur leur retraite.** Son mode de vie, plus permissif peut attirer certaines personnes qui auraient déjà eu une expérience de travail à Dubaï. Le gouvernement émirati vient de voter l'instauration d'un visa destiné aux retraités étrangers, applicable dès 2019. Seuls les plus fortunés devraient être concernés par cette mesure puisque pour candidater il faut avoir au minimum 1million de dirhams émiratis (233000 €) sur son compte en banque, des revenus mensuels de plus de 2000dirhams (4 600 €) ou une propriété foncière d'au moins 2millions de dirhams (466 000 €) dans le pays.

• **Il est fréquent de s'installer d'abord dans un hôtel avant de trouver un appartement que vous pourrez louer meublé ou pas.**

Al Khadiya et la Corniche, ainsi que les villas familiales de Khalifa City A sont les zones les plus recherchées par les expatriés. Comme à Dubaï, la plupart d'entre eux ont choisi les *compound* pour se loger. Ils ont aussi désormais la possibilité de faire l'acquisition d'un bien immobilier à Abu Dhabi.

Pour trouver des offres :
<https://abudhabi.dubizzle.com/>
www.propertyfinder.ae/en/rent/abu-dhabi/properties-for-rent.html

• **À Abu Dhabi la santé est gérée par le Health Authority Abu Dhabi.** Les étrangers doivent souscrire une assurance santé obligatoire qui doit couvrir l'hospitalisation, les soins chez le généraliste et le spécialiste, les tests et examens prescrits, les urgences et la maternité. Les coûts des soins sont élevés, l'équivalent de 80€ chez un généraliste, 200 € chez un spécialiste. Il existe plusieurs hôpitaux extrêmement modernes à Abu Dhabi, privés comme publics, ces derniers étant accessibles avec sa carte d'assuré.

• **La fiscalité qui s'exerce à Dubaï s'applique de la même façon à Abu Dhabi.**

• **Abu Dhabi est une destination jusqu'à présent moins prisée des retraités, sans doute parce qu'elle accueille moins d'actifs français que Dubaï, plus tolérant.** Par ailleurs l'instauration du visa destiné aux retraités étrangers et les conditions afférentes à son application sont les mêmes que celles qui sont appliquées à Dubaï (*lire ci-contre*).

Accès
au logement

Accès
à la santé

Fiscalité

Passer
sa retraite

BANC D'ESSAI

Japon VS Corée du Sud

Longtemps sous domination japonaise, indépendante après la Seconde Guerre mondiale, la Corée du Sud est devenue au fil des ans une redoutable puissance économique dont l'emblème de la réussite est sans aucun doute Samsung. Mais le pays reste cependant toujours dans l'ombre de son puissant voisin et est relativement méconnu des Occidentaux. Le Japon accueille d'ailleurs trois fois plus de Français.



Tokyo

Séoul

Japon

Gouvernance

• L'empereur, actuellement Akihito, est le chef d'Etat de cette monarchie constitutionnelle mais son pouvoir est réduit à un rôle cérémoniel, tandis que le cabinet dirige le gouvernement avec son Premier ministre élu par la Diète et ses autres ministres d'Etat. La Diète, composée de deux chambres, assure le pouvoir législatif.

Le Parti libéral-démocrate exerce le pouvoir depuis 1955, à de rares exceptions près. Issu de ses rangs, Shinzō Abe est l'actuel Premier ministre. Nationaliste convaincu, connu pour son intransigeance, il a lancé plusieurs réformes visant à un assouplissement de la masse monétaire, une politique fiscale flexible et une dérégulation du secteur économique. Il souhaite aussi augmenter les dépenses militaires, notamment pour répondre aux menaces nord-coréennes.

Corée du Sud

• Cette démocratie parlementaire créée après la Seconde Guerre mondiale a connu ces dernières années un réel boom économique pour devenir la 11^e puissance mondiale. Son actuel chef de l'Etat, le progressiste Moon Jae-in, a mis en place certaines réformes comme la réduction du temps de travail (de 68 à 52 heures, et depuis le 1^{er} juillet 2018 les entreprises qui emploient plus de 300 employés doivent se conformer à la semaine de 40 heures maximum) et la hausse du salaire minimum (16,4%). Mais le ralentissement de l'économie (2,8% en 2018) l'a contraint à freiner le rythme de ses réformes au milieu de l'année 2018.

Le Président a maintenu le dialogue avec sa voisine la Corée du Nord, multipliant les gestes d'apaisement au début de l'année 2018 et permettant notamment le dialogue entre Donald Trump et Kim Jong-un. Les dirigeants des deux Corées se sont engagés en faveur d'une « dénucléarisation totale » de la péninsule coréenne, et à transformer la zone démilitarisée qui sépare les deux pays en une « zone de paix ».

• **Le Japon ne figure pas parmi les premières destinations préférées des expatriés, et cela malgré ses salaires élevés et ses excellentes opportunités de carrière.** Selon Expat Insider 2018, le pays occupe la 42^e place, mais continue néanmoins d'obtenir d'excellents scores en termes de sécurité, de santé et de bien-être, de facilités de transport. Du côté de l'Expat Explorer Survey de HSBC, le Japon n'apparaît qu'en 30^e position. Pour l'enquête *Better Life* de l'OCDE, le Japon se positionne à la première place dans le thème de la sécurité, et au-dessus de la moyenne dans les dimensions du revenu et de patrimoine, de l'éducation et des compétences, de l'emploi et des salaires, et de la qualité de l'environnement. Il se classe en dessous de la moyenne dans les thèmes du logement, de l'engagement civique, de la satisfaction à l'égard de la vie, des liens sociaux, de l'équilibre vie professionnelle-vie privée, et de la santé.

• **Pour pouvoir travailler au Japon, il faut un statut de résident permettant d'obtenir un visa de travail,** demandé par l'entreprise qui va vous employer, vous « sponsorer ». Les nouveaux résidents étrangers doivent aller s'inscrire à la mairie de leur arrondissement de résidence *kuyakusho*, dès leur arrivée. Les résidents étrangers inscrits à la mairie seront ensuite éligibles à un certificat de résidence nécessaire pour certaines formalités administratives. Il existe près d'une trentaine de visas de résidence (universitaire, artiste, religieux, journaliste, dirigeant d'entreprise...). Le visa de travail s'adresse le plus souvent à une main-d'œuvre hautement qualifiée et est valable de six à douze mois, voire trois ans au maximum pour un dirigeant. Ce statut vous cantonnera dans un certain type d'emploi, attention à bien le choisir.

• **Les Japonais ne sont pas très ouverts aux travailleurs étrangers.** Néanmoins, si vous apportez une véritable expertise, différente de celle que l'on trouve sur le marché de l'emploi nippon, vous aurez de grandes chances de trouver un emploi... à la condition bien sûr de maîtriser la langue!

Ici, le taux de chômage est inférieur à 3%, offrant ainsi une situation de plein-emploi à une population vieillissante qu'il est parfois difficile de remplacer. Les Français sont recherchés dans des secteurs bien spécifiques et très dissimilaires, qui vont de celui de la boulangerie à l'informatique.

Pour trouver un emploi, il est possible de consulter ces sites :
www.gaijinpot.com - www.afj-japon.org
jsite.mhlw.go.jp - www.kimiwillbe.com
www.tokyconnections.com

• **Au pays du Matin calme, les Français, quoique moins nombreux qu'au Japon, sont de plus en plus nombreux à s'installer.** Le pays a la cote, même s'il n'occupe pas les meilleures places du classement de l'enquête Expat Insider 2018 (le pays est placé en 41^e position). L'enquête souligne la bonne position du pays en ce qui concerne la qualité de son débit internet, des transports, des soins, de la sécurité ; un classement qui chute dès lors que l'on parle développement personnel ou loisirs. L'enquête *Better Life* de l'OCDE a positionné le pays au-dessus de la moyenne en ce qui concerne le logement, l'engagement civique, l'éducation et les compétences, l'emploi et les salaires. En revanche, la Corée du Sud se classe sous la moyenne dans les thèmes du revenu et du patrimoine, de la satisfaction à l'égard de la vie, de la qualité de l'environnement, de la santé, des liens sociaux, de la sécurité et de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée.

• **Pour s'installer en Corée du Sud, il est nécessaire d'être en possession d'un visa et d'un permis de travail avant son départ de France.** Seul l'employeur est habilité à en faire la demande auprès de l'ambassade. Le visa délivré dépend de l'emploi auquel on postule. Pour être en règle, une fois son lieu de résidence choisi, il faut une carte pour étranger (« *foreigner registration card* ») à solliciter auprès du bureau de l'immigration, ainsi qu'un permis de résidence que l'on obtient en prenant rendez-vous avec le service de l'immigration le plus proche de son domicile (www.hikorea.go.kr).

• **Pôle d'innovation incontournable de cette zone, la Corée du Sud connaît peu le chômage, et sa croissance ne faiblit pas.** Mais comme le Japon, le pays est confronté à un vieillissement de sa population, ce qui pousse les entreprises à recruter une main-d'œuvre étrangère qualifiée et jeune. La Corée du Sud est, selon le classement Bloomberg, le premier pays dans la R&D. L'industrie coréenne figure parmi les leaders mondiaux de l'automobile (Hyundai Kia), de la pétrochimie, de l'électronique (Samsung et LG) et de la construction industrielle. Vous trouverez de nombreuses offres d'emploi dans les secteurs de la robotique, de la biotechnologie, de l'environnement. Mais les Français sont recherchés dans les secteurs du tourisme, des cosmétiques, du luxe et de l'œnologie.

Vous trouverez des offres sur ces sites :

<https://manpower.co.kr/index.asp>
<https://korea.xpatjobs.com/jobs-in/south>
<https://kp.tiptopjob.com/search/tiptopresults.asp>

Qualité de vie

Facilités d'installation

Le marché de l'emploi

Les bons plans emploi

Environnement des affaires

Les + Étudiants

Japon

• Comme il n'est pas simple de trouver un emploi pour un étranger au Japon, il peut être intéressant de passer par le Visa Vacances-Travail (PVT) qui permet aux Français de vivre un an dans le pays et d'y exercer n'importe quelle activité professionnelle (sauf dans les bars et boîtes de nuit).

Le secteur probablement le plus porteur est celui de l'enseignement du français, avec de nombreux postes proposés, suivi par le secteur de la restauration. Il existe même une Amicale des cuisiniers et pâtisseries français au Japon (www.acpfj.com/index.php?option=com_content&view=category&id=90&Itemid=115).

Il existe aussi un programme particulier, le JET, dont l'objectif est d'inviter des jeunes de pays étrangers au sein des collectivités locales ainsi que dans des établissements scolaires afin de promouvoir la compréhension mutuelle entre le Japon et la France (www.fr.emb-japan.go.jp/education/JET/).

• Le marché japonais offre de multiples opportunités aux PME françaises, en particulier dans les secteurs où la France bénéficie d'une réelle renommée, comme la mode, la gastronomie et l'art de vivre. Mais c'est également vrai d'autres domaines comme ceux de l'industrie et des technologies. Il existe de réelles niches pour les entreprises dans les domaines du BTP, de la décoration d'intérieur, des transports, des technologies de l'information ou encore du marketing sportif et de l'événementiel.

Enfin, en raison du fort vieillissement de la population, il existe au Japon un secteur qui se développe rapidement, celui de la « *silver economy* ». Attention, si la législation a évolué ces dernières années et s'est simplifiée, il n'en reste pas moins que les réglementations restent lourdes et difficiles à appréhender.

• Le Japon est l'un des pays les plus performants pour ce qui est de la qualité de son système éducatif. Les étudiants étrangers partant au Japon sans accords ni partenariat doivent passer un test nommé EJU (*Examination for Japanese University Admission for International Students*) qui évalue leur niveau général et leur niveau de japonais. Il est aussi possible de passer par l'une des centaines d'établissements français qui possèdent des accords d'échanges avec des universités japonaises. Le visa étudiant est à demander au moins six à neuf mois avant de partir et avec en sa possession la lettre d'admission de l'université qui vous accueille (*Certificate of Eligibility*).

Corée du Sud

• Busan ou Séoul sont des destinations idéales pour les jeunes qui peuvent partir en PVT. Un quota de 2000 places est réservé aux Français, quota qui n'a jamais été atteint, vous avez donc toutes vos chances ! Avec ce visa, vous pourrez travailler 25 heures/semaine, mais vous ne pourrez pas exercer tous les métiers (l'enseignement, la médecine, l'ingénierie... sont par exemple interdits). Le pays connaît un vrai retard en ce qui concerne le développement des énergies renouvelables, un retard qu'il cherche à rattraper : c'est donc le moment de postuler dans ce secteur si vous avez déjà une première expérience.

Les entreprises françaises sont de plus en plus présentes sur le territoire (deuxième puissance européenne à investir dans le pays, après les Pays-Bas), il ne faut donc pas hésiter à les contacter, surtout si vous parlez coréen.

La plupart des emplois se trouvent sur les forums ou les blogs, d'où la nécessité de travailler ses réseaux en Corée.

• La Corée du Sud occupe la 5^e place du classement international sur le climat des affaires Doing Business 2019 édité, comme chaque année, par la Banque mondiale. Il y est facile de créer son entreprise, de se raccorder à l'électricité, d'obtenir un permis de construire (dix jours en moyenne), de créer son entreprise (quatre jours en moyenne), d'effectuer des transferts de propriété, etc.

Et particulièrement si vous avez déjà un capital disponible. Il est toujours difficile d'y obtenir un prêt malgré les assouplissements mis en place ces derniers mois.

Les Français sont nombreux à investir dans l'immobilier, même si désormais les prix tendent à se stabiliser. Il est préférable de se faire assister d'un avocat pour concrétiser son projet.

• Pour étudier dans une université coréenne, il vous faudra faire la demande d'un visa spécifique auprès de l'ambassade de France seulement après avoir obtenu l'accord de l'université. La Corée est réputée pour son éducation très compétitive. Différents classements mondiaux positionnent la Corée du Sud en tête des établissements d'enseignement supérieur. Le Times Higher Education et le QS World University Rankings placent cinq établissements en haut de leur classement : Séoul National University, Korea Advanced Institute of Science & Technology, Pohang University of Science and Technology, Korea University, Sungkyunkwan University.

Japon

• **Pas toujours facile de trouver un logement quand on est étranger.** Le plus simple est de passer par une agence immobilière. Attention, il vous faudra presque à coup sûr un référent japonais qui vous servira de garant. Vous devrez préférer des immeubles aux normes antisismiques les plus récentes, le pays étant dangereusement soumis à de nombreux tremblements de terre. Les baux sont en général d'une durée de deux ans. Dans les grandes villes comme Tokyo, Yokohama, Kobe, Saitama ou Osaka, un studio coûte en moyenne entre 500 et 600 €/mois, les chambres chez l'habitant sont globalement aux mêmes tarifs. Attention, soyez respectueux des règlements, sinon l'agence qui vous aura aidé à trouver un logement pourrait vous demander de quitter les lieux...

Pour consulter des offres :

www.tokyocityapartments.net - <https://en.leopalace21.com>

www.sakura-house.com/fr

• **En termes de santé, l'espérance de vie à la naissance au Japon est de 84 ans, soit quatre ans de plus que la moyenne de l'OCDE et l'une des plus élevées de la zone OCDE.** La qualité des soins est excellente au Japon, le système de Sécurité sociale local rembourse jusqu'à 70% des frais médicaux, jusqu'à 80% pour les étudiants. Mais pour les soins non pris en charge, étant donné leur coût, il est conseillé de prendre une assurance spécifique. Pour les salariés, l'adhésion à la Sécurité sociale est automatique, mais les étudiants doivent se rendre au service de Sécurité sociale le plus proche de leur lieu de résidence pour souscrire une adhésion payante.

• **Il existe une convention de non-double imposition avec le Japon: les résidents permanents payent à ce pays leurs impôts sur leurs revenus en provenance du Japon et d'ailleurs.** Les taux de l'impôt sur le revenu vont de 5% à 40% répartis en six tranches, et les résidents payent en plus une taxe de séjour. Il est possible d'effectuer de nombreuses réductions (pour conjoint, pour enfant à charge, pour prime d'assurance-vie, pour cotisations sociales...).

• **Pour passer ses vieux jours au pays du Soleil levant, aucun visa n'est demandé, en revanche vous devrez solliciter une carte de résident.** Le Japon n'est pas forcément plus cher que la France : les restaurants sont plus accessibles, les loyers sont équivalents (sauf à Tokyo) même si les charges y sont un peu plus élevées.

Corée du Sud

• **Ici, pas de difficulté particulière pour trouver un logement.** Il faudra compter entre 500 €/mois pour un studio et 1000 € pour un 3-pièces, avec des variations selon les villes et les quartiers. Les cautions en revanche sont assez chères (au moins trois fois le loyer), les baux sont au minimum de six mois, et la colocation est une solution prisée des jeunes qui viennent de s'installer en Corée. Il est aussi possible de louer une chambre (« *go-shiwons*»). À Seoul, les quartiers chics sont ceux de Gangnam, Apgujeong et Sinsa, le quartier international est Itaewon et le quartier traditionnel est Insadong. Pour trouver un logement, le plus simple est de passer par une agence immobilière et, de préférence, accompagné d'un Coréen, vous aurez ainsi accès à des offres plus intéressantes.

Quelques sites pour trouver un logement :

<https://seoul.craigslist.org/search/hhh>

www.wimdu.com - www.companyvauban.com/fr

• **Si la qualité des soins est excellente en Corée du Sud, il vous en coûtera quelque argent pour vous faire soigner, car ici les hôpitaux privés, donc chers, sont plutôt la norme, notamment en cas d'hospitalisation.** L'espérance de vie y est de 82,2 ans, ce qui reste élevé. L'Institut Legatum publie une enquête sur la prospérité des pays et mesure la santé. La Corée du Sud y occupe la 15^e place. L'institution nationale d'assurance-maladie couvre tous les salariés, mais seule une partie des soins est prise en charge. C'est pourquoi, comme au Japon, il est fortement recommandé de souscrire une assurance privée avant de s'y installer.

• **Les résidents en Corée du Sud sont imposés sur l'ensemble de leurs revenus.** Les non-résidents, sont imposés sur les seuls revenus perçus en Corée. Les résidents étrangers bénéficient de conditions fiscales privilégiées. Ils ont le choix d'opter pour un abattement de 30% sur le revenu imposable ou d'opter pour un taux d'imposition unique de 18,7% non progressif et sans possibilité d'abattement. Si vous optez pour l'abattement de 30%, le taux d'imposition sera le suivant: < 12 millions de wons (/an): 6,6%. Entre 12 et 46 millions de wons : 16,5%. Entre 46 et 88 millions de wons : 26,4%. + 88 millions de wons : 36,3%

• **Pas de visa spécifique pour les retraités qui souhaitent s'installer en Corée du Sud.** Il est donc très compliqué, si l'on n'a pas de lien de parenté avec des Coréens, de vivre dans ce pays quand on n'y travaille pas.

Accès
au logement

Accès
à la santé

Fiscalité

Passer
sa retraite

BANC D'ESSAI

Sénégal VS Côte d'Ivoire

Voici deux pays francophones qui ont tous deux une histoire commune avec la France, accueillant chacun plusieurs milliers de Français. Si le Sénégal présente davantage de gages en termes de stabilité politique, la Côte d'Ivoire se distingue par son fort potentiel économique.



Dakar

© Dereje

Abidjan

© Roman Yanushevsky / Shutterstock.com

Gouvernance

Sénégal

• Sans aucun doute le pays le plus stable de l'Afrique de l'Ouest, le Sénégal connaît tout de même des risques de troubles liés à l'entrée sur son territoire de groupes extrémistes venus des pays voisins.

Le pays a connu des alternances politiques pacifiques depuis son indépendance en 1960. Le Président Macky Sall, en poste depuis 2012, dirige le pays avec une coalition, « Benno Bokk Yakaar » largement majoritaire au Parlement. Le gouvernement a adopté un plan de développement, le Plan Sénégal Emergent (PSE) qui a permis une croissance à plus de 6% ces dernières années et dont la deuxième phase démarre en 2019. Les prochaines élections présidentielles auront lieu le 24 février 2019 au Sénégal, et en 2020 en Côte d'Ivoire.

Côte d'Ivoire

• Le pays a renoué depuis huit ans avec une certaine stabilité en même temps qu'avec la paix, après les troubles politico-militaires de 2002 et ceux de 2010 consécutifs à l'élection présidentielle qui a porté Alassane Ouattara au pouvoir.

Le Programme des Nations unies pour le développement s'est investi dans la promotion de la résilience et des processus inclusifs, mais les dernières élections locales en décembre 2018 ont fait plusieurs morts. Alassane Ouattara a satisfait les exigences de la Banque mondiale et renoué avec la croissance et l'équilibre macro-économique. Néanmoins, un rapport de l'Union européenne fait état de ses inquiétudes quant à la stagnation des indicateurs sociaux, l'enrichissement et le manque de dialogue de la classe politique. Le rapport laisse même entendre que l'UE pourrait baisser ses aides si la situation n'évoluait pas.

• **Cinq pays africains font partie du Top 100 du classement américain Mercer sur la qualité de vie.** Dakar se classe en 12^e position des meilleures villes africaines et 163^e au niveau international. Mais si le climat et le niveau de vie très bas attirent les Occidentaux, notons que le Programme des Nations unies pour le développement place l'Indice de développement humain (IDH) du Sénégal à la 162^e place des pays dans le monde. De son côté, l'indice Mo Ibrahim qui questionne les modes de gouvernance en Afrique a placé le Sénégal en 10^e position en 2017 en matière de gouvernance globale, le pays occupant la 15^e place en matière de sécurité individuelle, mais seulement la 35^e place en ce qui concerne la sécurité nationale, la 6^e place pour le respect du droit, la 10^e place pour l'environnement des entreprises, et la 12^e place pour ce qui concerne le développement économique durable.

• **Pour travailler au Sénégal, il est nécessaire d'avoir un permis de travail et, si vous envisagez de rester, un permis de résidence valable cinq ans.** Le recrutement des expatriés est subordonné à autorisation préalable et leur contrat de travail doit être soumis au visa du ministère du Travail. Il faut savoir que les entreprises recrutent plutôt localement, y compris des étrangers déjà installés, et ne font venir que des profils rares.

• **Le plan Sénégal Emergent (PSE) est à l'origine d'une grande transformation du pays et en particulier de sa capitale.** Son développement lui permet d'accueillir les principales entreprises du continent, créant en même temps une pression sur les emplois les plus qualifiés. On assiste à une véritable pénurie de la main-d'œuvre qualifiée. Ce que confirme une étude publiée par l'Office national pour la formation professionnelle qui montre que 72% des entreprises interrogées, dans dix secteurs, ont rencontré des difficultés majeures à recruter. Vous avez toutes vos chances si vous avez un profil rare, sachant qu'il vous faudra avoir déjà une expérience dans le secteur recherché. Attention, les jeunes Sénégalais sont très bien formés et beaucoup moins chers que les expatriés ! Par ailleurs, certains métiers sont réglementés et réservés aux citoyens sénégalais (expert-comptable, architecte, etc.).

Quelques sites pour vous aider dans vos recherches :
www.senjob.com - <https://sn.gigajob.com>

• **Selon le classement Mercer sur la qualité de vie dans les principales villes du monde, Abidjan n'apparaît qu'en 30^e place parmi les villes africaines, alors même que la Côte d'Ivoire n'occupe que la 208^e place mondiale.** Coupures d'eau et d'électricité sont fréquentes, problèmes d'urbanisation, insuffisance des infrastructures... les problèmes auxquels le pays doit faire face sont nombreux. L'indice Mo Ibrahim de la gouvernance en Afrique place la Côte d'Ivoire en 22^e position, avec une note en dessous de la moyenne en matière de gestion publique, alors que son indice en matière de sécurité et d'Etat de droit, tout comme celui de la participation et des droits humains est au-dessus de la moyenne. Le pays obtient de très bas scores en ce qui concerne les indices des services publics en ligne, la mobilisation des impôts, l'indépendance de la justice...

• **Il faut un visa pour pouvoir travailler en Côte d'Ivoire, qui ne sera délivré qu'à la condition d'avoir un contrat de travail ou une lettre d'embauche.** Pour recruter un étranger, l'entreprise doit d'abord vérifier auprès des Ivoiriens que personne ne correspond au profil recherché. Une carte de travail doit être établie trois mois après le début effectif du contrat.

• **La Côte d'Ivoire a investi beaucoup dans l'éducation de ses jeunes, mettant sur le marché du travail des personnes qualifiées qui peinent cependant à trouver des postes répondant à leurs qualifications.** Cela concerne en particulier les détenteurs de BTS et DUT. En revanche, les secteurs de l'urbanisme, du BTP et de l'industrie recrutent des ingénieurs (génie civil, ingénieurs techniques, ingénieurs de production) ainsi que des technico-commerciaux, des contrôleurs de gestion, des chefs de chantier... Mais les profils techniques expérimentés sont souvent trop peu rémunérés.

Il est possible de trouver des offres sur les sites suivants :

www.emploi.ci - www.offre-emploi.ci
www.novojob.com/cote-d-ivoire/offres-d-emploi
www.afriquejob.com/cotedivoire-emploi/cotedivoire.html

Qualité de vie

Facilités
d'installation

Le marché de
l'emploi

Les bons plans emploi

Sénégal

• Les entreprises du secteur minier recherchent des spécialistes (génie minier, génie civil, génie métallurgique et génie géologique). On recherche des profils qui peuvent allier management et technique, aussi bien dans ce secteur que dans celui du BTP (construction, transports...). Dans l'agro-business on recrute des ingénieurs agricoles, agronomes, généticiens... Après la découverte de gisements de pétrole et de gaz à la frontière entre le Sénégal et la Mauritanie, le Sénégal investit aussi dans l'industrie pétrolière autour de grands groupes qui s'installent dans le pays, comme Total, sur des plateformes. Enfin, les filières plus traditionnelles comme celles de la banque, du tourisme ou de la grande distribution sont toujours attractives.

Environnement des affaires

• Le Sénégal a fait beaucoup d'efforts pour être bien classé dans le rapport Doing Business 2019 de la Banque mondiale. Ainsi, il a réduit ses frais de notaire, les coûts de transfert de propriété et le temps nécessaire pour transférer et enregistrer une propriété. Malgré cela, le pays reste 141^e sur 190 dans ce classement. Les investissements d'avenir se trouvent dans le secteur de la communication (avec la téléphonie mobile), la construction, le tourisme (seconde source de devise du pays), l'agro-industrie, l'énergie (développement des énergies alternatives, en particulier du solaire), les technologies médicales, les technologies de refroidissement (pour la pêche). Dakar est le 2^e port d'Afrique de l'Ouest, laissant ainsi une place importante à l'import-export avec la région.

Les + Étudiants

• Il existe cinq universités publiques (Dakar, Saint-Louis, Thiès, Bambey et Ziguinchor) réparties sur la totalité du territoire et autant d'universités privées. Elles acceptent les Français bacheliers sans leur faire passer d'examen particulier, contrairement aux Sénégalais. En revanche, l'université se base sur le relevé de notes du candidat afin de décider si sa candidature est retenue ou pas. Il faudra s'adresser aux universités Cheikh-Anta-Diop de Dakar ou Gaston-Berger de Saint-Louis pour retirer son dossier de demande d'admission. Il faudra également produire un passeport et un visa biométrique.

Côte d'Ivoire

• Les grosses entreprises comme Colas (filiale de Bouygues), la filiale de Bouygues spécialisée dans la construction et l'entretien des infrastructures de transport, ou encore l'entreprise ivoirienne, Maintenance Climatisation Technique (MCT) recrutent des personnels spécialisés, tout comme Bolloré Transport & Logistics qui recherche des profils en finance, dans le contrôle de gestion, les ressources humaines, le juridique, les systèmes d'information, et la QHSE (qualité, hygiène, sécurité, et environnement). La téléphonie embauche également.

• Le classement Doing Business 2019 de la Banque mondiale place la Côte d'Ivoire en 122^e position, mettant en avant sa facilité en ce qui concerne la création d'entreprise (26^e place) et la facilité de l'obtention des prêts (44^e place). Ce qui est positif, selon ce rapport Doing Business, est qu'en 2018 la Côte d'Ivoire a facilité la création d'entreprise en éliminant la nécessité de légaliser les actes de la société, ainsi que le renforcement du contrôle de la qualité de la construction en nommant un architecte indépendant au sein de la commission chargée d'examiner les demandes de permis de construire. Le secteur pétrolier est en plein boom, et le secteur des télécommunications est une activité en pleine expansion.

• Des universités sont présentes dans les villes suivantes : Abidjan, Abobo-Adjamé, Bouaké, Daloa et Korhogo, la plus réputée étant l'université Félix-Houphouët-Boigny à Abidjan. Les étudiants étrangers peuvent suivre des cours en sciences économiques, communication, sciences juridiques, administratives et de gestion, sciences de la nature, langues, littérature... Pour vous inscrire, il est nécessaire de passer par le site de l'université que vous aurez choisi. Pour être accepté, vous devrez présenter des notes au bac suffisamment élevées (pour les connaître en détail : www.enseignement.gouv.ci/index.php?open=recherche&rec=ivoiro).



• **Les quartiers les plus recherchés et les plus sûrs à Dakar sont ceux du Plateau, de Fann, Ouakam, le Point E, Mermoz, les Almadies.** Les quartiers à l'est de Dakar sont moins chers mais moins sécurisés. Les prix des loyers ont considérablement augmenté ces dernières années à Dakar, un petit 2-pièces dans un beau quartier coûtant aux alentours de 1 000 €/mois. Pour trouver un logement, le plus simple est de s'adresser aux personnes âgées des quartiers, souvent très au fait des logements vacants! Choisissez de préférence un logement qui ne soit pas trop éloigné de votre travail, les embouteillages à Dakar étant très importants.

Consulter ces sites pour voir les offres :

www.planete-senegal.com/annonces/

www.expatriat-dakar.com/appartements-a-louer

• **Si vous êtes salarié au Sénégal, votre employeur aura l'obligation de vous affilier à une institution de prévoyance maladie.** En revanche, si l'on n'est pas salarié, l'assistance publique fournit à l'ensemble de la population des soins de santé primaire. Les hôpitaux publics sont souvent vétustes, avec une insuffisance de lits. Il est important de souscrire à un organisme d'assurance privée pour bénéficier d'une couverture maladie complète.

• **Les personnes dont le revenu net annuel imposable est inférieur à 600 000 FCFA sont exemptées de l'impôt et le taux le plus élevé est de 50%, pour des revenus annuels supérieurs à 12,65 millions de FCFA, les tranches intermédiaires étant nombreuses.** Les personnes assujetties sont celles qui ont un domicile fiscal au Sénégal.

• **Ce pays francophone accueille de nombreux retraités français, en particulier des binationaux.** Le climat, l'accueil des habitants, l'environnement naturel, le niveau de vie très bas sont autant d'arguments qui incitent les retraités à s'installer ici. En revanche, le pays ne propose pas d'une grande qualité de soins dans les hôpitaux publics. Et il faut savoir que le Global Peace Index classe le Sénégal à la 52^e place en ce qui concerne la sécurité, soit la 10^e place des pays de l'Afrique sub-saharienne.

• **Abidjan souffre d'un manque très important de logements, ce qui a pour conséquence de faire monter les coûts des loyers.** Dans les quartiers chics de la ville, des cautions très élevées sont demandées alors que normalement le propriétaire ne peut exiger plus de deux mois de caution. À titre d'exemple, pour une petite surface, il faut compter au minimum 60 à 150 € pour un studio dans des quartiers populaires, et à partir de 230€ dans des quartiers chics comme Cocody, Les Deux Plateaux, Riviera I - II - III, au nord des ponts, Marcory résidentiel, Zone 4, et Biétry, au sud des ponts.

Pour trouver des logements, vous pouvez consulter ces sites :

<https://house.jumia.ci> - <http://www.immo.ci>

• **L'assurance-maladie en Côte d'Ivoire ne couvre que les accidents du travail et les maladies professionnelles.** Quant aux établissements de soins publics, ils sont sous-équipés, avec des pénuries de personnels et de médicaments. Il est donc préférable de souscrire à une assurance santé privée et préférer les établissements de soins privés. Les zones rurales connaissent de vraies difficultés avec un manque criant de structures d'accueil.

• **Si vous percevez des revenus en Côte d'Ivoire, le centre des impôts dont vous dépendez doit vous remettre un numéro de compte contribuable avant votre déclaration.** Les taux d'imposition varient de 15% à 60% des revenus.

• **Pour vivre avec un niveau de confort occidental, il faut avoir une bourse bien garnie, même si le coût de la vie est moins élevé qu'en France.** Même si la situation s'améliore, la Côte d'Ivoire reste un pays encore trop peu sécurisé, n'occupant que la 110^e place du classement du Global Peace Index. Mais le pays a ses adeptes et attire surtout des personnes qui y ont passé une partie de leur vie professionnelle.

Accès
au logement

Accès
à la santé

Fiscalité

Passer
sa retraite

FRANÇAIS DU MONDE, LA CHRONIQUE DE FRANCE INFO

Parfums d'aventure

Ils ont franchi le pas, animés par une soif de découverte, des idées originales, une motivation sans faille... Ils rencontrent parfois quelques écueils, mais la réussite est souvent au bout du chemin.

L'Ouzbékistan fait les yeux doux aux Français

Plus besoin de visa pour les touristes français souhaitant se rendre en Ouzbékistan ! Depuis l'arrivée au pouvoir du président Mirziouïev, il y a deux ans, le pays de l'ex-bloc soviétique s'ouvre au monde. Les expatriés français ne sont encore qu'une petite centaine ici, pour 32 millions d'habitants, mais leur nombre augmente tous les ans, comme en témoigne Katia Turnier, directrice de l'école française de Tachkent, la capitale : «*Nous sommes une équipe de 40 personnes. Nous avons 110 enfants l'an dernier. Nous en comptons 160 cette année, et encore plus l'an prochain. L'école est en grande croissance. Le pays change. Il y a plus d'échanges et de liberté en tout cas.*»

Avec un peu plus de 12 400 visiteurs par an, les Français sont en tête des touristes européens à visiter l'Ouzbékistan. Plusieurs villes et sites du pays sont classés à l'Unesco, explique Romain Turnier, expatrié français employé dans le secteur de l'eau : «*Ils ont une très grande culture liée aux Routes de la soie, à Amir Temur, Tamerlan. Ils en sont très*



fiers aujourd'hui. Il y a des monuments de grande importance qui attirent les gens du monde entier. Le tourisme est en train de monter en puissance à Khiva ou à Boukhara, voire Samarcande. Ce sont des villes où on a l'impression de se retrouver mille ans en arrière, c'est tout à fait sur-

prenant. Il y a une architecture et un art de vivre typique de cette région.»

Écrire à Katia Turnier :

katiaturnier@yahoo.fr

Écrire à Romain Turnier :

romainturnier@gmail.com

Sarajevo, année zéro

Vingt-six ans après le début du plus long siège de l'histoire de la guerre moderne, la capitale de Bosnie s'ouvre au monde. Pierre Courtin a débarqué ici au début des années 2000, via un échange Erasmus. «*Je n'y croyais pas !*, témoigne le Français. *Tout ce qu'il y avait autour était complètement détruit. La veille, je buvais tranquillement mon café à Paris. C'est un pays européen. On a l'étrange impression que ça peut nous arriver aussi.*» Pierre Courtin a d'abord monté une galerie. Aujourd'hui, il accompagne à travers des salons d'art contemporain du monde entier cette nouvelle génération d'artistes bosniens qui crèvent l'écran. «*La plupart sont nés sous les bombes. Ils ont grandi et évolué dans un pays en ruines, puis participé à sa reconstruction. Ils ont beaucoup de questions autour de l'identité. La moitié de mes amis est de parents mixtes. Qu'est-ce qu'on fait quand on a un papa serbe et une maman bosniaque maintenant que tout est divisé ?*» Quelques touristes déambulent dans les rues piétonnes du centre de Sarajevo, au milieu des pigeons, des bars à narguilés et des restaurants halal. Partout en ville, à chaque coin de rue, un musée vous ramène à un devoir de mé-



moire. Le pays pourrait bien saisir aussi le coche de l'écotourisme : «*Il y a une nature formidable. C'est un équilibre entre les institutions culturelles, la mémoire, et des grandes balades pour vous rafraîchir la tête. À vingt minutes de voiture du centre-ville de Sarajevo, vous êtes au milieu de nulle part, dans un refuge sans électricité, à partager une soupe traditionnelle.*»

Lui écrire : duplex100m2@gmail.com



© DR

Risk management à Singapour

Terrorisme, catastrophes naturelles de plus en plus fréquentes, tensions géopolitiques exacerbées, épidémies et virus, cybercriminalité... Les nouvelles menaces qui pèsent sur les entreprises ont changé de visage.

Ce n'est pas le service le plus étoffé, six personnes en tout, mais c'est un maillon essentiel de la société, et en permanence sur le qui-vive. Le risk management, c'est un peu l'airbag d'une entreprise face aux risques de toute nature qui pèsent sur elle et ses collaborateurs. «Ce qui est nouveau, c'est la rapidité du changement», témoigne Franck Baron, chef du département risk management pour International SOS à Singapour. La palette des risques est de plus en plus large. Par exemple, on s'est rendu compte ces dernières années que des villes que l'on pensait sûres comme Londres, Paris, Bruxelles ou Berlin, pouvaient être aussi touchées par des attentats terroristes.» Le Français travaille depuis 2011 pour le groupe dont le métier lui-même est l'assistance.

Prendre les bonnes décisions

International SOS revendique 11 000 clients parmi lesquels les fleurons de Wall Street ou du CAC 40, des ONG, l'armée américaine ou des gouvernements. «Tous les jours, on leur envoie de l'information pour leur dire "voilà ce qui est en train de se passer à tel endroit", pour qu'ils puissent prendre les bonnes décisions», explique Franck Baron. Et quand on ne peut pas prévoir l'intensité d'un événement, comme le récent typhon à Hong Kong, au moins on peut s'y préparer et traiter le risque de la bonne manière, jusqu'à l'évacuation ou le rapatriement.» Depuis sa création en 1985 par deux Français (Arnaud Vaissé et le médecin Pascal Rey-Herme), International SOS n'a cessé de grandir : «Les nouveaux clients, ce sont des ETI (entreprises de taille intermédiaire, ndlr) qui prennent pied à l'étranger et se retrouvent confrontées à ces nouveaux risques terroristes, sanitaires comme les épidémies d'Ebola ou de Zika, ou liés au bouleversement climatique alors qu'ils n'étaient pas du tout dans leurs radars auparavant.» Le groupe est désormais présent dans 90 pays.

Lui écrire :
franck.baron@internationalsos.com



© DR

Safaris électriques en Tanzanie

À l'heure du débat en France sur la flambée des prix à la pompe, Denis Lebouteux est certain que le salut du continent africain viendra de l'électrique et du solaire. Rien ne distingue le gros Toyota poussiéreux d'un autre 4x4 de safari. La machine a bien vingt ans d'âge et plusieurs fois le tour du compteur. L'innovation est là, sous le capot, où une start-up allemande a aidé le Français à installer un moteur électrique. Deux de ses véhicules sont équipés pour l'instant, deux prototypes. Les autres devraient suivre. Pour le Français, l'électrique couplé au solaire, c'est l'avenir de l'Afrique : «Écologiquement, c'est valable. Ces voitures en fin de vie, c'est une catastrophe écologique, elles consomment énormément. Là, ils vont devenir constructeurs automobiles en recyclant les épaves que le Japon et l'Europe ne voudront plus. La technologie électrique, c'est beaucoup plus simple que le gazole ou l'essence. Aujourd'hui, convertir une voiture, ça coûte 30 000 dollars. Demain, ce sera 20 000.» Denis Lebouteux estime qu'il lui faudra deux ans pour rentabiliser son investissement. Ses 4x4 électriques sont utilisés uniquement pour emmener ses clients en safari, en particulier de nuit. Avec 130 kilomètres d'autonomie, cela suffit largement. «Il y a une évolution rapide des technologies», observe-t-il. Entre les batteries que j'ai achetées l'an dernier et cette année, on gagne 10% de puissance à poids égal.» Le Français rappelle que la première voiture électrique a été construite par un ingénieur français en... 1880 ! Dans un pays où le soleil brille 360 jours par an, il prévoit de passer la moitié de sa flotte de 50 voitures à l'électrique et au solaire d'ici trois-quatre ans.

Lui écrire : denis@tanganyika.com

DÉCRYPTAGE

Les élections européennes, mode d'emploi

Les élections européennes 2019 se dérouleront le dimanche 26 mai en France. Elles n'auront pas lieu à la même date dans tous les pays de l'Union européenne (entre le 23 et le 26 mai). Elles se dérouleront le samedi 25 mai à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin, à Saint-Barthélemy, en Guadeloupe, en Martinique, en Guyane, en Polynésie française et dans les bureaux de vote ouverts par les ambassades et postes consulaires situés sur le continent américain.



© Boland Horvath / Shutterstock.com

Comment voter ?

Cette année, les électeurs pourront s'inscrire jusqu'au dernier jour du deuxième mois précédent un scrutin. Ainsi, pour les élections des représentants au Parlement européen, les électeurs pourront s'inscrire jusqu'au 31 mars 2019.

Il faut savoir que depuis le 1^{er} janvier 2019, les Français résidant à l'étranger ne pourront plus être inscrits à la fois sur une liste électorale consulaire à l'étranger et sur une liste électorale en France. Un répertoire électoral unique a été créé, géré par l'Insee. Il permet désormais une plus grande souplesse dans l'actualisation des listes électorales.

Toute nouvelle inscription entraînera automatiquement la radiation de la liste précédente. Ceux qui sont actuellement inscrits sur deux listes devront donc choisir sur laquelle ils se maintiennent en 2019. S'ils souhaitent voter en France, ils devront obligatoirement demander leur radiation de la liste électorale consulaire sur service-public.fr (1). Par défaut, les Français résidant à l'étranger inscrits à la fois sur une liste en France et sur une liste électorale consulaire seront maintenus sur la liste électorale consulaire et radiés de la liste de leur commune en France. Ils voteront donc à l'étranger pour l'élection présidentielle, les élections législatives, les référendums, les élections européennes et les élections des conseillers consulaires.

Comment ça se passe ?

L'élection des représentants au Parlement européen se déroule dans le cadre d'une circonscription unique, à laquelle sont rattachés les Français établis hors de France, comme ceux de métropole. Il est possible de voter dans un bureau de vote ou par procuration (une procuration peut être établie en faveur d'une personne de confiance inscrite sur la même liste électorale consulaire que vous: il faut l'établir auprès de l'ambassade pourvu d'une circonscription consulaire, du chef de poste consulaire, du consul honoraire de nationalité française habilité). Cette procuration est valable jusqu'à trois ans pour les Français établis hors de France, à condition que la procuration soit établie par l'autorité consulaire du lieu de résidence. Les élections européennes ont lieu au suffrage universel direct à un tour. Les candidats sont élus pour cinq ans selon les règles de la représentation proportionnelle à scrutin de liste à la plus forte moyenne. Les partis ayant obtenu plus de

5% des suffrages bénéficient d'un nombre de sièges proportionnel à leur nombre de voix. En dessous, ils n'ont pas d'élus.

Quel est le rôle du député européen ?

Le député européen exerce un pouvoir législatif au Parlement qui adopte des actes juridiques communautaires ; un pouvoir budgétaire quand il établit, avec le Conseil de l'Union européenne, le budget annuel de l'UE; et enfin un pouvoir de contrôle puisqu'il intervient dans la procédure de désignation du président de la Commission européenne et peut censurer ladite Commission.

Suite au Brexit, après les élections de mai 2019, elle disposera de 74 sièges +5, soit 79 eurodéputés.

Comment s'organisent les eurodéputés ?

Les eurodéputés français sont obligés de s'organiser par affinité politique, et non pas en fonction de leur nationalité. Ainsi, ils s'inscrivent à un des huit groupes politiques qui siègent actuellement. À l'issue des prochaines élections européennes, les candidats élus pourront rejoindre l'un des huit groupes politiques siégeant actuellement dans l'hémicycle

OÙ SONT LES EURODÉPUTÉS FRANÇAIS ?

Les députés européens français sont rattachés à sept des huit groupes politiques du Parlement européen :

PPE : 20 - S&D : 12 - ADLE : 7 - Verts/ALE : 6 - GUE/NGL : 5 - EFDD : 6 - ENL : 15 - NI : 3

ou bien en créer un. Pour cela, il leur faut convaincre au moins 25 députés issus d'au moins un quart des Etats membres (donc au moins de sept Etats).

Chaque groupe désigne un coordinateur de groupe chargé de décider de quelle manière le groupe doit voter au Parlement. Cependant, aucun député n'est contraint par cette décision. Les députés ne peuvent être membres de plusieurs groupes à la fois, mais ils peuvent n'appartenir à aucun groupe, auquel cas ils sont « non-inscrits ».

Les présidents de groupes se rencontrent aux Conférences de Présidents pour décider quels sujets seront traités à la session plénière du Parlement européen. Les groupes politiques peuvent déposer des motions de résolutions ainsi que des amendements qui doivent être votés.

(1) www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F33307

LES GROUPES AU PARLEMENT

- **Groupe du Parti populaire européen (PPE).** C'est le plus important, avec ses 218 membres. De centre-droit, il compte le parti LR de Laurent Wauquiez, comme celui de la CDU de la chancelière allemande. On y trouve aussi le parti de Viktor Orban, le Fidesz.
- **Alliance progressiste des socialistes et démocrates au Parlement européen (S&D).** Deuxième groupe avec 186 membres. Il regroupe sociaux-démocrates, socialistes, travaillistes et démocrates. Y adhèrent le PS, le PRG et Génération.s.
- **Conservateurs et réformistes européens (CRE).** 74 membres pour un groupe créé à l'initiative du Parti conservateur britannique. C'est une alliance ultralibérale, conservatrice et eurosceptique qui cherche pour les prochaines échéances le soutien de Nicolas Dupont-Aignan.
- **Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ALDE).** 68 eurodéputés sont pro-européens, qui comptent parmi eux les élus de l'UDI et du Modem. Le parti d'Emmanuel Macron, La République en marche (LREM), a annoncé son ralliement à ce groupe politique libéral.
- **Groupe des Verts/Alliance libre européenne (Verts/ALE).** 52 membres, dont EELV.
- **Groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique (GUE/NGL).** Là encore, 52 députés issus de l'aile gauche du Parlement. Avec des élus de la FI et du PCF. Pour les prochaines élections européennes, la France insoumise, le parti espagnol Podemos et le Bloc de gauche portugais, membres du GUE/NGL, ont créé un nouveau mouvement, Maintenant le Peuple, qui présentera des listes concurrentes au GUE/NGL.
- **Groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe (ELDD).** 44 eurosceptiques et populistes. Un groupe mené par le parti nationaliste britannique, Ukip, qui disparaîtra probablement à cause du Brexit. Il compte des membres du mouvement Cinq Étoiles et le parti nationaliste allemand AfD et souhaite attirer le parti de Florian Philippot.
- **Groupe Europe des Nations et des Libertés (ENL).** Un groupe qui a eu du mal à se constituer avec des députés de 7 Etats différents. 34 élus, parmi lesquels ceux du Rassemblement national (ex-FN), la Ligue du Nord de Matteo Salvini.
- **Non-inscrits (NI).** 22 eurodéputés qui proviennent principalement de partis nationalistes d'extrême-droite, comme Aube dorée en Grèce. Trois eurodéputés français y sont enregistrés : Jean-Marie Le Pen, Bruno Gollnisch et Sophie Montel.



© Marian Weigo

TRIBUNE

L'application du droit européen est un combat citoyen

Député socialiste des Français de l'étranger sur la circonscription de l'Allemagne, l'Europe centrale et orientale de 2012 à 2017, Pierre Yves Le Borgn' est un juriste international de formation. Il a travaillé dans l'industrie des énergies renouvelables comme cadre-dirigeant au sein d'une société de fabrication de panneaux solaires en Allemagne avant d'être élu au Palais Bourbon. Son parcours est celui de nombreux Français qui ont choisi de vivre leur carrière professionnelle à l'étranger, puisqu'il a travaillé aux États-Unis, au Luxembourg, en Belgique puis en Allemagne. Après avoir été membre de la Cour européenne des droits de l'homme, en Européen convaincu, il nous livre ici une réflexion sur l'application du droit européen.

Le droit européen est souvent perçu comme complexe et lointain. Sa rédaction, en fonction des textes et des sujets, peut en effet le rendre complexe. Lointain, il l'est en revanche rarement. Il est certes élaboré à Bruxelles et Strasbourg sous le regard vigilant de la Cour de Justice à Luxembourg, mais l'éloignement s'arrête là. Le droit européen n'est pas désincarné : il crée des droits au bénéfice du citoyen. Il y a dans le droit européen une dimension insoupçonnée de proximité. J'ai

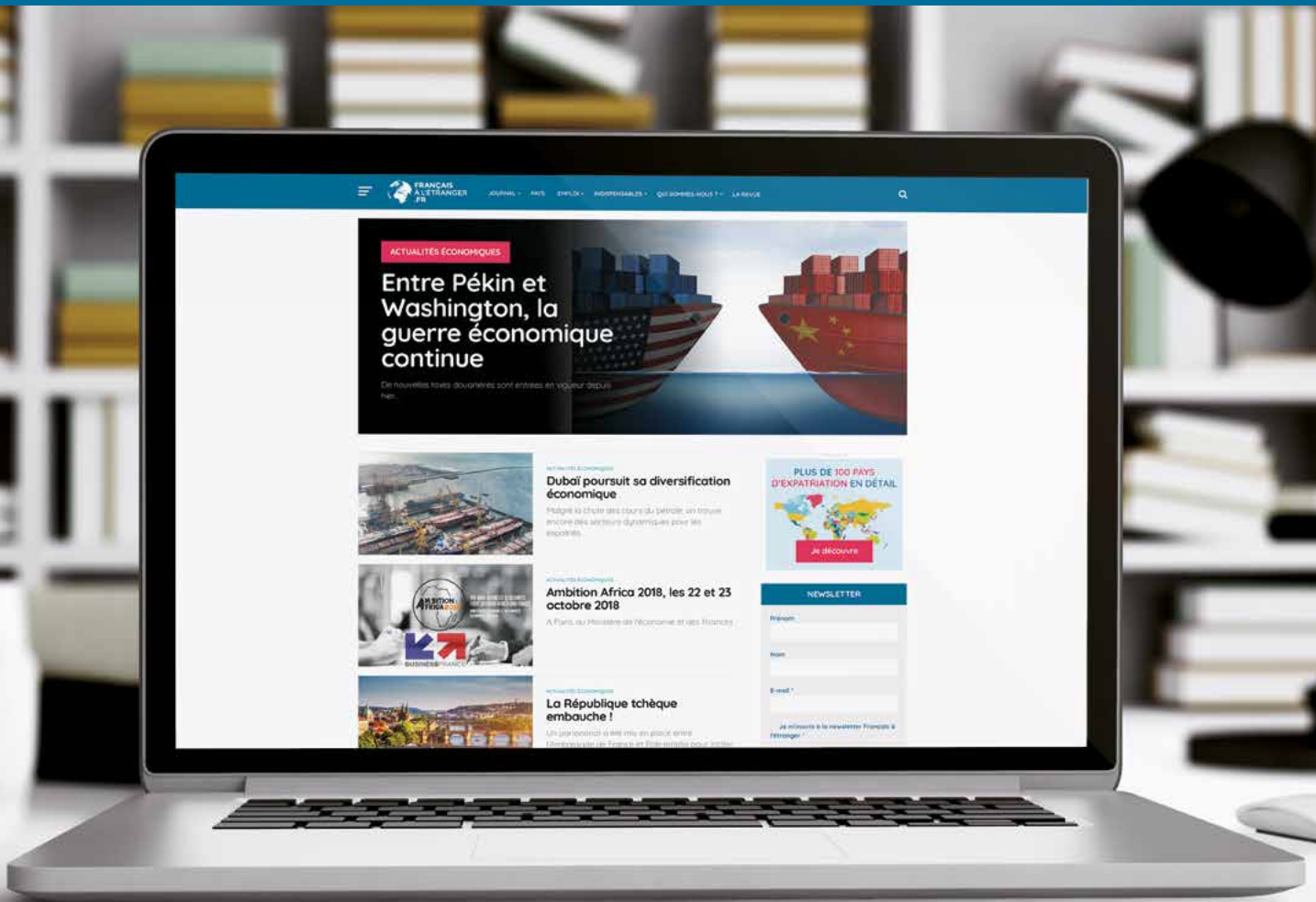
longtemps travaillé, au temps des études puis durant ma vie parlementaire, sur le droit européen de la Sécurité sociale. Sait-on que ce droit régit depuis près de soixante ans la vie des millions d'Européens qui travaillent ou ont travaillé dans un autre Etat que celui dont ils ont la nationalité et qu'il les protège ? Tout l'enjeu est d'en obtenir une juste et efficace application. Ce n'est pas toujours simple. Derrière l'application difficile ou la non-application du droit européen, il y a souvent l'ignorance des administra-

tions, mais parfois aussi une bonne dose de calcul. Le protectionnisme a la vie dure, surtout lorsqu'il est subtilement habillé. C'est pour cela que l'application du droit européen est un combat, un combat que j'appelle citoyen.

Que proscrivent les Traités européens ? La discrimination fondée sur la nationalité, l'inégalité de traitement, en un mot le maintien de frontières inavouées et donc l'injustice. Elu à l'Assemblée des Français de l'étranger, puis à l'As-



**FRANÇAIS
À L'ÉTRANGER
.FR**



Le nouveau site dédié à la mobilité internationale **WWW.FRANCAISALETRANGER.FR**

Abonnez-vous à notre newsletter quotidienne gratuite

ABONNEZ-VOUS

Le journal DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

**POUR ÊTRE INFORMÉ DE
L'ACTUALITÉ DE LA MOBILITÉ
INTERNATIONALE PAR DES
JOURNALISTES PROFESSIONNELS**

ADRESSE D'EXPÉDITION :
TDME - FRANÇAIS À L'ÉTRANGER
18 BIS RUE HENRI BARBUSSE, 75005 Paris

Prix pour 1 an (4 numéros France/DOM) : 20 €
EUROPE : 24 € HORS EUROPE : 28 €

- Je joins mon règlement par chèque bancaire à l'ordre de TDME
- Par virement bancaire à l'ordre de TDME :
IBAN : FR 76 1027 8060 4500 0209 4464 534
BIC : CMCIFR2A

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Pays : _____
E-mail : _____
N° Tél. : _____



« LE PARLEMENT EST LA VOIX DES CITOYENS D'EUROPE. IL DEVRA S'IMPOSER DANS LE DÉBAT AVEC LES ETATS MEMBRES ET LA COMMISSION EUROPÉENNE. »

semblée nationale, j'ai souvent mené la charge contre l'inapplication du droit, invoquant tour à tour les Traités, tel ou tel règlement ou directive et la jurisprudence de Cour de Justice de l'Union européenne. J'ai affronté des administrations françaises et étrangères, rencontré des ministres chez nous et ailleurs, visité la Commission européenne, bataillé dans l'Hémicycle, soutenu des actions en justice en France et au-delà. Aucun succès n'est venu facilement. Mais ils sont venus, certains même après mon retrait de la vie publique. Je pense au prélèvement de la CSG sur les revenus immobiliers en France des personnes affiliées à un régime de Sécurité sociale autre que français, récemment supprimé par le Parlement tant la violation du droit était établie et la condamnation à Luxembourg garantie. Le diable est souvent dans les détails. Toutes les libertés prises avec le droit ne sont pas aussi flagrantes que la clause de nationalité qu'imposaient les autorités de Varsovie pour empêcher les agriculteurs français en Pologne d'acquérir les terres qu'ils y cultivaient en fermage.

Derrière chaque difficulté en droit européen, il y a une réalité humaine, un homme, une femme, un enfant, une famille, un avenir. En presque vingt années de vie d'élu, j'ai traité plusieurs milliers de dossiers de constitution de retraites entre plusieurs pays, de reconnaissance des diplômes et des périodes de formation professionnelle, d'accès aux prestations sociales non contributives du pays de résidence, de déplacements illicites d'enfants ou de remboursement d'impôts prélevés en violation du droit européen. Ce sont autant de sujets qui n'ont pas grand-chose de commun, à part la résistance à l'application du droit ou sa profonde méconnaissance. En Allemagne, il aura fallu une longue ba-



© François de Ribaucourt

taille en justice pour réduire un prélèvement sur les retraites complémentaires françaises, assimilées aux retraites d'entreprise allemandes alors que les premières présentaient un caractère obligatoire et les secondes un caractère facultatif. Le taux réduit et les remboursements du trop-perçu ont été obtenus au forceps. Agir pour l'application du droit européen demande de la résilience et aussi de la fermeté face aux arguments souvent invoqués de circonstances ou de coût. Car appliquer le droit européen n'est pas une option, c'est une obligation.

L'Union européenne a été régulièrement critiquée pour une propension à trop légiférer. Cela a pu arriver en effet. De cette critique est né un programme appelé « Better Regulation », mis en œuvre par la Commission européenne. Je voudrais imaginer qu'en miroir, un autre programme, appelé « Better implementation » (meilleure application), soit développé avec la même ambition, au-delà de la Communication de 2016 de

▲ Pierre Yves Le Borgn'.

la Commission. La reconnaissance dans le projet européen ne vient pas prioritairement de l'adoption de textes, aussi importants soient-ils, mais de leur mise en œuvre. C'est pour cette raison que l'application du droit européen est un combat citoyen. Je souhaite que le prochain Parlement européen embrasse bien davantage les questions de contrôle et d'évaluation du droit européen qu'il ne le fait et que son engagement soit déterminant. Il devra y associer les citoyens, les associations, les ONG, pas seulement par le biais de consultations en ligne, mais par des conférences et des missions parlementaires. Le Parlement est la voix des citoyens d'Europe. Il devra s'imposer dans le débat avec les Etats membres et la Commission européenne. La crédibilité du projet européen dépend aussi d'une juste application du droit de l'Union.

Tribune publiée sur le site du Journal des Français à l'étranger (décembre 2018).

Le journal DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

Leader sur l'information pour la mobilité internationale des Français : actualités et services

- magazine
- newsletter 7/7
- réseaux sociaux
- emarketing



FRANÇAIS
À L'ÉTRANGER
.FR



Le journal DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

Vol. 02 | ÉTÉ 2018 | 5.00 €

REPRÉSENTATION
Le point sur la réforme
de l'Assemblée
Française
à l'étranger



**SUPPLÉMENT
EXCLUSIF !**

Protection sociale,
santé, retraite,
organismes
d'accompagnement...
le guide pratique
de votre mobilité



ÉDUCATION
Quel avenir
pour les lycées
français à l'étranger ?

**LA TEAM
FRANCE EXPORT**

Arnaud Vaissière et Christophe
Lecourtier, le tandem qui va doper
le commerce extérieur français

**FRANÇAIS
À L'ÉTRANGER
.FR**

Les Français à l'étranger, un marché porteur...



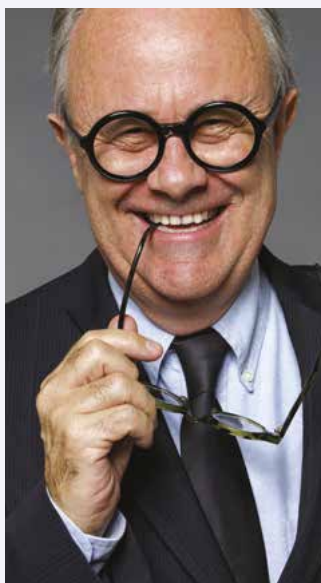
Plus de 3,4 millions de Français à l'étranger selon l'Insee (+3% / an).
320 000 cadres et 34 000 PME-ETI membres du réseau des 123 CCI françaises à l'étranger (85 pays).

...un lectorat à fort pouvoir d'achat

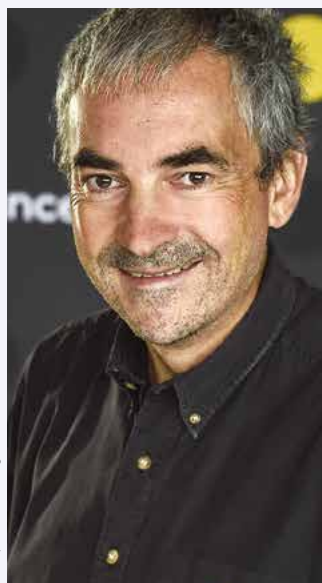
Des salariés et créateurs d'entreprises, jeunes diplômés et seniors. Tous souhaitent des conseils avant le départ ou à leur arrivée à l'étranger, garder un lien privilégié avec la France, bénéficier d'une information spécialisée.

Un écosystème éditorial, papier & web

Fondé par Jean-Pierre Pont, expert de l'expatriation depuis 20 ans (*Tour du Monde de l'emploi, Routard de l'Expat...*), créateur de l'émission *Destination réussite* (TV5 Monde). Des contenus élaborés par une équipe de trois journalistes spécialistes de la mobilité internationale.



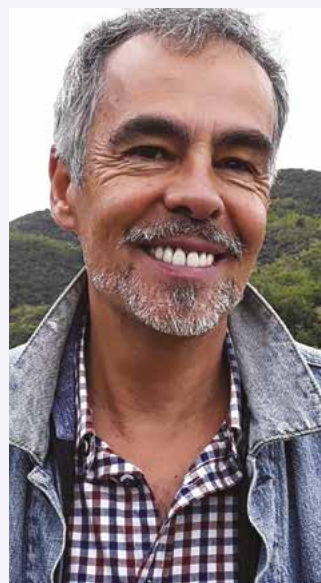
▲
Jean-Pierre Pont
(Fondateur)



▲
Emmanuel Langlois
(France Info)



▲
Nathalie Laville
(Nouvel Obs,
Vivre à l'étranger)



▲
Didier Bras
(Nouvel Obs,
La Voix de France)

LE MAGAZINE DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

Le Journal des Français à l'étranger est le rendez-vous trimestriel de référence pour analyser les tendances : actualité politique et économique, bancs d'essai de différentes destinations, success stories et vie associative, emploi, formation et éducation à l'international...

IL EST DIFFUSÉ À 65 000 EXEMPLAIRES DANS LE MONDE :

- Prestalys France + DOM, Belgique, Suisse, Canada, Afrique francophone...
- La carte est aussi diffusée dans les Ambassades et consulats du monde.
- Diffusion numérique sur lekiosque.fr
- Promotions dans le réseau Relay des gares et aéroports
- Dans les 123 CCI françaises à l'étranger (85 pays)
- Via un fichier d'abonnés à 15 000 membres (+ 20%/mois, objectif 30 000 fin 2019.)



LA NEWSLETTER

Une newsletter 7/7 gratuite : plus de **15 000 LECTEURS** en France et dans le monde.

Très forte progression des inscrits grâce aux réseaux sociaux (Facebook et LinkedIn) : nos campagnes de webmarketing et d'acquisition génèrent une communauté qualifiée.

Intérêt du lectorat avec de très bons taux d'ouverture, compris entre **17%** et **22%** en semaine, autour de **25%** le week-end. Croissance de **2000** abonnés par mois, prévision de **30 000** abonnés pour fin 2019.



La Caisse des Français à l'étranger prête à se réformer

La CFE prend acte du vote de la loi de réforme de la CFE qui va lui permettre de mettre en œuvre dans les prochaines semaines des changements importants en faveur de ses clients actuels et à venir. Ainsi, et dès le 8 janvier 2019, pour les adhésions des clients individuels prenant effet à compter du 1er février, les tarifs ...

[Lire la suite](#)



France Médias Monde récompensée !

Les équipes numériques de France Médias Monde ont reçu la semaine dernière à Paris le Trophée SMA des meilleures réalisations numériques de l'année 2018, dans la catégorie « Meilleure application pour assistant vocal », pour l'application RFI développée sur Alexa, l'assistant d'Amazon. Depuis 2012, les SMA Awards récompensent les productions numériques les plus abouties et les services digitaux les plus performants. Ils ...

[Lire la suite](#)



Manifestations « anti-Orban » en Hongrie

Organisées de façon informelles sur les réseaux sociaux, des manifestations assez virulentes ont eu lieu à Budapest, devant le Parlement et dans certaines grandes villes de Hongrie. Elles ont pour cause l'adoption d'un assouplissement très controversé du droit du travail hongrois. Ces rassemblements sont pacifiques mais peuvent conduire à l'usage de gaz lacrymogènes et à des mouvements de foule. Par ...

[Lire la suite](#)








L'HeldoLettre d'Olivier Cadic

Sénateur représentant les français établis hors de France

[Lire la suite](#)

LES RÉSEAUX SOCIAUX

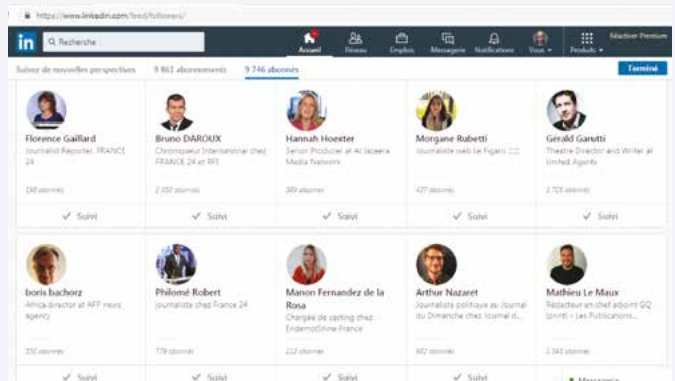
Ils sont le nerf de la guerre pour atteindre une audience importante et des communautés ciblées. Nos réseaux sociaux, facebook, twitter et LinkedIn, relaient nos informations et permettent d'interagir avec les Français de l'étranger. Nos campagnes de webmarketing donnent une visibilité et une interaction forte, à titre d'exemple :

Opération	Impressions 	Portée 	Résultats 	Impressions 	Résultats 
International SOS	158704	114460	13152 interactions		
Crystal Finance	78106	46272	4162 interactions		
Prague séduit les français	132444	81121	11140 interactions		
Lettre ouverte au Président	82626	50303	1220 vues par page	33768	1198 interactions

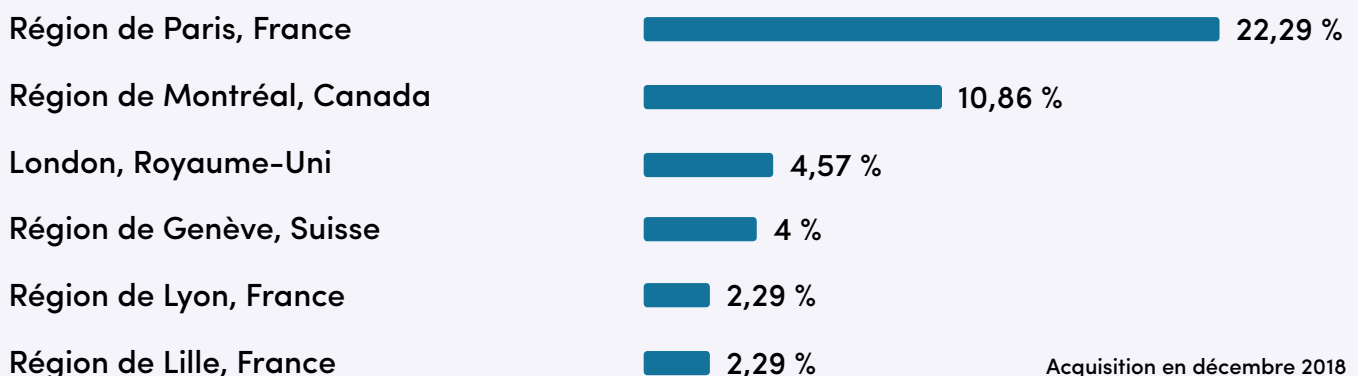
LINKEDIN

Les comptes LinkedIn du journal, des rédacteurs et de l'éditeur Jean-Pierre Pont mobilisent une communauté de plus de **12 200 ABONNÉS**

Derniers profils inscrits sur LinkedIn ▶



LIEUX PRINCIPAUX



Acquisition en décembre 2018

FACEBOOK

La communauté des expatriés est très engagée sur notre page facebook grâce aux articles publiés en continu. Nous proposons aussi des campagnes webmarketing qui ciblent sur facebook des profils types et des pays selon vos enjeux.



Journal des Français à l'étranger
@journaldesfrancaisaletranger

- Accueil
- Publications
- Avis
- Photos
- À propos
- Communauté
- Infos et publicités
- Créer une Page



J'aime S'abonner Partager

Envoyer un message

Créer une publication

Écrire une publication...

Photo/Vidéo Identifier des... Je suis là

Publications

Journal des Français à l'étranger 11 min · G

Journal des Français à l'étranger : La Cyprus Career Expo : le Salon pour l'emploi de Chypre Les 2 et 3 mars 2019
<https://www.francisalettranger.fr/.../la-cyprus-career-expo-l-...>



J'aime Commenter Partager

Société de médias/d'actualités



Le Journal des Français à l'étranger
Pourquoi créer Le Journal des Français à l'étranger ?
Jean-Pierre Pont, éditeur du Journal des Français à l'étranger...
Afficher plus

Communauté Tout afficher

- Invitez vos amis à aimer cette Page
- 3 368 personnes aiment ça
- 3 529 personnes suivent ce lieu
- Jonathan Chodjal aime ça

À Propos Voir tout
Envoyer un message

TRAVEL RISK MAP 2019

Global health and travel security risks review



Journal des Français à l'étranger Publié par Buffer (1)
Page aimée · 8 décembre

Journal des Français à l'étranger : Travel risk map, l'édition 2019 est sortie L'édition 2019 de la « TRAVEL RISK MAP » a été publiée. Réalisée par International SOS et Control Risks, deux spécialistes mondiaux du risque, elle évalue les niveaux de risques santé et sécurité dans le monde entier. Parallèlement à cette carte des risques, l'étude « Business Resilience Trends Watch 2019 » réalisée par Ipsos MORI... <https://www.francisalettranger.fr/2018/12/08/travel-risk-map-ledition-2019-est-sortie>

Identifier Ajouter un lieu Modifier

120 871 Personnes touchées 15 761 Interactions **Booster à nouveau**

Activité récente

Boostée le 10 déc
Audience : [Fyer Cult] Expats 10 2018
Par Mathieu Clément - Terminée
Voir les résultats

4 K 54 commentaires 103 partages

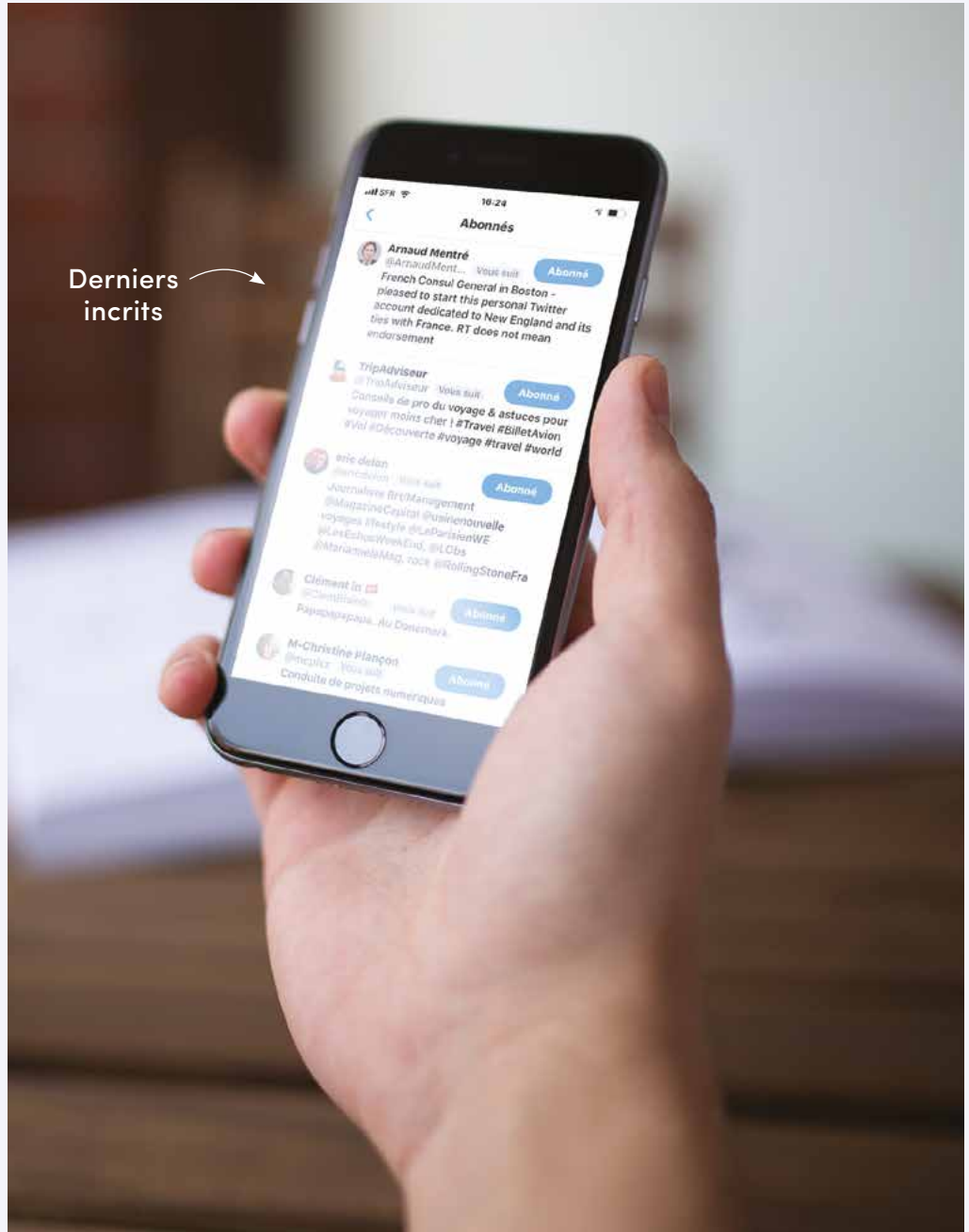
J'aime Commenter Partager
Votre commentaire...

Le journal DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

TWITTER

Une communauté de prescripteurs : élus, journalistes, chefs d'entreprises et membres des réseaux consulaires, tissu associatif des Français à l'étranger, étudiants et enseignants.

- 
Christophe Frassa Abonné
 @C_Frassa Vous suit
 Sénateur des Français de l'étranger • Secrétaire national LR chargé des Français de l'étranger @Rep_Etranger • Président Commission politique @APFFrancophonie
- 
Michal Macko Abonné
 @michmacko Vous suit
 Deputy Director at French Chamber of Commerce in Czech Republic
- 
Seb Faure Abonné
 @sebastianfa... Vous suit
 Conseiller en mobilité internationale & Eures Adviser #recrutement #Asie #Océanie #EURES #4emploi #digitalRH compte perso, my tweets are mine
- 
Olivier Cadic Abonné
 @OlivierCadic Vous suit
 Sénateur des Français établis hors de France | Com. Aff. étrangères, Défense & Forces armées | VP Délégation aux Entreprises | @UC_Senat @UDIMonde @UDI_off
- 
Helene Conway-Mouret Abonné
 @HMouretCo... Vous suit
 Sénatrice des Français de l'étranger, Vice-Présidente du Sénat. Ancienne ministre déléguée
- 
Amelia Lakrafi Abonné
 @Amelia_LKF Vous suit
 Députée FdE 10 #Afrique #MoyenOrient #Entrepreneuriat #Femmes #Capitalimmatériel #IE #CyberSécurité #DiplomatieEconomique #Francophonie #APD #Education #Diaspora
- 
CCI Fr International Abonné
 @CCI_Fr_Inter Vous suit
 Compte de CCI France International Réseau de 123 #CCIFI dans 92 pays au service du développement #export des #pme #eti #international #implantation
- 
Marc Albert Cormier Abonné
 @marccormier Vous suit
 Conseiller consulaire, Toronto, Français, né @spm_pm, Canadien, UDI @udicanada, OPA ONM || English: @marc_a_cormier
- 
Ronan Le Gleut Abonné
 @ronan_legleut Vous suit
 Sénateur représentant les Français établis hors de France. Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées et de l'OEPECST
- 
Fabienne Blineau Abonné
 @FabienneBli... Vous suit
 Conseillère AFE Asie Centrale Moyen-Orient Consulaire 🇫🇷 / Présidente @LeLevant / « La Justice est inséparable de la bonté » JJ Rousseau
- 
eric delon Abonné
 @ericdelon Vous suit
 Journaliste RH/Management @MagazineCapital @usinenouvelle voyages lifestyle @LeParisienWE @LesEchosWeekEnd, @LObs @MarianneMag, rock @RollingStoneFra
- 
Pascal Allizard Abonné
 @AllizardPascal Vous suit
 Sénateur du Calvados / V.P de la Commission des Affaires Étrangères et de Défense du Sénat /Pdt #LR14/ VP de l'Assemblée Parlementaire de l' OSCE
- 
Arnaud Mentré Abonné
 @ArnaudMent... Vous suit
 French Consul General in Boston - pleased to start this personal Twitter account dedicated to New England and its ties with France. RT does not mean endorsement
- 
NEORIER Isabelle Abonné
 @NegrierIsab... Vous suit
 Référente LaREM Allemagne et Autriche, Porte Parole, PR international, directrice développement ENR/smart grids / Sciences Po / ESCP Europe / administrateur



Derniers inscrits

Le Journal des Français à l'étranger
@Journal_FR_ETR

#GrandDebatNational : N'oubliez pas les Français de l'étranger ! @EmmanuelMacron #LettreOuvverte #GrandDebat #expatries #francais #francaisdumonde #mobilité #international



Grand débat national : n'oubliez pas les Français de l'étranger ! - Journal des...
 Pour que les Français de l'étranger ne soient pas absents du grand débat national, la rédaction de francaisaletranger.fr a choisi d'adresser une lettre ouverte à francaisaletranger.fr

Impressions	29 685
<ul style="list-style-type: none"> 3 912 organiques 25 773 sponsorisés 	
Engagements totaux	1 097
Ouvertures des détails	441
Clics sur le lien	226
J'aime	163
Clics sur le profil	104
Retweets	78
Réponses	37
Clics sur les hashtags	30
Suit	18



LES VOIX DU MONDE



Ce qui se
passe loin
nous touche
de près

© Photo : ATTA KENARE / AFP

La radio mondiale en français et 13 autres langues. Grâce à l'expertise de ses rédactions basées à Paris et de son réseau de 400 correspondants, RFI propose à ses auditeurs des rendez-vous d'information et des magazines offrant les clés de compréhension du monde.



ET SI ASSURER VOTRE SANTÉ À L'ÉTRANGER DEVENAIT UN JEU D'ENFANT ?



1€

Prise en charge intégrale
au 1^{er} euro
ou en complément CFE

72H

Remboursement
de vos frais de santé
sous 72h



Une équipe
joignable
24h/24 7J/7

Plus d'informations sur particuliers.henner.com - Tél.: +33 (0) 3 28 76 37 38

Henner vous accompagne du début à la fin de votre mobilité internationale.

Avec le plus grand réseau de professionnels de santé répartis dans 165 pays, Henner permet à 1,5 million de bénéficiaires un accès aux soins où qu'ils se trouvent et sans avance de frais.